

CAHIERS DE CITÉ LIBRE CAHIERS DE CITÉ LIBRE CA

LETTRE AUX NATIONALISTES QUÉBÉCOIS

JEAN PELLERIN

CL-5

ÉDITIONS DU JOUR \$2.00

CAHIERS DE CITÉ LIBRE

Nouvelle série XIXe année
Hiver 1969

Secrétariat de la rédaction :

Jean Pellerin, Jacques Tremblay, Jacques Hébert,
3411, rue Saint-Denis, Montréal 130

Éditeur propriétaire :

LE SYNDICAT COOPÉRATIF D'ÉDITION CITÉ LIBRE

Publié par

LES ÉDITIONS DU JOUR INC.
3411, rue Saint-Denis, Montréal 130 (849-2228)

Réalisé par les presses des Ateliers de
PAYETTE & PAYETTE INC.
Saint-Jean

Abonnement :

Cité libre,
7045, av. du Parc
MONTRÉAL - 303, P.Q.

Périodicité : 1 an, 3 cahiers

Abonnement ordinaire : \$5.00

Abonnement de soutien : \$10.00

Vente au numéro :

Agence de Distribution Populaire Inc.,
1130 est, rue de la Gauchetière
Montréal 132.
Tél. : 523-1600

***Lettre aux
nationalistes québécois***

DISTRIBUTEURS EXCLUSIFS

Agence de Distribution Populaire

1130 est, rue de la Gauchetière

Montréal 130

Téléphone : 523-1600

**LA MAQUETTE DE LA COUVERTURE EST
UNE CRÉATION DU STUDIO
GAGNIER, FLEURY ET ASSOCIÉS**

© Tous droits réservés, Les Editions du Jour, Inc.,
Ottawa, 1969

JEAN PELLERIN

**LETTRE AUX
NATIONALISTES
QUÉBÉCOIS**



ÉDITIONS DU JOUR
3411, rue Saint-Denis, Montréal

DU MÊME AUTEUR

Théâtre

Le Combat des élus (allégorie en trois tableaux), Editions du Nouvelliste, Trois-Rivières, 1950.

Clarella (épisode de la vie de sainte Claire d'Assise), Editions des Compagnons, Trois-Rivières, 1952.

L'Escroc prodigue (comédie, donnée à la télévision) 1957.

Les Oiseaux de nuit (comédie, donnée à la télévision) 1959.

Romans

Le Diable par la queue, Cercle du Livre de France, Montréal, 1957.

Un Soir d'hiver, Cercle du Livre de France, Montréal, 1963.

d'Iberville (reconstitution historique), Ed. du Jour, Montréal, 1968.

d'Iberville (album pour enfants), Ed. Leméac, Montréal, 1967.

Essais

Escales au bout du monde, récit de voyage, Montréal, 1961.

Faillite de l'Occident ou Le Complexe d'Alexandre, Ed. du Jour, Montréal, 1963.

Le Calepin du diable (fables et aphorismes), Ed. du Jour, Montréal, 1965.

La Jungle du journalisme, Editions Lidec Inc., Montréal, 1967.

Le Canada ou l'éternel commencement, Ed. Casterman, Tournai, Belgique, 1967.

1 | Mensonges joyeux, tristes vérités

Dans la plupart des pays, les hommes préfèrent se griser de mensonges joyeux plutôt que de regarder en face les tristes vérités qui, souvent, composent leur univers. Mais de tous les pays, ce sont ceux d'esprit latin qui se montrent le plus friands de mensonges exaltants, et les pays francophones font partie de la communauté des latins.

Les Français et, par extension, les Canadiens français, sont des gens charmants, bourrés de talents et de qualités. La France a communiqué son esprit et son génie aux XVII^e et XVIII^e siècles ; elle a apporté à la civilisation occidentale des trésors de grâce et d'élégance. De leur côté, les Canadiens français ont visiblement imprimé à leur milieu en Amérique du Nord un caractère original que distingue immédiatement le touriste averti. Les vestiges de la geste française en Amérique du Nord sont conservés avec respect de la baie d'Hudson à l'embouchure du Mississippi. Le Canada en général, et le Québec en particulier possèdent un visage français plus ou moins altéré par des apports nouveaux (qui ne le déparent pas nécessairement).

Les Anglais et, par extension, les Américains ont, eux aussi, beaucoup de qualités. Ils ont également imprimé leur marque en Amérique du Nord, mais d'une façon beaucoup plus déterminante, à cause de leur nombre. Ils ont scellé le sort de l'ancien régime féodal et monarchique, et ont été à l'avant-garde des idées de la Révolution et de la Réforme, d'où la démocratie moderne et la révolution industrielle devaient sortir.

La France et l'Angleterre ont connu, à leur heure, l'hégémonie que détiennent désormais les Etats-Unis d'Amérique — ce prolongement original de l'esprit anglais. On s'explique dès lors pourquoi les

Francophones ont quelque peu tendance à faire revivre un passé où ils ont si bien excellé, alors que les Anglophones vivent beaucoup plus dans le présent et le réel qu'ils façonnent.

Mon but n'est certes pas ici de refaire l'analyse des particularismes qui caractérisent l'esprit français et l'esprit anglais. Mon but n'est pas non plus de dénigrer qui que ce soit. Je veux tout simplement examiner sans trop de passion quelques-uns des mensonges joyeux que colporte quotidiennement notre milieu, pour leur opposer les vérités crues qu'impose la simple réalité.

Pour créer, cependant, l'éclairage nécessaire à la compréhension de ce qui va suivre, il n'est peut-être pas inutile de rappeler brièvement les grandes caractéristiques de l'esprit français.

Un Français : un poète et un prophète

On peut dire qu'en général, le Français est un individualiste en quête d'idéal, de perfection et d'absolu. Ces particularités de son esprit font qu'il peut être tantôt un crétin, tantôt un génie.

Son *individualisme* le porte à attacher une grande importance à l'être (l'individu ou la personne) — ce qui est une grande qualité. Mais en même temps, ce même individualisme l'amène souvent à concevoir le monde et à le repenser sans cesse en fonction des aspirations et privilèges d'une élite plutôt qu'en fonction des besoins de la masse du peuple. En conséquence, un Francophone a du mal à s'adapter aux impératifs de la démocratie. Il fait montre d'un goût instinctif pour l'autoritarisme.

Porté vers un certain culte de l'élitisme, il est enclin à afficher une tendance ridicule à l'égocentrisme de l'espèce, tendance qui le fait se comporter comme si, hors de France, et par extension, hors du Québec, rien n'importe vraiment.

Son *idéalisme* se révèle aussi une source de qualités. Le Francophone a un goût marqué pour la synthèse et les idées générales. Il excèle lorsqu'il s'agit de broser de vastes fresques. Il a même parfois le don du prophétisme, ce qui n'est certes pas une mince chose. Mais toutes ces nobles et terribles facultés charrient aussi de détestables défauts. Le Francophone affecte de s'élever au-dessus des contingences, ce qui le porte souvent à mépriser la matière. Navi-

quant dans les hauteurs, il lui arrive même d'ignorer jusqu'aux faits. Contrairement aux Américains (qu'il juge bien matérialistes), il prétend s'élever au-dessus de la matière, mais c'est, très souvent, pour sombrer dans la fantaisie et le rêve. Le Français est, en général, un imaginaire mieux doué pour les matières spéculatives que pour les sciences appliquées.

Le *perfectionnisme* alimente son goût du détail — ce qui est encore une qualité, mais une qualité perfide quand elle pousse celui qui la possède à perdre de vue l'essentiel . . .

Son *absolutisme* enfin est peut-être le plus néfaste de ses penchants. L'absolutisme, en effet, fait que le Français a un goût marqué pour les affirmations sommaires. Ses professions de foi, comme ses condamnations, affectent toujours d'être globales et absolues. Il adore pérorer dans l'absolu. Il vise constamment à proférer des vérités définitives. Il raisonne, non à partir de faits concrets, mais à partir de principes abstraits. Sur le plan des idées, il se révèle presque toujours brillant, mais semble abandonner aux autres le soin de les appliquer et d'en tirer profit. Au fond, le Français cherche sans cesse à ajuster la réalité à ses théories, alors que l'Anglais se contente modestement d'ajuster les théories à la réalité.

A tous les *ismes* déjà mentionnés, il faut ajouter l'*isolationisme*. Le Français n'aime pas se mêler aux autres. Il tient à ce qu'on sache qu'il n'est pas comme les autres hommes qui . . .

Il est dommage que Francophones et Anglophones aient eu plutôt tendance à vivre en marge les uns des autres en Amérique du Nord. Comme dit un épigramme à la mode à Toronto :

« Le Canada aurait pu jouir de la culture française, de l'administration britannique et de l'allant américain. Hélas, nous sommes affublés de la culture américaine, de l'administration française et de l'allant britannique. »

Quelques exemples de mensonges joyeux

Mais Anglophones et Francophones sont ce qu'ils sont. Rien ne pourra les changer. Il faut s'efforcer de respecter et leurs qualités et leurs défauts, même s'il m'apparaît à moi nécessaire parfois de souligner le ridicule de certains comportements.

Ainsi, un groupe de jeunes Québécois trouvent présentement que rien ne va plus au Canada en général, et au Québec en particulier. Ces gens-là prononcent à droite et à gauche des jugements et des condamnations sans appel. Ces jugements et condamnations sont farcis de demi-vérités et de quantités de mensonges.

Ainsi, selon ces extrémistes, si tout va mal partout, c'est la faute des « Anglais » (entendons les Anglophones du Canada) ; c'est la faute d'Ottawa et des politiciens (nécessairement traîtres à leur race) ; c'est la faute du système (*l'Establishment*) et des financiers (nécessairement véreux) ; c'est la faute des riches et des bourgeois (nécessairement des voleurs et des égoïstes).

Ces condamnations sommaires satisfont tous ceux que l'absolutisme a rendus simplistes. Ces absolutistes constatent des faiblesses, et désignent des boucs émissaires commodes. Mais peut-on vraiment croire que les Anglophones du Canada ajustent toutes leurs initiatives individuelles et collectives en fonction d'une humiliation à infliger aux Canadiens français ? Est-il possible que tous les politiciens élus à Ottawa par les Québécois soient des traîtres ? Est-il possible que tous les financiers soient malhonnêtes ? Est-il possible que le système, ou *l'Establishment*, en Amérique du Nord soit conçu pour empêcher les Canadiens français de s'épanouir ? Est-ce vrai que les riches et les bourgeois ne sont que des malfaiteurs ?

Poser ces questions, c'est déjà souligner le ridicule des condamnations sommaires. Non. Ce serait vraiment trop simple.

La société nord-américaine n'est certes pas sans péché. Mais elle n'est pas aussi simpliste que la font ceux qui la dénigrent arbitrairement. Les Anglophones s'occupent de leurs affaires ; voilà tout. Ils n'ont pas le temps de tramer les complots qu'imaginent les alarmistes. Nos représentants à Ottawa ne sont ni des génies ni des traîtres. Ils reflètent les qualités et les défauts de ceux qui les élisent. Les financiers essaient de faire le plus d'argent possible dans les limites de la loi et du marché. *L'Establishment* est, lui aussi, à l'image du milieu qui le façonne. Il vaut certainement autant que le système que voudraient imposer certains dogmatistes. Les bourgeois d'aujourd'hui sont issus des prolétaires d'hier, et des prolétaires d'aujourd'hui sortiront les bourgeois de demain, parce que la bourgeoisie n'est ni une tare ni un vice, mais un échelon social qui monte et que chacun rêve de gravir, quoi qu'on dise.

La société canadienne-française — comme toutes les sociétés d'ailleurs — ne manque ni de qualités ni de défauts. Elle regorge d'idéalistes, mais ces idéalistes ont la détestable manie de battre leur coulpe sur la poitrine des autres. Ils trouvent une exaltation de l'esprit à tenir les non-francophones responsables des déficiences des Canadiens français. Ils s'amusent à répéter des mensonges oiseux :

« Le Québec n'est pas libre, disent-ils. Il est en butte à toutes sortes d'aliénations ; c'est une province colonisée dont les ressortissants sont *privés de patrie et d'un Etat propre.* »⁽¹⁾

Ce refrain fort connu exalte beaucoup les jeunes esprits, mais n'arrive pas à convaincre ceux qui ont passé l'âge des croisades. Les décrets que promulguent « les défenseurs de la race » fleurent l'arbitraire et l'à-peu-près. On croit entendre un sermon d'antan, car ce sont effectivement des sermons que prononcent à longueur de semaine, et à tous les échelons des *mass media*, les grands ténors de l'indépendantisme. Même exagération, même emphase, même arbitraire que du temps des grandes chasses aux sorcières. Seul le harangueur a changé.

On peut dire que la province de Québec a changé de curé, mais le sermon demeure. Des chefs surgissent de toute part et l'autoritarisme continue à triompher. Curieux tout de même cette constante qu'on note d'une génération à l'autre dans le comportement de la jeune bourgeoisie canadienne-française. Bourgeoisie sans tradition ; bourgeoisie qui commence au bas de l'échelle à chaque génération et qui, forcément, retombe constamment dans les mêmes bobards. Quand on ne dispose encore d'aucune tradition de pensée, pourquoi résisterait-on aux séductions de l'autoritarisme ?

Maints historiens l'ont noté : la jeune bourgeoisie canadienne-française à toujours soupiré après « un chef », un homme fort. C'est ainsi que, pendant la dernière guerre, elle a vénéré clandestinement Hitler et les dieux du Walhalla wagnérien. Elle a eu du respect pour Mussolini et de la vénération pour Pétain, à l'époque où grandissait l'autorité paternelle de Duplessis. De nos jours, elle s'est éprise de de Gaulle : un homme du XIXe siècle dont elle reconnaît et aime l'image.

1) Jean-Marc Léger, *Le Devoir*, X-23-67.

Canada français : communauté jeune et naïve, communauté encore dépourvue de pensée politique et qui, de ce fait, est constamment soumise au processus de « l'éternel commencement ».⁽²⁾

Hasardant une explication, un universitaire montréalais commence par constater que les Canadiens français ont longtemps été difficiles à gouverner.

« Je n'attribue pas ce fait, dit-il, à leur ignorance ou à leur infériorité. Au contraire, je l'attribue au fait qu'ils ne se sont jamais gouvernés eux-mêmes... Ils étaient des Français à l'époque où les Britanniques étaient en rébellion (contre l'ancien régime), et ils vivaient en régime britannique quand les Français firent leur révolution... »⁽³⁾

Marshall McLuhan apporte aussi son explication :

« Les Québécois, écrit-il, n'ont quitté le XVII^e siècle tribal et féodal que tout récemment pour sauter gaiement par-dessus les XVIII^e et XIX^e siècles afin de se plonger dans le XX^e siècle (...) C'est contre les brèches faites dans leur liberté par les vestiges laissés par la technologie du XIX^e siècle que les Québécois en ont, à leur insu... »⁽⁴⁾

En 1964, le *Montreal Star* cédait à une saute d'humeur pour administrer aux nationalistes québécois une dose de vérités tristes, mais conformes à la réalité.

« Il est clair que Québec a ses propres destinées en main depuis 1867, et que c'est seulement depuis 1960 qu'il a essayé effectivement et vigoureusement de s'en charger (...) Le Québec, inspiré par l'Eglise, a longtemps refusé de faire face à la révolution industrielle (...) Les gouvernements, tous élus à de fortes majorités, sont demeurés inertes, sans imagination et réactionnaires, mais ils constituaient le libre choix du peuple du Québec (...) Québec n'ira jamais nulle part, la « révolution tranquille » n'ira jamais nulle part tant que le peuple du Québec ne réalisera pas que beaucoup — quoique pas tous, bien sûr — de ses malaises résultent de sa propre incurie, et que lui seul peut y remédier. Même s'il se séparait demain, il aurait encore à y remédier. »⁽⁵⁾

2) Jean Pellerin, *Le Canada et l'éternel commencement*, Ed Casterman, Paris 1967.

3) Murray Ballantyne, *The Montreal Star*, IV-2-64.

4) Marshall McLuhan, *La Presse*, VIII-7-67.

5) *The Montreal Star*, éditorial IV-2-64.

Dernière explication. Il faut toujours se rappeler que les Canadiens français ont raté les deux principales révolutions des temps modernes. Ils ont raté la Révolution française, et leur clergé s'en est félicité. Durant deux siècles — soit de 1760 à 1960 — ils se sont farouchement isolés du reste du monde et ont ainsi raté la révolution industrielle. Ayant trop longtemps vécu en marge des valeurs qu'ont charriées ces deux révolutions, les Canadiens français constatent soudain qu'ils sont en retard, et plutôt que de chercher à rattraper le temps perdu, certains d'entre eux s'affairent à trouver des coupables.

Le professeur Louis Sabourin, de l'université d'Ottawa, ramenait ces nationalistes à la raison en 1967. Dans une conférence remarquable prononcée au congrès de l'*Association canadienne des éducateurs de langue française*, M. Sabourin a dit :

« Notre être collectif, notre vie collective ont été fondés sur
« des normes négatives : refus d'une vraie politique à l'inté-
« rieur et une politique de refus vis-à-vis le monde extérieur.
« Ce repliement sur nous-mêmes a naturellement favorisé notre
« multiplication, mais nous a poussés à laisser à d'autres le con-
« trôle d'un mieux-être qui s'introduisait graduellement chez
« nous (...) Il faut nous imposer par notre qualité d'être, il
« faut cesser de nous déprécier nous-mêmes. Au lieu de vouloir
« toujours blâmer les autres, il faudrait admettre que c'est
« pour avoir refusé pendant longtemps de nous poser des ques-
« tions pertinentes que des solutions impertinentes se sont im-
« posées à nous. »⁽⁶⁾

Je crois que la grande majorité des Canadiens français acceptent ces remontrances. Mais il reste une minorité influente et bruyante qui va continuer sans doute encore longtemps à passer outre et à désigner des boucs émissaires.

6) Louis Sabourin, *Le Devoir*, VIII-22-67.

2 | Quelques jugements sur les Canadiens français

Il y eut presque toujours, au Canada, une école de pensée pour soutenir que les Canadiens français forment un groupe parfaitement distinct en Amérique du Nord.

Aux yeux de ceux qu'a formés cette école depuis quelques générations, la culture des Canadiens français tranche nettement sur celle qu'engendre le *way of life* nord-américain. Aussi, selon les époques, et en dépit des contradictions flagrantes que leur apportaient les faits, les tenants de cette école ont répété qu'« au pays de Québec, rien (de la religion, de la langue ou des traditions) ne doit mourir et rien ne doit changer ».⁽¹⁾ En conséquence, ils ont toujours fait l'éloge de la cloche de verre qu'ils considéraient la plus propice à la conservation de ces valeurs jugées incomparables, et, tour à tour, ont prôné le cléricalisme, l'agriculturisme ou le séparatisme comme formule idéale de « survivance ».

Mais c'est là le point de vue d'une école seulement. D'autres traditions historiques existent qui ont une vision moins tragique des choses.

En effet, nombreux sont les intellectuels canadiens-français qui répugnent à croire que leur groupe ethnique forme une entité totalement différente des autres en Amérique du Nord. Ces gens-là ne voient pas où est l'avantage de rester aveuglément fidèle à des valeurs plus ou moins désincarnées de ce côté-ci de l'Atlantique. Certes, à leurs yeux, les Canadiens français possèdent des particularismes (goût, tempérament, aptitudes), tout comme en possèdent d'ailleurs les Canadiens d'autres origines. Mais tout leur prouve, par ailleurs, que le *way of life* américain, son culte de l'efficacité, du

1) Louis Hémon, *Maria Chapdelaine*, Bernard Grasset, Paris.

confort et du mieux-être, ainsi que l'influence irrésistible des *mass media* (presse, radio, cinéma, télévision) ont incontestablement transformé — et souvent pour le mieux — beaucoup de choses dans ce Québec où rien ne devait changer.

En effet, la religion n'a visiblement plus le rôle social qu'on lui prêtait volontiers jadis. La langue se détériore, elle qui naguère encore, passait pour « la gardienne de la foi ». La culture n'est plus tout à fait française, mais américaine, avec réminiscences françaises.

Les pessimistes se désolent. Ils se désolent de voir se détériorer la langue, mais c'est peut-être qu'ils n'ont pas remarqué que le phénomène de détérioration n'est pas uniquement québécois, mais pan-américain. En effet, si l'on part de critères européens, on est amené à constater que c'est tout le continent américain qui parle « joual ». Partant des mêmes critères, des puristes en viennent même à décréter qu'il n'y a pas de culture en Amérique.

Il est bien évident que ces pessimistes et ces puristes n'ont d'yeux que pour les valeurs du passé. Aussi, ils ne voient pas que la culture nord-américaine est en pleine ébullition. Elle engendre des valeurs nouvelles qu'ont du mal à distinguer les traditionalistes.

Or, les Canadiens français sont plongés, comme tous les autres Nord-Américains, dans ce puissant creuset, et subissent, quoi qu'ils fassent, les mutations culturelles qui s'y opèrent. Pour le mieux ou pour le pire, le Canada français est en train de se fusionner dans le grand tout américain, et je crois qu'il le fait avec plus d'originalité qu'on pense.

Cheminement vers le "One World"

C'est là, bien sûr, une vision globale de la situation : vision que repoussent encore, comme une mauvaise pensée, les traditionalistes demeurés attachés au romantisme du XIXe siècle.

Quelqu'un a dit : il faut une maturité particulière pour s'adapter au « One World » qu'a créé la technologie du 20e siècle. Les Canadiens français ont du mal à s'affranchir des échelles de valeur de l'ancien régime (français et monarchique). Ils ont du mal à entrer vraiment dans le monde moderne. Ils restent nostalgiquement attachés à des valeurs qui n'ont plus cours.

A un journaliste qui l'interrogeait récemment, Guy Frégault faisait l'observation suivante :

« Des écrivains et quelques-uns de Nouvelle-Angleterre, se sont
« demandé pourquoi la Nouvelle-France avait si mal réussi par
« rapport à la Nouvelle-Angleterre. A mon avis, c'est parce
« que cette dernière fut une création de l'absolutisme fran-
« çais, une société conduite rigoureusement par le clergé sous
« la domination de Versailles et de l'autorité royale (...) Deux
« sociétés qui sont l'une avec l'autre comme l'eau et le feu.
« L'on est en présence de deux conceptions de l'homme, anglo-
« libérale d'une part, et franco-absolutiste d'autre part. »⁽²⁾

Faut-il ajouter que la société anglo-libérale est issue de la Réforme et de la Révolution (américaine), ce qui lui a permis de se dépouiller très tôt de la mentalité féodale pour s'adapter à l'esprit de concurrence d'une démocratie agressive.

Par contre, la société franco-absolutiste est toujours demeurée prisonnière de sa gloire passée, et n'a jamais su d'adapter à la démocratie issue de la Révolution. Voilà bien une autre explication du retard de l'une par rapport à l'autre.

On pourrait en énumérer plusieurs. Ainsi, par exemple, la société anglo-libérale sait s'emparer des biens de la terre pour en faire son profit, tandis que la société franco-absolutiste affecte de mépriser les richesses de ce monde pour mieux exalter ses rêves et symboles.

Cette manie qu'a la société franco-absolutiste de se complaire en dehors de la réalité a l'heur de faire sortir Gérard Filion de ses gonds. Au cours d'une conférence qu'il prononçait à l'ouverture du congrès du *Centre des dirigeants d'entreprises* l'an dernier, Filion s'est écrié, avec la bonhomie qu'on lui connaît :

« C'est depuis que nous avons été industrialisés par les autres
« que nous réussissons à peu près à garder nos gens dans Qué-
« bec. Mais nous avons l'arrogance des quêteux à cheval. Nous
« méprisons la richesse qui nous donne à manger... »

« La libération des peuples, d'ajouter Filion, passe par le ventre.
« Ne sont vraiment libres que les peuples capables de se nourrir
« eux-mêmes. »⁽³⁾

2) Guy Frégault, interviewé par Alain Pontaut, in *La Presse* VIII-31-68

3) Gérard Filion, in *Le Devoir* XI-15-67.

Ces paroles dures, mais lucides, aideront à faire passer les jugements qu'ont parfois les Canadiens anglais quand ils observent les Canadiens français. Ainsi, au dire de l'un d'eux, il n'est rien de plus satisfaisant pour les Canadiens de langue anglaise que de

« ... considérer les Canadiens français comme de charmants
« rêveurs, saturés de latin et de philosophie, mais pauvres en
« connaissances pratiques. »⁽⁴⁾

Un autre Anglophone constate, après tant d'autres, que

« ... les meilleurs cerveaux du Québec ont toujours été instruits
« en vue des carrières libérales ; les meilleurs cerveaux se diri-
« geaient tous vers le barreau, le clergé. Il n'y a pas eu d'ensei-
« gnement technique, scientifique et commercial. »⁽⁵⁾

Ce sont encore là de tristes vérités, même s'il est désormais permis de rappeler que la situation commence à changer.

La fin du colonialisme

Le début des années cinquante a marqué le commencement de la fin du colonialisme dans le monde. En moins de vingt ans, l'Angleterre, la France et la Hollande durent renoncer à la plupart de leurs colonies et protectorats d'Asie, d'Afrique et d'Océanie.

En marge de ces événements gigantesques, on voit maints groupes ethniques prendre conscience de leurs particularismes et s'indigner du statut minoritaire qui leur est fait à l'intérieur des structures politiques que leur a léguées l'histoire. Ces groupes se révèlent parfois plus ou moins individualistes et s'érigent farouchement en adversaire du « One World » où ils appréhendent d'être noyés. Pour échapper aux grands ensembles économiques ou politiques auxquels ils appartiennent, certains caressent le rêve du séparatisme. C'est le cas des Basques d'Espagne (qui ont déjà un gouvernement en exil à Bayonne), des Gallois et des Ecossais en Angleterre, des Bretons en France, des Francophones du district du Jura en Suisse, des Flamands et des Wallons en Belgique, des Slovaques en Tchécoslovaquie, des Ibos (Biafra) au Nigeria.

4) Robert Fulford, in *Maclean*, 1-26-63.

5) Myron Feinsilber de UPI in *La Presse* IV-6-66.

Certains intellectuels québécois considèrent que le Canada français entre dans cette catégorie de groupes ethniques qui sont en butte à des aliénations de toutes sortes et qui n'accompliront leur salut qu'en se séparant du grand ensemble politique que leur a légué l'histoire. Ces intellectuels québécois affirment être dans le sens de « la révolution ». Le Québec se doit de suivre le courant, disent-ils. Les Québécois (entendons, ceux-là seulement qui sont d'origine française) ne parviendront à s'épanouir qu'après avoir assumé leur complète indépendance politique, car, selon eux, Québec n'est pas politiquement libre. Rien ne sert de discuter là-dessus. Le séparatiste ne veut rien entendre. Il prend pour acquis que Québec n'est pas libre. Partant de cette affirmation globale et excessive, il entreprend d'exposer modérément ses thèses.

Encore une fois, ces gens-là se pensent dans le vent, mais en réalité, c'est à des valeurs du passé qu'ils s'accrochent — des valeurs dont le ferment de cohésion ne joue plus qu'un rôle secondaire dans la vie et l'évolution des grandes nations modernes.

En effet, c'est l'histoire, et par conséquent le passé, qui prête, tantôt à la religion, tantôt à la langue ou encore au sol, la valeur de symbole que leur reconnaissent la littérature et les arts. Mais en réalité, quel rôle jouent ces symboles dans l'évolution de grandes nations comme les Etats-Unis, l'Union soviétique, l'Inde, la Chine, le Canada : des ensembles politico-économiques qui doivent leur puissance justement au fait de la multiplicité des religions et des langues ; des nations dont le territoire englobe des continents ?

On s'explique que des symboles hérités d'un long passé paraissent rassurants. Quel beau rêve, en effet, que d'imaginer des pays imperméables les uns par rapport aux autres ; des pays aux frontières bien délimitées (et pas trop lointaines) à l'intérieur desquelles il ne se pratique qu'une religion ou ne se parle qu'une seule langue.

Ces pays existent, mais ils ont mis des millénaires à naître. C'est le cas de la France, de l'Angleterre, de l'Espagne, de l'Italie, etc., des nations qui ont toutes eu leur heure de gloire, à un moment donné de l'histoire. Mais ces nations unilingues et uniculturelles ne jouissent plus d'aucune hégémonie. Ce sont maintenant les nations pluralistes qui mènent le monde.

Il est facile de vivre dans un village. On s'adapte sans difficulté à une ville, à une région. Il est rassurant pour un Français de vivre

en France, pour un Anglais de vivre en Angleterre, mais il n'est pas facile de vivre dans un pays de culture pluraliste. Il n'est pas facile de se conformer au *melting pot* américain ; il n'est pas facile de s'intégrer à la *mosaïque* canadienne. Certains intellectuels québécois s'y refusent. Leur attitude découle du fait que, de par leur éducation, ils croient avoir plus d'affinités avec l'Europe qu'avec l'Amérique, aussi cherchent-ils constamment à s'ajuster à l'horloge de Paris plutôt qu'à celle de Montréal, de Toronto ou de New York.

A force de se convaincre qu'ils ont la nostalgie de l'Europe, ces intellectuels finissent, non seulement par ne plus comprendre l'Amérique, mais à imaginer une Europe irréaliste. Ils se croient des Européens en exil, et ils en ont les travers. C'est un fait que certains Européens — des gens qui, pourtant, font partie d'un continent qui a constamment remis en question les structures de l'ancien monde — semblent incapables de comprendre celles du nouveau. Tout, dans ce Nouveau Monde, leur paraît souverainement futile : la machine, l'efficacité, le confort et surtout la richesse. Le fait que le monde entier a furieusement envie de cette « futilité » n'ébranle en rien leur assurance. Pour reprendre une réplique drôle du dramaturge canadien Marcel Dubé : « ils voient la pauvreté en rose ». Heureusement, les intellectuels européens ne sont pas tous des rêveurs.

Parlant des Français — ces « conservateurs des cathédrales de pierre ou des idées qu'ils n'ont ni bâties ni inventées » — un journaliste parisien s'étonnait de la mentalité qui fait que l'intellectuel français en général est porté à mépriser l'argent et le profit.

Contrairement au Nord-Américain qui est fier d'appartenir à une grande entreprise, l'intellectuel français est porté à trouver courageux les syndicats qui dénoncent les patrons dont les affaires sont prospères : il considère que la démocratie consiste, non à respecter la loi et à permettre à chacun de gagner beaucoup d'argent, comme en Amérique, mais au contraire à contester le pouvoir établi et à croire qu'on fait un grand pas en avant quand quelque chose craque au sommet.

« La France, poursuit le journaliste, reste une société régentée par le diplôme et par un enseignement qui a pour but, noble, d'inculquer des « valeurs », non de fournir des outils. Le professeur est vénéré et chahuté — manifestations inconnues

« aux Etats-Unis. Ni maître à penser ni pion, c'est un four-
« nisseur. »

« Puisque vous êtes si intelligents, vous les Européens, comment se fait-il que vous ne soyez pas riches ? », demandent les Américains. Et le journaliste parisien d'enchaîner :

« Il serait grand temps de se poser la question. Car ce n'est pas
« seulement en dollars qu'ils sont riches. C'est en idées, en inven-
« tions, en science, en technologie, en puissance. Et, rapide-
« ment, ils imposent leur loi au monde industriel. Il serait
« grand temps de s'en apercevoir. »⁽⁶⁾

Il est temps qu'on s'aperçoive, en effet, que la culture ne se conjugue pas uniquement au passé, mais aussi au présent et au futur. Toutes les grandes civilisations ont commencé par être — comme l'Amérique du Nord — de grandes barbaries bouillonnantes de sève et de promesses.

Le Canada est une de ces barbaries-là. Il n'a rien de comparable à une nation européenne. Comme le note Murray Ballantyne, il « ne s'est pas développé naturellement. Il fut créé de propos délibéré et par un acte de volonté ». Il se distingue des Etats-Unis par ses deux principales composantes culturelles : « la francité et la britannicité ».⁽⁷⁾

L'historien a raison, encore faut-il se garder d'exagérer l'importance des composantes culturelles.

La *francité* s'est énormément transformée depuis le début du siècle. La *britannicité* s'atténue aussi considérablement. On a demandé à des enfants d'une école publique de Toronto qui est la princesse Alexandra, treizième prétendante au trône d'Angleterre, et ils ont répondu : « C'est la femme du roi de France ». D'autres ont répondu : « C'est la femme du prince Charles ». D'autres ont même dit qu'elle avait quelque chose à voir avec les cigarettes Kent ... (Princess Alexandra of Kent).⁽⁸⁾

L'affranchissement des mères patries est beaucoup plus avancé qu'on ne croit. Mais c'est un fait qu'un attachement aveugle et irrationnel à l'Angleterre et à la France a retardé l'épanouissement en

6) Georges Suffert in *L'Express* no 840, 24-30 juillet 1967.

7) Murray Ballantyne in *Montreal Gazette*, VIII-10-67.

8) *Canadian Press* III-28-67.

Amérique septentrionale d'une identité canadienne. Encore aujourd'hui, s'il faut en croire Raoul P. Barbe, de la faculté de droit de l'université d'Ottawa, l'homme nouveau, « *l'homo canadiensis* » sera le fruit de deux grandes cultures mondiales.

« Actuellement, dit-il, il y a, au Canada, beaucoup d'Anglais et beaucoup de Français, mais peu de Canadiens. »⁽⁹⁾

Je serais porté, pour ma part, à favoriser un élargissement de la conception de l'identité canadienne, intégrant aux deux grandes cultures — la française et l'anglaise — l'apport inestimable des Néo-Canadiens, et surtout l'ardeur et l'idéalisme nord-américains. La tâche des habitants du Canada n'est pas de demeurer Anglais ou Français ou Néo, mais de devenir pleinement Canadiens et Nord-Américains, mais dans le style des particularismes hérités soit d'Europe, d'Asie ou d'Afrique. Je crois que ce processus vers l'affirmation d'une identité canadienne est déjà en branle. Il y a plus de Canadiens qu'on ne croie.

Hélas, la voix de ceux qui réfléchissent et qui essaient de dire des choses raisonnables se trouve momentanément recouverte par la clameur de ceux qui s'ingénient à ressusciter des mythes du passé. Pourtant, nous sommes censés vivre à l'époque du dialogue. Comment se fait-il que tant de gens semblent incapables de voir, et surtout d'apprécier, ces énormes réalités qu'on appelle le Canada et l'Amérique du Nord ?

Je hasarderai une réponse. Au Québec, les ignorants ont tellement droit de parole, que les maîtres sont réduits au silence — ou leur voix se perd dans le brouhaha — tandis que les petits maîtres pérorent et se font accroire qu'ils précèdent la caravane. Avec des termes savantasses, ils tentent de justifier le crétinisme qui est en train de nous asphyxier. Ils font semblant de prendre des mythes vieux comme le monde pour des nouveautés. Je crois qu'il est temps d'envoyer promener les contempteurs des réalités nord-américaines. Il est temps de sortir des couloirs empoisonnés du nationalisme.

9) Raoul P. Barbe, in *Le Devoir* VIII-12-67.

3 | Le patriotisme et le nationalisme

Les mots *patriotisme* et *nationalisme* prêtent à confusion en français, et ce depuis la dernière guerre mondiale.

Au mot *nationalisme*, le dictionnaire Robert donne la définition suivante : « Exaltation du sentiment national ; attachement passionné à la nation à laquelle on appartient, accompagné parfois de xénophobie et d'une volonté d'isolement ».

Le même dictionnaire définit le *patriotisme* comme suit : « Amour de la patrie ; désir, volonté de se dévouer, de se sacrifier pour la défendre, en particulier contre les attaques armées ». Et l'auteur de citer comme exemple cette pensée d'Holbach : « Le *patriotisme* véritable ne peut se trouver que dans les pays où les citoyens libres, et gouvernés par des lois équitables, se trouvent heureux, sont bien unis, cherchent à mériter l'estime et l'affection de leurs concitoyens ».

Le mot *patriotisme* vient du latin *patria* (pays du père). Le patriotisme est donc une vertu qui consiste à révéler l'héritage matériel et culturel du père et des ancêtres qui ont transmis cet héritage. Cette vertu se rattache à la prescription du Décalogue : « père et mère honoreras afin de vivre longuement ».

Le *patriotisme* consiste encore à aimer son peuple et les valeurs qu'il représente, ainsi qu'à se montrer tolérant à l'égard de ses défauts et de ses faiblesses. En d'autres termes, le patriotisme consiste à marquer une préférence pour l'héritage de ses propres ancêtres, c'est-à-dire pour sa famille, pour son coin de terre, pour sa ville, pour son pays. Le patriotisme se nourrit donc d'un sentiment d'AMOUR POUR tout ce qui vient du père, des ancêtres.

Le mot *nationalisme* vient du latin *natio* (naissance, race). Il a une connotation détestable — connotation que l'action d'un Hitler

et d'un Mussolini aura largement contribué à lui donner, de sorte qu'aujourd'hui, le terme que le *racisme*, le *nazisme* ou le *fascisme*.

Le nationalisme devrait n'exprimer que ce préjugé favorable (et légitime) que tout homme bien né entretient à l'égard de sa propre naissance ou de sa race. Mais depuis la guerre, il a eu de plus en plus tendance à s'affirmer comme un phénomène négatif et destructeur. En Allemagne nazie c'était la haine du Juif ou du non-Aryen ; au Japon, la haine du leadership occidental ; en Afrique, par la suite, le nationalisme africain devait exprimer bien plus la haine du colonialisme que l'amour d'une identité retrouvée ; le nationalisme musulman exprime bien plus la haine contre Israël ou l'Inde que l'amour de l'arabisme ; le nationalisme noir aux États-Unis est bien plus un phénomène de haine du Blanc que d'amour de la culture noire ; le nationalisme canadien-français (à l'instar du nationalisme français) s'emploie bien plus à cultiver la méfiance malade contre les Anglo-Saxons qu'à prôner l'amour des valeurs culturelles et des particularismes ethniques.

Comment ne pas en conclure que le nationalisme ne porte pas tant l'individu à se montrer POUR la nation, qu'à s'insurger CONTRE tout ce qu'il considère être contre elle ? Comment s'empêcher de noter que le nationalisme ne se nourrit pas d'AMOUR — comme le patriotisme — mais de HAINE.

Certes, il faut reconnaître que l'utilisation du mot *nationalisme* au Canada français est bien antérieure à l'avènement du nazisme ou du fascisme en Europe. En conséquence, les termes *patriotisme* et *nationalisme* continuent à être employés l'un pour l'autre au Canada français. On a même, au Québec, une préférence pour le terme *nationalisme*. En effet, dans les salons, il est de bon ton de se dire nationaliste, et fort mal vu de s'élever contre le mot et la chose. On parle du nationalisme comme d'une tradition vénérable qu'ont exaltée avec persévérance certains de nos historiens, la *Société Saint-Jean-Baptiste* et *Le Devoir*. Certes, on reconnaît que le nationalisme devient un danger quand il verse dans l'excès. On ajoute qu'il en est de même du patriotisme.

Si l'on accepte cette manière de voir, il faut demander à quel moment le nationalisme ou le patriotisme deviennent excessifs et condamnables. La haine peut-elle avoir des limites raisonnables ? L'amour peut-il devenir excessif ?

Je vois une règle, et c'est la suivante : le nationalisme (ou le patriotisme) s'engage sur une pente dangereuse quand l'ensemble de son comportement cesse d'être une attitude *pour* et devient une attitude *contre* ; le nationalisme est à rejeter quand son comportement commence à s'axer sur la *haine* plutôt que sur l'*amour*. Ainsi, le nationaliste canadien-français qui n'a que l'invective à la bouche ne m'inspire guère confiance. S'il n'arrive pas à dire deux mots sans se mettre en colère contre les Anglo-Saxons, les bourgeois ou les riches, c'est mauvais signe. S'il se montre plus apte à proférer des malédictions *contre* les « Anglais » qu'à trouver des arguments *pour* les siens et les valeurs qu'ils représentent, il s'achemine, non vers l'*amour*, mais vers la *haine*.

Compte tenu du sens qu'a pris le mot *nationalisme* à notre époque, nombreux sont ceux qui commencent à considérer qu'un *nationalisme modéré* revient à dire qu'une haine modérée est concevable. Il serait pourtant plus simple d'accepter la nuance que suggère la définition des dictionnaires modernes et admettre que si le *patriotisme* est une VERTU, le *nationalisme* a de plus en plus tendance à dégénérer en un VICE de l'esprit.

Les caractéristiques du nationalisme

Pour bien comprendre le nationalisme canadien-français, il importe de revenir sur ce qui a été dit déjà au sujet de l'esprit français. *Elitiste* et prévenu contre la démocratie, le nationalisme canadien-français se nourrit d'*absolutisme* et de dogmatisme. Il affecte de se soucier plus de la collectivité que de la personne. Il ignore le concret pour mieux se complaire dans l'abstrait. Voilà pourquoi son action se développe presque toujours en marge du peuple ; voilà pourquoi le nationalisme est sujet au *masochisme* et au *romantisme* en politique.

a) *L'absolutisme*

S'il est une caractéristique de l'esprit français qui tranche sur le pragmatisme anglo-américain, c'est bien l'absolutisme dogmatique que le nouveau jargon appelle le globalisme. Nombre d'observateurs l'ont noté : l'esprit français se complaît dans le global et l'absolu ; il se montre plus friand de logique que de réalisme. A son point de vue, le réel doit se conformer à la logique. En d'autres termes, c'est

l'homme qui devrait, selon lui, se conformer au système, et non le système qui doit s'ajuster à l'homme. Pareille façon de raisonner creuse naturellement un fossé entre absolutistes et pragmatistes au Québec. L'absolutiste décrète des dogmes et il n'entend pas qu'on les discute. Il veut qu'on les accepte comme tels, au nom de la nation, de l'urgence, de la logique et que sais-je encore ? L'absolutiste devient facilement un doctrinaire et un fanatique avec qui il devient impossible de discuter. On pourrait citer des exemples de grands fanatiques qui sont morts seuls, sur leur montagne d'infaillibilité.

L'esprit absolutiste adore concevoir de vastes ensembles à partir d'idées qu'il considère comme entièrement nouvelles. Tout ce qui existe lui paraît banal et méprisable. Aussi, est-il porté d'instinct à croire que le progrès consiste à faire table rase de l'ancien pour lui substituer des structures nouvelles élaborées dans l'absolu.

Les nationalistes canadiens-français sont tous naturellement imbus d'esprit français — on verra tantôt pourquoi. Ils sont tous, par conséquent, plus ou moins sujet au travers de l'absolutisme, et ce travers les portes à se moquer — plus ou moins ouvertement — des libertés individuelles et à exalter les libertés collectives. Le nationaliste affecte toujours de se donner beaucoup de mal pour la collectivité, et il devient agressif dès que quelqu'un tente de lui rappeler que la liberté de la personne passe avant les libertés collectives. Sans se l'avouer — car le nationaliste est généralement de bonne foi — il considère que l'individu (ou la personne) doit sacrifier sa liberté (concrète) à celle (abstraite) de la collectivité.

Encore une fois, dans l'esprit du nationaliste (absolutiste), la collectivité doit entrer dans le moule des programmes conçus dans l'absolu, et la personne doit se sacrifier pour la collectivité. En somme, dans la société absolutiste, il n'y a de véritablement libres que les élites dirigeantes : les « happy few at the top ».

« Le nationalisme, écrit Maurice Lamontagne, subordonne le bien de l'individu à celui de la nation. Il est avant tout un phénomène de classe, du moins à son origine et à ses résultats, car le bien de la nation est défini, par les élites, en fonction de leurs propres aspirations ».⁽¹⁾

1) Maurice Lamontagne, discours à la Société Royale du Canada, *La Presse* juin 1967.

b) L'élitisme

L'esprit français — surtout celui conditionné par l'enseignement classique traditionnel — est un peu beaucoup imbu d'élitisme. Il considère que seule une élite est en mesure de repenser le monde, et qu'à cette élite incombe naturellement la tâche de veiller sur la société et de l'orienter au besoin et d'autorité.

Une élite a naturellement l'impression de voir plus clair et plus loin que le peuple. Elle estime connaître, mieux que quiconque, ce qu'il faut au peuple. Aussi, compte-t-elle jouir d'une liberté d'action *absolue* dans l'application des « formules de salut » qu'elle propose. En conséquence, elle se défie de la démocratie, ne croyant qu'en l'autorité qui vient d'en haut, c'est-à-dire, de l'élite.

Les nationalistes — dans leur quasi totalité — appartiennent à ce qu'on est convenu d'appeler l'élite. Etant à peu près tous issus de bourgeois ou de parvenus, ils ont tous fréquenté le collège classique traditionnel où on les a onctueusement initiés à leur futur rôle d'élite. Affaire de s'initier davantage, ils ont, par ailleurs, milité dans des associations politiques, culturelles ou professionnelles gravitant dans des sphères inaccessibles au peuple.

Dans toutes les organisations politiques qui ont pris naissance au Canada français depuis la révolte des Patriotes de 1837 jusqu'à la récente fondation du *Parti québécois*, l'historien aurait bien du mal à trouver un parti politique vraiment populaire : un parti qui se soit écarté des thèmes et symboles chers à l'élite pour s'intéresser vraiment aux besoins concrets du peuple. Au contraire, tous les partis politiques canadiens-français ont été conçus et dirigés par l'élite : des avocats, des médecins et plus récemment, des chefs d'entreprises. Il en est de même des diverses associations : *Sociétés Saint-Jean-Baptiste*, *Clubs Richelieu*, *Ligue d'action nationale* ou autres « *Etats généraux* » : aucune ne peut vraiment prétendre qu'elle véhicule les véritables préoccupations du peuple. Seuls les syndicats ont effectué un rapprochement avec les couches populaires, mais ils n'ont jamais réussi à organiser une action politique des masses.

La masse canadienne-française reste accaparée par des questions dites de « pain et de beurre », mais les nationalistes refusent de se laisser accaparer par des considérations aussi « matérialistes ». Les questions constitutionnelles et surtout culturelles les préoccupent bien davantage.

Faisant un parallèle entre l'élite et le peuple, Maurice Lamontagne avait noté que l'une se soucie trop exclusivement du *genre* de vie, tandis que l'autre pense à son *niveau de vie*, et ajoutait qu'il est urgent que l'élite se rapproche des réalités inscrites dans notre milieu.⁽²⁾

Dans un discours prononcé antérieurement à la *Société Royale du Canada*, le même Maurice Lamontagne avait judicieusement noté que

« ... les élites se préoccupent de nationalisme, alors que les
« vrais problèmes du peuple sont ceux créés par la société
« d'abondance ; les élites tentent de s'ajuster à l'heure de la
« France, alors que le peuple est déjà à l'heure des Etats-
« Unis. »⁽³⁾

c) *Le masochisme*

Des élites portées à croire qu'il faut tout raser pour réaliser des progrès, ne se montreront certes pas tendres pour critiquer l'ordre établi. Les nationalistes canadiens-français devraient pourtant être les premiers à vanter les mérites et l'acquis du Canada français. Or, ils rivalisent dans la tâche qu'ils semblent s'être imposée de le ravalier plus bas que terre. Ils entendent pratiquer ce genre de masochisme au nom de l'amour qu'ils disent porter à leur « nation ».

C'est sans doute de bonne foi que le nationaliste se considère un patriote, et c'est au nom du *patriotisme* — c'est-à-dire « l'amour de la patrie » — qu'il distille sa haine de tout ce qui, dans sa vision globale du monde, lui paraît contredire ses théories. Ironie de la chose : le nationaliste croit aimer sa patrie, mais met tout en oeuvre pour en faire détester la bourgeoisie, les politiciens et « les riches » qui contestent ses manières de voir. Il avilit son propre peuple au nom du respect qu'il croit lui porter.

Le nationaliste n'en finit plus de proclamer que tout est lamentablement désespéré au Canada français, que tout est pourri dans l'ordre établi, que la collectivité se meurt et que tous ses chefs actuels sont des traîtres. On dirait que le nationaliste s'ingénie à ne rien voir de ce qui va bien dans la société qui l'entoure. Il se plaît à faire une réputation de déchus à ses compatriotes. A l'en

2) Maurice Lamontagne, *La Presse* IX-16-67.

3) Maurice Lamontagne, *La Presse*, VI-15-67.

croire, les Canadiens français ne sont plus rien ; ils ont tout perdu ; leur culture achève de s'asphyxier ; leur stature économique diminue constamment ; leur langue n'est guère plus qu'un infecte sabir ; leur littérature est presque inexistante, et que sais-je encore ? Ce parti pris de dénigrement m'apparaît comme la plus vaste entreprise d'intoxication et de mensonge qui se puisse imaginer. Ce qui plus est, cette entreprise est solidement établie. En effet, appuyés par des groupes de pression plus ou moins occultes, les nationalistes tentent de monopoliser les postes de commande dans les *mass media* (presse, radio, télévision et cinéma) et y parviennent souvent.

En tout cas, il semble que la présence des nationalistes dans les entreprises d'information est disproportionnée à l'importance réelle qu'ils ont dans la collectivité. Quand un nationaliste accède à un poste de commande, dans un journal ou à la télévision, il réussit d'ordinaire à refiler plusieurs de ses idées. Il s'organise pour faire belle la part des préoccupations et des théories qui lui sont chères dans les manchettes des journaux et dans la programmation de la radio et de la télévision.

En revanche, les dissidents : ceux qui refusent de voir tout en noir et qui cherchent à faire valoir ce qui va bien dans la collectivité canadienne-française, sont écartés prudemment des feux de la rampe, ou du moins, on s'arrange pour qu'ils aient l'air de pauvres marginaux sans importance. Incidemment, l'opinion commence à s'ériger contre ces sortes de manigances.

« Les radiodiffuseurs francophones, écrit un journal de Toronto, « sont accusés d'avoir des penchants pour le séparatisme. Une « bonne partie de la presse francophone tend à mettre surtout « en évidence les discours et les activités qui stimulent le nationalisme et qui intensifient les griefs contre le Canada anglophone. Une tentative évidente, sinon organisée, est faite en « vue de miner le prestige des porte-parole du Québec à Ottawa, « des gens qui sont considérés comme ayant joint les rangs de « l'ennemi. »⁽⁴⁾

d) *Le romantisme*

Le masochisme qui porte à trouver insignifiant tout ce qui existe chez soi, engendre le romantisme qui porte à trouver intéressant tout ce qui se passe ailleurs. Le nationalisme canadien-français

4) Globe & Mail, éditorial IX-21-67.

se montre romantique en ce sens que son action politico-sociale est marquée au coin du *rêve*, du *mimétisme* et de *l'éclat théâtral*.

1) *le rêve*

Le rêve, chez le nationaliste canadien-français, consiste, d'une part, à exalter l'antiaméricanisme que suggère la philosophie gaulle, mais à préférer, d'autre part, l'annexion aux Etats-Unis à toute concession ou velléité d'accommodement aux conditions de coexistence avec les Anglophones du Canada. Le nationaliste semble disposé à s'entendre avec tout le monde sauf avec le Canadien anglophone avec qui l'histoire et la géographie l'obligent à cohabiter. C'est ainsi que le nationaliste rêve d'harmonie dans « la francophonie », et n'a pas de mot pour qualifier ceux qui voudraient d'abord l'harmonie entre Canadiens. Au nom des sentiments les plus élevés, le nationaliste maudit son pays le Canada, et il lui semble infiniment plus enrichissant de fraterniser avec un Gabonais qu'avec un Torontois. Ce mépris de la réalité et de l'histoire, de même que cette propension aux rêves extravagants ne manquent pas d'étonner tous ceux qui se penchent sur les vrais problèmes du Québec.

2) *le mimétisme*

Le mimétisme consiste à calquer son action sur celle d'un prototype prestigieux. Certains nationalistes canadiens-français rêvent de faire un jour un coup d'éclat. A l'instar de certains Français, ils rêvent de refaire le coup des barricades. Ils rêvent de rééditer 1789, ou mieux, de rééditer les exploits révolutionnaires des Fidel Castro, Che Guevara, Mao Tsé-toung : personnages qui, chacun à leur façon, ont renversé leur « Establishment ». On veut faire comme ces gens-là parce qu'encore une fois, on rêve dans l'absolu et l'on croit que le progrès et l'avancement de la société consistent à faire table rase de tout ce qui est en place.

3) *L'éclat théâtral*

Enfin, le romantisme politique porte à n'attacher d'importance qu'aux gestes d'éclats : bombes, dénonciations fracassantes, démission théâtrale.

C'est curieux, mais le nationaliste canadien-français est plutôt porté à considérer comme courageux le député qui démissionne de son parti — le député qui se coupe tous les ponts. On applaudit

sans réserve ce député-là ; on le porte aux nues. Ainsi, on se trouve à faire un héros d'un député qui se détourne de ceux qui l'ont élu, comme on fait un héros du jeune qui refuse d'assumer ses responsabilités dans la société contemporaine, ou de l'étudiant qui, plutôt que d'étudier, s'ingénie à paralyser les institutions que leur ont léguées des générations qui durent s'en passer. Pourtant, ceux qui démissionnent ressemblent au voyageur qui, pour protester, abandonne le bateau et se jette à la mer. Le romantisme de ceux qui approuvent ces attitudes consiste à croire qu'en agissant ainsi, c'est le bateau et les autres voyageurs que les démissionnaires se trouvent à punir...

Nationalisme politique et nationalisme racial

Le langage anglaise tient compte de la connotation d'exagération et d'outrance qu'a pris le mot *nationalism* dans les temps modernes, mais elle n'insiste pas. Le dictionnaire Webster donne comme définition au mot *nationalism* : « Devotion to national interest, unity and independence, especially of one nation above all others ».

En anglais, *nationalism* est à peu près synonyme de *patriotism* que Webster définit simplement comme « love of one's country and government ».

Le *nationalism* anglophone n'est pas de même nature que le nationalisme francophone. Un professeur de science politique à l'université de Colombie-Britannique écrit : « Le nationalisme dominant des Canadiens de langue anglaise — et la force de ce nationalisme ne doit pas être sous-estimée — est de nature plutôt politique que raciale ou culturelle ».⁽⁵⁾

Un autre professeur — de l'université Queens celui-là — établit une distinction fort intéressante : « Pour les Anglophones, partout à l'aise au Canada, l'acceptation du nationalisme pluraliste était « un luxe » facilement permmissible, tandis que pour les Canadiens français, luttant pour la préservation de leur culture, le nationalisme ethnique s'imposait ».⁽⁶⁾

5) Donald Smiley, *Le Devoir*, VI-30-67.

6) John E. Trent, *La Presse*, XI-9-68.

Les deux professeurs ont raison. Le nationalisme francophone est plus racial et culturel que politique, alors que le nationalisme anglophone — plus précisément : le nationalisme des Canadiens d'origine britannique — sait se conformer à un certain pluralisme, tout en demeurant, toutefois, d'une extrême ferveur à l'égard des valeurs qui lui sont propres. Cette ferveur irrite bien les Francophones — les nationalistes et les autres. En effet, l'attachement exagéré à la royauté britannique et à ses moindres symboles est tout aussi incongru que la coquetterie qu'ont certains Canadiens français d'accepter comme le fin du fin tout ce qui vient de France. C'est un drôle de patriotisme que celui qui a tendance à exalter les structures et les symboles des mères patries au grand dam de l'unité et de l'harmonie au pays.

Le premier ministre Lester B. Pearson a tenu le langage de la raison sur ce point. S'adressant aux membres de la Fédération libérale du Canada, il disait, vers la fin de l'année du centenaire : « Je respecte la valeur des institutions et des traditions que nous avons héritées de nos passés britanniques et français et qui n'empêchent pas le Canada de croître dans l'unité et la force ». Et il ajoutait : « Les Canadiens francophones doivent comprendre, pour leur part, que leurs compatriotes d'origine britannique ou autre prisent hautement leur propre héritage particulier, chérissent leurs traditions et n'aiment pas se faire dire qu'il faut abandonner toutes ces traditions à titre de reliques d'un passé colonial ».⁽⁷⁾

Mais ce ne sont là que les excès du patriotisme. Ils sont beaucoup moins graves que ceux du nationalisme.

7) Lester B. Pearson, *Le Devoir*, X-26-67.

4 | Les deux nations : un débat stérile

A quel moment la thèse des « deux nations » prit-elle naissance ? Il n'est pas facile de le déterminer. Durant plusieurs années, l'abbé Lionel Groulx écrivit livres et plaquettes affirmant sans relâche : « Notre Etat français : nous l'aurons. » Cette semence devait sans doute porter fruit, tôt ou tard.

En 1951, la *Commission Massey* reconnaissait le principe du biculturalisme, ce qui devait bientôt amener l'Etat fédéral à accroître considérablement son encouragement à *Radio-Canada*, à l'*Office national du film*, à la *Galerie nationale* et au *Conseil des Arts*.

L'avènement spectaculaire de la langue et de la culture françaises dans le champ des *mass media* devait contribuer à révéler les Canadiens français à eux-mêmes et à provoquer, chez eux, une explosion de fierté nationale. La *Commission Massey* a certainement marqué un départ.

Toutefois, selon Mason Wade, universitaire américain, spécialiste de l'histoire du Canada français, c'est à 1954 qu'il faut faire remonter la naissance de la thèse des « deux nations ». C'est cette année-là, en effet, que fut énoncée, pour la première fois, une idée qui devait faire fortune par la suite. « Le Québec, affirma-t-on, n'est pas une province comme les autres. » Sans jeu de mot, c'était là une idée comme les autres ; elle aurait pu mourir comme elle était née, c'est-à-dire, sans bruit. Or, le premier ministre du Canada, M. Louis Saint-Laurent, crut devoir, un jour, contester cette idée. L'occasion était trop belle. Les nationalistes québécois s'en emparèrent aussitôt et se mirent à la répandre.

En 1958, un événement troublant se produisit : John George Diefenbaker voulut prouver qu'il était possible de s'emparer du pouvoir à Ottawa sans l'appui de l'aile québécoise. Il y réussit, mais

de justesse, aux élections générales de juin 1957. N'ayant obtenu que 119 sièges, il dut former un gouvernement minoritaire.

N'empêche que l'exploit fit réfléchir. Si le Canada anglophone s'avisait, un jour, de devenir parfaitement monolithique, que deviendrait le Québec ? Telle était la pensée morose qui préoccupait les stratèges politiques. Aux élections générales d'avril 1958, le Québec vota massivement pour Diefenbaker, ce qui lui valut 208 sièges : la plus grande victoire électorale de toute l'histoire de la Confédération. Québec se trouvait de nouveau rassuré. Par son vote, il avait revalorisé le principe respecté par les libéraux et qui veut qu'aucun gouvernement fédéral ne puisse se maintenir ou être fort sans l'appui du Québec.

Le malaise créé du fait de la crise déclenchée par Diefenbaker amena André Laurendeau à recommander l'institution d'une commission royale d'enquête pour déterminer les malaises que suscite la présence de deux grandes cultures au Canada.

Diefenbaker s'opposa à l'idée. Mais en 1963, le parti libéral, dirigé par Lester B. Pearson, reprit le pouvoir à Ottawa, et à l'automne de la même année, institua la *Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme* (la fameuse Commission B-B) et en nomma conjointement présidents André Laurendeau et Davidson Dunton. Dans une formule désormais célèbre, la *Commission* devait bientôt constater l'existence de « deux sociétés distinctes » dont l'une a son foyer principal au Québec.

La thèse des « deux nations » progressait à pas de géant. Il ne fallait plus que quelques lapsus de traducteurs pour lui donner droit de cité. En effet, un jour, un journaliste traduisit le terme anglais *people* par *nation*, et le tour fut joué. C'est M. Pearson qui devait être la victime facile de cette opération. Devant la Conférence d'Ottawa, il déclarait :

« Le gouvernement fédéral a l'obligation fondamentale, de par sa juridiction constitutionnelle même, d'éliminer les différences de traitement qui causent des inégalités entre gens (people en anglais) parlant l'une ou l'autre des langues constitutionnellement reconnues en ce pays. »⁽¹⁾

1) Lester B. Pearson, devant la Conférence d'Ottawa, *Montreal Gazette*, X-26-66.

La tentation était grande de traduire ici *people* par *nation*, et il s'est trouvé quelqu'un pour y succomber.

En 1967, le même M. Pearson, parlant à une conférence de l'église anglicane, à Montréal, fit état de « l'unité et de la variété du Canada », puis déclara : « Nous allons conserver le principe d'un seul Etat au sein duquel deux grandes cultures européennes qui florissent ici depuis les tout débuts du pays, pourront continuer à grandir et à progresser. »

« Le texte anglais de ce discours, explique le *New York Times*, différait de la traduction officielle en français. En anglais on lisait : « We are a nation of two founding peoples ». En français on traduisait : « Notre peuple est formé de deux nations fondatrices. »

Il faut dire que, du temps qu'il était dans l'opposition, M. Pearson n'avait pas toujours pris garde à la sémantique des mots anglais appelés à être traduits en français.

En 1963, il prenait la parole à La Malbaie et déclarait :

« Certes, Québec est une province dans cette confédération nationale (celle de 1867), mais c'est plus qu'une province, attendu que c'est le coin de terre où vit un peuple (*people*) : en réalité une nation dans une nation. »

Revenant sur la question dans une allocution prononcée à *Radio-Canada* le 5 janvier, il disait :

« Il faut reconnaître que, sur des points vitaux, Québec n'est pas une province comme les autres, mais la patrie d'un peuple. »⁽³⁾

La thèse des « deux nations » était désormais bien dans le vent. D'éminentes personnalités politiques du *parti libéral* (tant au fédéral qu'au provincial), du *parti conservateur*, de l'*Union nationale* et même du *Nouveau parti démocratique* se mirent à s'y montrer favorables. Les libéraux provinciaux s'agitèrent au point de provoquer une crise qui fit s'affronter, en un combat géant, des hommes aussi prestigieux que René Lévesque, Eric Kierans et Paul Gérin-Lajoie.

2) *New York Times*, VIII-28-67.

3) Cité par Don Peacock, in *Journey to Power*, Ryerson Press, Toronto, 1968, p. 117.

La thèse des deux nations fit également subir une crise sérieuse au parti conservateur, cependant que l'aile québécoise du Nouveau parti démocratique et l'Union nationale s'abandonnaient, plus ou moins ouvertement, au courant des idées séparatistes.

Ce fut, dès lors l'escalade des prises de positions pour ou contre la fameuse thèse. D'illustres Québécois comme Daniel Johnson, René Lévesque et Marcel Faribault se prononcèrent nettement et élégamment en faveur, tandis que les grandes voix d'Ottawa, les Trudeau, Diefenbaker et Stanfield, se mirent à énoncer des arguments contre.

En faveur de la thèse des deux nations

Le défenseur le plus assidu de la thèse des deux nations fut peut-être M. Daniel Johnson, en sa qualité d'abord de chef de l'Opposition, c'est-à-dire jusqu'en juin 1966, puis comme premier ministre du Québec, jusqu'à sa mort en septembre 1968.

En sa qualité de leader de l'Opposition, M. Johnson avait, comme il se doit, le ton haut et incisif. Dans une conférence de presse donnée sur les ondes du poste radiophonique CFVL de Valleyfield, en septembre 1963, il avait affirmé que

« ... l'Union nationale ira au séparatisme sans la moindre hésitation si Ottawa n'accorde pas aux Canadiens français une refonte de la Constitution par laquelle elle reconnaîtra l'existence, au Canada, de deux nations égales. »⁽⁴⁾

En 1965, il adoptait un ton beaucoup plus modéré pour affirmer à la conférence annuelle de Couchiching :

« Qu'on le veuille ou non, ils (les Canadiens français) forment vraiment, au sens sociologique du terme, une nation, c'est-à-dire une communauté humaine enracinée dans un territoire donné et qui, du fait d'une certaine unité historique, linguistique et même religieuse, est animée d'un vouloir vivre commun (...) Ce qu'il faut au Canada d'aujourd'hui, ajoutait M. Johnson, c'est une constitution totalement nouvelle, fondée sur cette réalité fondamentale qu'est la coexistence de deux nations ayant également droit à la vie et à la libre détermination de leur destin. »⁽⁵⁾

4) Daniel Johnson, *La Presse*, IX-16-63.

5) Daniel Johnson, à Couchiching, *La Presse*, VIII-12-65.

Dans un mémorandum du Québec déposé à l'ouverture de la Conférence d'Ottawa, le gouvernement de M. Johnson déclarait, en septembre 1966 :

« Nous croyons qu'il existe au Canada, dans le sens sociologique
« du terme, une nation de langue française dont le foyer est
« au Québec. »⁽⁶⁾

Les déclarations de René Lévesque en faveur de la thèse des deux nations ont mis du temps à s'articuler. De modérées qu'elles étaient alors qu'il occupait un poste de ministre dans le cabinet Lesage, elles devinrent mordantes après qu'il eut rompu avec le parti libéral provincial. L'« option Lévesque » veut que la Confédération soit révolue et qu'il faille s'en débarrasser, et qu'après, la « nation québécoise » (enfin souveraine) s'associe au reste du pays pour créer quelque chose de neuf.

Dans l'esprit de Lévesque — et il n'est pas seul à penser de la sorte — la Confédération aurait été « imposée » aux Canadiens français, en 1867. C'est d'ailleurs un fait qu'à ce moment-là, une bonne partie de leurs « élites » s'opposaient au pacte fédératif, attendu qu'elles avaient peur d'être noyées dans la majorité anglophone.

Dans l'esprit de Lévesque, les Québécois (ceux-là seuls qui parlent français encore une fois) forment une nation distincte. Cette nation doit affirmer sa souveraineté en sortant de la Confédération (la vieille) pour ensuite intégrer la nouvelle aux conditions qu'elle dictera. Cette optique fascine. Mais certains s'inquiètent: si après avoir quitté la Confédération, le reste du pays allait rejeter les conditions que nous entendons fixer pour la réintégrer qu'est-ce qui se produirait alors? Lévesque écarte l'objection car il croit que le Québec pourrait s'en tirer aussi bien, sinon mieux, hors de la Confédération. A un journaliste du *New York Times* il a déclaré sans ambages :

« Nous croyons, dit-il, que nous pouvons nous en tirer mieux
« sans le Canada, que le Canada sans nous. »⁽⁸⁾

6) *Le Devoir*, IX-15-66.

7) René Lévesque — *Option Québec*, Ed. de l'homme, Montréal 1968, p. 58.

8) René Lévesque, entrevue au *New York Times*, *Le Devoir*, II-25-64.

Marcel Faribault est une autre grande voix québécoise qui a soutenu la thèse des deux nations. Dans son discours au fameux « sommet » conservateur de Montmorency, il fit sienne la définition non géographique d'une nation basée sur la langue, la culture, la conscience de l'unité et le désir de vivre ensemble. Ceci veut dire qu'il y a deux nations au Canada, a-t-il dit.⁽⁹⁾

Plusieurs historiens, journalistes et écrivains québécois ont également accordé leur appui à la thèse des deux nations. L'assentiment paraît général aux yeux du journaliste Claude Ryan. En effet, devant l'*Institut canadien de Québec*, il affirmait que

« ... le Canada accepte de plus en plus la thèse des deux nations entendue dans un sens culturel. »⁽¹⁰⁾

On ne peut citer tout le monde. Qu'il suffise de compléter cette galerie des illustres apologistes de la thèse des deux nations en citant l'historien montréalais, Murray Ballantyne, qui se fait galant pour expliquer :

« Le Canada fut français longtemps avant d'être britannique. En 1763, la plupart des familles canadiennes-françaises étaient au Canada depuis aussi longtemps que la plupart des familles anglaises d'aujourd'hui. Ils avaient alors un sens national, et ils sentaient, dès ce moment-là, qu'ils formaient une nation. »⁽¹¹⁾

L'explication est séduisante, mais résiste-t-elle à l'examen ? Il semble plus exact de dire qu'en 1763, les Canadiens français n'avaient pas le sentiment de former une nation, mais ils avaient bien plus le sentiment d'être une poignée de colons abandonnés de ses élites et de sa mère patrie...

Les adversaires de la thèse des deux nations

Les hommes politiques fédéraux qui contestent la thèse des deux nations semblent redouter moins les doctrinaires qui la soutiennent (de bonne foi, très souvent), que les fanatiques qui gravi-

9) *Montreal Star*, VIII-10-67.

10) Claude Ryan, à l'Institut canadien de Québec, *Le Devoir*, IX-20-67.

11) Murray Ballantyne, *Montreal Star*, IV-2-64.

tent autour d'eux. Les critiques les plus redoutables dirigées contre ces fanatiques viennent peut-être de l'actuel premier ministre du Canada, M. Pierre Elliott Trudeau.

Dans des écrits concis et brillants, M. Trudeau s'est, en effet, maintes fois élevé contre « la mentalité d'état de siège » que s'est toujours forgé le nationaliste canadien-français, lequel se fait présentement le promoteur du « sectarisme national », après avoir consacré tant d'efforts pour secouer « le sectarisme religieux ». M. Trudeau s'étonne. « Personne, dit-il, ne semble s'émouvoir de ce que l'enseignement au Québec puisse passer du confessionnalisme religieux au confessionnalisme linguistique obligatoire. » Il s'élève contre la thèse des deux nations, parce que, explique-t-il, « chaque fois que l'Etat a pris pour son fondement une idée exclusive et intolérante (religion, nation, idéologie), cette idée a été le ressort même des guerres (...) Il faut divorcer, ajoute-t-il, les concepts d'Etat et de nation, et faire du Canada une société vraiment pluraliste et polyethnique ».⁽¹²⁾

« Un Etat canadien-français et un Etat canadien-anglais, dit encore M. Trudeau, voudrait dire la fin de la confédération. Je ferme la porte à une solution qui détruirait le pays. Le sort des Canadiens français, dans un Canada brisé, serait pire encore qu'il ne l'est à l'heure actuelle. »⁽¹³⁾

Bien avant le premier ministre actuel, d'illustres Canadiens avaient prôné le principe de l'unité du pays. Ainsi, Henri Bourassa avait enseigné en son temps :

« La patrie, pour nous, c'est le Canada tout entier. C'est-à-dire, une fédération de races distinctes et de provinces. La nation que nous voulons voir se développer, c'est la nation canadienne composée des Canadiens français et des Canadiens anglais. »

Pour sa part, le premier ministre Saint-Laurent disait que le parti libéral considérait le Canada « comme une nation et non comme dix nations ».

12) Pierre Elliott Trudeau — *Le Fédéralisme et la société canadienne-française*, Editions HMH, Montréal 1967.

13) Pierre Elliott Trudeau, conférence au congrès du Barreau, *La Presse*, IX-6-67.

Tout autant que le premier ministre Trudeau, le premier ministre Diefenbaker s'est élevé avec passion contre l'acceptation du principe des deux nations, parce que, explique-t-il, ce serait le commencement du démantèlement de notre grand pays. Lors du dernier congrès du parti, en 1967, le vieux chef conservateur avait invoqué l'autorité de tous les pères de la Confédération pour détruire « le mythe et l'illusion » d'une pareille thèse. Ce fut peine perdue. Tous les candidats à la direction du parti conservateur rejetèrent alors l'interprétation de Diefenbaker, lequel soutenait que la thèse des deux nations défendue par les « penseurs de Montmorency » devait être prise dans un sens politique.⁽¹⁴⁾

Devenu premier ministre, M. Pearson se montra très prudent sur la question. Dans un discours prononcé à Montréal, devant les membres de la *Fédération libérale du Canada*, il avait dit :

« Ne nous laissons pas entraîner dans une guerre civile au sujet des mots *nation* ou *statut particulier*. Ne crucifions pas le Canada sur une croix de mots. »⁽¹⁵⁾

Enfin, le chef de l'Opposition, M. Robert Stanfield, affirme pour sa part :

« Il y a un avenir pour nos deux cultures dans notre nation, le Canada... Il faut qu'on reconnaisse immédiatement et d'une façon pratique que les Français et les Anglais ont fondé le Canada et que ces deux groupes ont droit aux moyens de s'épanouir. »⁽¹⁶⁾

A ces voix fédérales se joignent celles des autorités politiques de l'Ontario qui estiment que la thèse des deux nations suppose que face à « la nation canadienne-française », se dresse « une nation canadienne-anglaise ». Or, cette deuxième nation n'existe pas. Les Anglophones sont formés de groupes ethniques d'origines diverses, et avec les Francophones, composent la « mosaïque » qui forme la nation canadienne.

Cette opinion des hommes politiques ontariens est résumée dans la pensée du professeur Douglas LePan, du University College, qui dit :

14) *Montreal Star*, IX-11-67.

15) *Le Devoir*, X-26-67.

16) *Globe & Mail*, X-12-67.

« Nous de l'Ontario, n'avons jamais considéré notre province
« ni le Canada anglophone comme une nation parce que nous
« avons toujours cru qu'il n'y avait qu'une nation, le Canada,
« un pays auquel nous-mêmes et nos compatriotes francophones
« appartenions également. »⁽¹⁷⁾

Mettons que le professeur exagère un peu en employant sans nuance l'adverbe « toujours ». Encore en 1914, les Anglophones du Canada d'origine britannique passaient pour des prisonniers volontaires de leur mentalité coloniale, leur acceptation du titre de « Canadian » étant de beaucoup plus récente que celle des Francophones, lesquels se désignaient comme « Canadiens » bien avant la Conquête.

Une querelle de mots stérile et inutile

Au fond, la thèse des deux nations est purement académique. C'est une question qu'on peut débattre à perte de vue, sans rien changer au fait fondamental qui est le suivant : vingt millions de Canadiens sont condamnés, qu'ils le veuillent ou non, à vivre ensemble au Canada. De quelle façon peuvent-ils le faire sans trop s'empoisonner l'existence ? Les Canadiens français peuvent-ils vivre isolés en Amérique du Nord ? Et s'ils doivent s'associer à quelqu'un, sera-ce avec les Américains, les Français, les Gabonais, ou tout simplement avec les autres Canadiens ?

Au fond, si les Canadiens français se passionnent pour ce débat, c'est parce qu'ils sont portés à croire que le fondement de la fédération canadienne repose sur l'existence des deux groupes fondateurs au Canada. Or, ce n'est pas exact. Eugène Forsey, un spécialiste en la matière, nous rappelle que

« les éléments constitutifs du Canada ne sont pas le Canada
« français et le Canada anglais, mais bien les dix provinces. »

En 1867, ce ne sont donc pas deux cultures qui se sont juré fidélité et respect, mais des colonies britanniques (les deux Canada et les Maritimes) qui ont formé un *marché commun*.

17) *Montreal Star*, X-20-65.

Encore une fois, débat futile. Les libéraux de l'Ontario ont découvert par un sondage que la question des deux nations, de même que les problèmes relatifs à la Confédération étaient de la dynamite politique. La réaction à l'idée des deux nations est largement négative. On cherche à éviter la querelle de mots, tout en reconnaissant la place de la culture française au Canada.⁽¹⁸⁾

Pour sa part, le ministre MacEachen s'inquiète de ce que nos plus beaux cerveaux se laissent progressivement absorber par « un débat de sémantique compliquée et stérile ».⁽¹⁹⁾ Le ministre a raison, mais on n'y peut rien. Le byzantinisme est le péché mignon des latins. S'il fallait une preuve de la survivance de l'esprit français au Québec, on n'aurait qu'à rechercher les traces de ce péché-là.

Les éléments qui constituent une nation

Dans son livre *Egalité ou indépendance*, Daniel Johnson écrit :

« Nos compatriotes anglophones parlent d'une nation formée de
« deux peuples, alors que dans notre conception française du
« fait canadien, nous disons qu'il existe un peuple formé de
« deux nations. »⁽²⁰⁾

Le problème est simple. Il suffirait qu'Anglophones et Franco-phones s'entendent sur l'acception qu'il importe de reconnaître aux mots *peuple* et *nation* au Canada. Mais voilà : qui se conformera à la sémantique de l'autre ? Suggérer à des Canadiens français de se conformer au sens que prête à ses deux mots la majorité en Amérique du Nord, c'est s'exposer aux pires malédictions des « gardiens de la race ».

Le concept de nation, en français tout au moins, est ambigu et équivoque. Selon Cuvillier, que cite Maurice Lamontagne, après Marcel Faribault, « l'idée de nation implique une idée de spontanéité ; celle d'Etat, une idée d'organisation qui peut être plus ou moins artificielle. Une nation peut survivre, même lorsqu'elle est

18) Arthur Brydon, *Globe & Mail*, X-13-67.

19) *Montreal Star*, X-5-67.

20) Daniel Johnson — *Egalité ou indépendance*, Ed. de l'homme, Montréal 1966.

partagée entre plusieurs Etats ; et un Etat peut comprendre plusieurs nations ».

Dans ce sens, il est parfaitement juste de parler de la nation canadienne-française. Mais alors, ajoute Lamontagne, il faut également reconnaître que les Indiens, les Ukrainiens, les Juifs, et même les Irlandais et les Ecossais qui vivent au Canada forment eux aussi une nation. Delos note que les théories libérales du XIX^e siècle ont fini par identifier la nation à l'Etat, et c'est ainsi que la nation française comprend des Alsaciens, des Bretons, des Basques ; que la nation britannique comprend des Anglais, des Ecossais, des Gallois et que la nation allemande comprend des Westphaliens, des Badois, des Saxons et d'autres nationalités.⁽²¹⁾

Selon saint Augustin, une nation est « une association d'êtres raisonnables unis dans le partage paisible de tout ce qu'ils chérissent », et selon l'essayiste marxiste S. A. Tokarev, cette association est basée sur un ou plusieurs des liens suivants : communauté d'origine, de langue, de territoire, d'Etat, de liens économiques, de mode culturel de vie, de religion.

Dans une étude remarquable publiée dans le *Marxist Quaterly* de Toronto⁽²²⁾ Tokarev fait admirablement bien le point. Voici l'essentiel de sa pensée. Le plus important des liens qui forment une nation est, sans conteste, la langue. Toutefois, ce n'est pas un lien essentiel. Il y a plusieurs nations qui parlent espagnol, plusieurs nations qui parlent deux langues, tels, par exemple, les Ecossais, les Paraguayens, les Suisses, les Belges.

Si l'on remonte plus loin encore, il faut bien noter que des Celtes, des Latins, des Germains, des Grecs, des Basques, des Catalans et d'autres populations se sont fondues ensemble dans le creuset de la France pour former une nation parlant une langue dérivée de celle des conquérants latins de la Gaule.

Un journaliste faisait remarquer, dans un article sur le sujet :

« Il y a des Alsaciens, des Lorrains, des Corses, des Bretons et
« des Basques qui, chez eux, continuent à parler leur langue
« d'origine, mais cela ne les empêche pas de se sentir Français.

21) Maurice Lamontagne, *Le Devoir*, IX-25-67.

22) A. S. Tokarev, *Marxist Quaterly*, no 16, p. 42.

« De même, les francophones de Belgique et de Suisse, qui s'ex-
« priment le plus souvent exclusivement dans notre langue, ne
« sauraient être et ne sont pas considérés comme Français. »⁽²³⁾

Mais revenons à Tokarev. Le territoire, dit-il, est également important mais non essentiel comme lien constituant une nation. On a le cas des peuples arménien, juif ou bohémien qui ont subsisté et qui subsistent encore sans posséder de territoire propre. L'Etat est peut-être le lien le plus courant qui sert à former une nation. En tout cas, il joue souvent un rôle unificateur au niveau des impératifs de défense, ou mieux, au niveau des intérêts économiques, commerciaux (et même culturels) communs. Les nations d'Amérique latine (bien que parlant espagnol) forment des républiques différentes (Pérou, Equateur, Bolivie, Chili, etc.)

Enfin, notons que la religion n'est pas non plus un lien obligatoire, mais joue parfois, elle aussi, un rôle déterminant. Ce fut le cas pour les Juifs, les Parsis, les Sikhs.

Compte tenu de ces quelques notions premières, demandons-nous quels sont les liens qui peuvent favoriser la naissance et l'épanouissement d'une nation soit canadienne française soit canadienne tout court ?

Au Québec — aucune hésitation possible — la langue serait plutôt de nature à jouer un rôle déterminant, si tant est qu'elle représente — comme l'affirment les nationalistes — un facteur de progrès humain et de fierté nationale. Or, le français, au Canada, représente-t-il vraiment un facteur de progrès humain au point de stimuler la fierté de ceux qui le parlent ? A cette question, les élites sont justifiées de répondre dans l'affirmative. La langue française, incontestablement, leur apporte, à elles, un supplément de culture qui fait défaut à la majorité des autres Canadiens, et leur sert de prétexte à une légitime fierté.

Mais pour la masse canadienne-française non cultivée, le français, non seulement n'apporte aucun motif de fierté, mais paraît un handicap. L'homme du peuple canadien-français rêve du jour où il pourra s'exprimer facilement en anglais: la langue utile, la langue de l'avancement . . . estime-t-il.

23) *Le Monde diplomatique*, septembre 1967.

Inutile de rêver. Pour la minorité intellectuelle au Québec, le français est un enrichissement et un élément de fierté, mais pour la majorité, il n'est qu'une langue de consommation interne.

Au Canada, par contre, ce n'est pas la langue, mais l'Etat qui constitue le facteur déterminant dans l'élaboration de la nation canadienne. Reconnaissons que, pour le moment, ce facteur joue surtout le rôle de coordonnateur des intérêts économiques et commerciaux de l'ensemble — rôle autrement plus déterminant que celui que joue le français dans les masses canadiennes-françaises.

Les Canadiens français ne font pas exception : ils ne vivent pas de la culture — toute approximative d'ailleurs — que leur apporte l'idiome qu'ils parlent, mais bien plutôt du pain et du beurre que leur vaut la conjugaison des intérêts économiques de tout le Canada, et par extension, de tout le continent nord-américain.

Or, sur le plan canadien, comme sur tout le plan nord-américain, l'anglais est sans conteste la *lingua franca*, et cette *lingua franca* est devenue d'utilité quotidienne à toutes les classes dirigeantes du pays, les canadiennes-françaises y compris, de sorte qu'on peut dire que, par delà les répugnances et la mauvaise humeur de ces dernières, l'anglais contribue, en définitive, à donner naissance à la nation canadienne. La colère des nationalistes canadiens-français ne peut rien contre ce phénomène.

En plus des intérêts communs et de la *lingua franca*, le territoire canadien représente également un facteur constitutif de la nation. Certes, des nationalistes canadiens-français affectent de considérer comme négligeable tout territoire hors du Québec. Ils affectent de se contenter d'un pays qui ne serait qu'à la mesure de leur arrière-cour. Pourtant, le territoire national s'offre en héritage à tous les Canadiens, et par le fait même contribue à stimuler leur initiative et leur volonté de le partager ensemble.

Enfin, notons que l'histoire est devenue, avec le temps, un facteur important dans la formation de la nation canadienne. Un essayiste a fait une synthèse des facteurs historiques qui contribuent désormais à unir les Canadiens issus des deux groupes fondateurs du pays ⁽²⁴⁾. Les deux communautés, dit-il, sont issues des XVIIe

24) *Marxist Quarterly*, no 16, p. 46.

et XVIIIe siècles coloniaux. Elles ont toutes deux éprouvé et ressenti le joug colonial — les Canadiens français un siècle avant les Canadiens anglais.

Les deux communautés durent encore combattre et lutter pour former une bourgeoisie industrielle capable d'aspirer à une politique économique, et à un gouvernement responsable. Les deux sociétés se sont frottées aux traditions démocratiques issues des mouvements de révolte et de réforme conçus et dirigés ensemble. Enfin, les deux communautés ont combattu côte à côte dans les guerres de 1812, de 1914 et de 1939.

A cause de ces facteurs bien concrets, la nation canadienne se trouve en bonne voie d'expansion et de progrès. C'est incontestablement la nation réelle. L'autre, la « nation canadienne-française » n'est que théorique.

Il n'y a pas deux nations au Canada ; il y en a à peine une qui grandira au fur et à mesure que les Canadiens apprendront à la comprendre et à la respecter.

5 | La culture : question brûlante

Il existe de la culture des définitions plus ou moins élaborées. Certaines, fort courtes, veulent que le mot désigne, simplement, les productions de l'esprit, notamment dans le domaine des arts et des sciences. D'autres, plus nuancées, élargissent le sens du mot et le définissent comme l'ensemble des connaissances acquises qui permettent de développer le sens critique, le goût, le jugement. Enfin, on ajoute que, par extension, le mot peut aussi désigner l'ensemble des aspects intellectuels d'une civilisation.

Cette dernière définition me plaît assez en dépit de ce qu'a de flou le terme *civilisation*. Il faut préciser et distinguer. En effet, si le mot *civilisation* désigne l'ensemble de l'acquis que véhicule, *inconsciemment*, un groupe de pays et de peuples, le mot *culture* désigne, pour sa part, l'ensemble de l'acquis culturel que véhicule, *consciemment*, un pays ou un peuple donné. Ainsi, on dit la civilisation européenne, mais la culture française.

Dans ce sens précis, mais fort élargi, le mot culture désigne donc, non seulement l'ensemble des productions de l'esprit d'un peuple ou d'une nation, mais encore les institutions et instruments de culture qui ont servi à les produire, soit les institutions politiques, sociales, juridiques et religieuses, ainsi que ces instruments de culture appelés esprit, langue, aptitudes, etc. Tout cet avoir — oeuvres et instruments qui servent à les produire — représente vraiment l'ensemble de tout ce qu'on désigne par le mot culture.

Les Canadiens en général, et les Canadiens français en particulier, ont-ils une culture ?

Avant de répondre à cette question, il importe de se demander si les deux groupes possèdent des institutions politiques, sociales, juridiques et religieuses qui leur sont propres. Sont-ils, l'un et l'autre,

tre, pourvus d'instruments de cultures valables : langue, esprit, aptitudes ? Ont-ils, l'un et l'autre, produit des oeuvres dignes de mention, soit en architecture, en génie, en sciences, en littérature, en musique, en peinture ?

On ne le rappellera jamais assez : les Canadiens ont hérité de deux grandes cultures européennes : la française et l'anglaise. A ces deux cultures, ils ont insufflé l'esprit nord-américain. Leur institutions reflètent les caractéristiques de tous ces apports, et par le fait même, se révèlent désormais distinctes des agents qui les ont formées. Les institutions politiques fédérales, par exemple, ne sont plus purement britanniques. Des ingrédients européens et surtout américains ont fini par en faire quelque chose de différent, et cette différence est canadienne.

Il en est de même des institutions politiques québécoises. Elles résultent d'un mélange d'apports britanniques, de réminiscences féodales et de nouveautés américaines, de sorte qu'on peut dire que ces institutions sont désormais canadiennes et produisent, par conséquent, des lois qui reflètent un mode de vie canadien.

Ce qui est vrai des institutions politiques, l'est également des institutions sociales. Restent les instruments de culture. Ils ne font certes pas défaut car, soit au flair britannique, soit à l'esprit français, les Canadiens ont toujours su allier le sens pratique américain. Par ailleurs, ils parlent les deux langues reconnues comme les plus importantes d'Occident.

Les Canadiens n'ont donc rien à envier à personne. Leur *challenge*, pour employer un terme cher à l'historien Toynbee, consiste à produire des oeuvres distinctes de celles de leurs anciennes mères patries, ainsi que de celles de leurs puissants voisins, les Etats-Unis. Défi exaltant et redoutable, car il faut noter qu'à cause de l'égo-centrisme tout naturel de l'Angleterre et de la France, et à cause surtout du gigantisme de la culture des Etats-Unis, les oeuvres de l'esprit produites au Canada ne suscitent pas encore l'intérêt qu'elles méritent, ce qui ne prouve rien contre elles. Mais ces oeuvres existent, et c'est ce qui importe. Des générations plus éclairées sauront sans doute les découvrir.

Incidemment, certaines de ces oeuvres, notamment dans le domaine du génie et de la science, font l'admiration des spécialistes.

De plus, des peintres, des musiciens et des écrivains commencent à être universellement connus, de sorte qu'à la question posée, à savoir si les Canadiens en général, et les Canadiens français en particulier, ont une culture, je réponds sans hésiter : c'est l'évidence même. Seul un ignorant ou un esprit mal tourné pourrait en douter.

Hélas, on compte beaucoup de ces ignorants-là au Canada : un pays où sévit le nationalisme à l'état aigu, mais où le patriotisme n'est encore qu'à l'état d'ébauche.

Les négateurs de la culture canadienne

Que disent les ignorants et les esprits mal tournés ?

Les uns qualifient le Canada de pays artificiel et insignifiant ; un pays qui n'arrive même pas, disent-ils, à communiquer une identité à ceux qui l'habitent ; un pays qui, comparé à l'Angleterre ou à la France, n'a rien produit d'autre que des décalques maladroits des cultures originelles.

Les Canadiens qui parlent de la sorte cherchent, consciemment ou pas, à s'identifier encore à l'ancienne mère patrie. Ces gens-là n'arrivent pas à juger leur pays autrement qu'en fonction de critères européens fort vénérables certes, mais désormais dépassés.

D'autres esprits mal tournés décrètent que le Canada n'est qu'un appendice des Etats-Unis, et que par conséquent, il ne saurait rien produire qui fut distinct de ce qui se produit dans ce grand pays. Alors, demandent-ils, qu'attendons-nous pour nous fondre dans le grand tout nord-américain ? Le plus tôt sera le mieux, assurent-ils.

L'existence de ces sortes d'esprits pose un problème sérieux. Comment se fait-il qu'on rencontre au Canada des gens qui, non seulement renient leur pays, mais s'ingénient à le détruire ? Une collectivité saine de coeur et d'esprit entretient généralement un préjugé favorable aux institutions, aux instruments de culture et aux oeuvres qui font la réputation du pays. Or, ce sentiment instinctif fait totalement défaut à certains intellectuels canadiens. Certes, ces intellectuels ne forment qu'une minorité, mais elle est tapageuse.

Posons la question sur un autre plan. Comment un être humain peut-il en venir un jour à nourrir des sentiments de mépris, et même de haine, à l'égard de son père, de sa famille ou de sa patrie ?

La réponse n'est pas simple. Il existe des jeunes, de nos jours, qui méprisent leur père parce qu'il a trop bien réussi, et qui veulent détruire l'ordre établi et le pays qui ont rendu la chose possible. C'est ce qui se produit actuellement aux Etats-Unis où une certaine catégorie d'enfants gâtés font preuve d'un parti pris de non-conformisme et de mépris à l'égard de l'*Establishment* qui procure profits et avantages à leur famille, ainsi qu'à la classe sociale à laquelle ils appartiennent.

Mais on rencontre aussi des gens, et en bien plus grand nombre, qui méprisent leur père parce qu'il a échoué. Ces gens entendent instaurer un ordre qui leur permette, à eux, de réussir. C'est ce qui se passe au Canada où des jeunes *contestent* une situation de fait qui leur paraît un échec.

Visiblement, c'est le mythe de la mort du père qui se transpose ici en une attitude de mépris à l'égard du pays. Le phénomène n'est pas nouveau. De tout temps, les générations ont rejeté, avec plus ou moins de fracas, celles qui les ont précédées. Au Canada, le processus se complique d'aspects nationalistes. Durant de nombreuses années, les Canadiens purent compter sur la béquille politique et culturelle de la France, puis de l'Angleterre, dans la tâche de mise en place de leurs institutions. Cette béquille à laquelle ils recoururent presque toujours d'instinct, a largement contribué à développer une mentalité coloniale très marquée chez les élites, et cette mentalité devait subir un choc terrible le jour où il apparut que la France, puis l'Angleterre, non seulement avaient perdu toute emprise sur l'Amérique du Nord, mais devaient même en venir à perdre, jusqu'à un certain point, leur statut de grandes puissances dans le monde.

Cette constatation eut pour effet de rendre amère et cynique la petite élite canadienne qui, par dépit, se mit à douter de la valeur de son héritage culturel, puis à cultiver un préjugé favorable à l'égard de tout ce qui vient d'ailleurs, notamment des Etats-Unis.

C'est un fait que les Canadiens d'origine française et anglaise ont été surprotégés culturellement. Maintenant que leur mère

patrie respective a perdu beaucoup de son prestige d'antan, certains esprits torturés rêvent de recréer, à la force de leur seule volonté et à coups de constitution, l'antique pureté de la culture déchue. Ils estiment que, hors cette culture, le Canada ne saurait exister. Le rêve est généreux, mais irréaliste. Ceux qui le font commencent d'ailleurs à s'en rendre compte, d'où le sentiment qu'ils ont de leur impuissance et de leur infériorité, d'où aussi l'amertume et le cynisme à l'endroit d'un pays qui ne correspond pas à l'idéal qu'ils s'en étaient fait.

Voilà bien ce qui s'appelle s'empoisonner l'existence pour rien. Ces gens rêvent d'un pays fictif parce qu'ils n'arrivent pas à voir le pays réel qui se développe et grandit malgré eux.

Les cocasseries de la culture "jouale"

De toutes les élites torturées au Canada, la plus torturée semble bien être cette partie de l'élite canadienne-française qui, dédaigneuse de la culture nord-américaine, et en attendant la culture incomparable qu'est censée lui apporter l'indépendance politique absolue, doit s'accommoder de la culture « jouale » que véhicule allègrement le gros de la population. Cette culture procède naturellement du « parler joual », et influence le comportement intellectuel de l'élite elle-même. Les éléments les plus naïfs de cette élite ne réagissent qu'en fonction d'archétypes simplistes. Empêtrés dans une morale de charbonnier, ils croient encore que l'univers se partage strictement en deux camps : celui des bons et celui des méchants.

Conformément au raisonnement des éléments simplistes de la population canadienne-française, le camp des bons est formé de tous ceux qui, comme on dit, sont « nés pour un petit pain », c'est-à-dire, les médiocres, les prolétaires, les ignorants, tandis que le camp des méchants renferme forcément les exploiters des bons, c'est-à-dire, les dirigeants, les riches et en général tous ceux qui sont instruits.

Le mauvais esprit que propage une élite obéissant à une éthique aussi rudimentaire contribue à fausser le jugement de plusieurs,

tant au niveau des classes laborieuses qu'au niveau des classes instruites. Par les bons soins de pareille élite, tout ce qui est du camp des méchants est tourné en ridicule, systématiquement avili et condamné sans appel, de sorte qu'on constate que « des forces destructrices sont en train d'empoisonner le climat du Québec, et ce climat, où l'amertume s'installe rapidement dans la haine et l'arrogance, plusieurs le trouvent déjà irrespirable ».⁽¹⁾

Au niveau des classes laborieuses, et même chez plusieurs intellectuels mal informés, s'affirme une attitude de l'esprit qui consiste, d'une part, à avilir et à souiller tout ce qui est en place et qui a réussi, et d'autre part, à exalter tout ce qui s'oppose, tout ce qui « conteste ». Cet esprit de contradiction encourage même certains à prendre parti pour la médiocrité et la vulgarité tellement le raffinement de ceux qui ont réussi à monter dans la société leur met les nerfs en boule. On dirait une complaisance dans l'ignorantisme et le crétinisme populacier — attitude éminemment propice à la propagation de la « culture jouale ».

Cette culture avilit systématiquement tout ce qui fait honneur au pays et au Québec. Elle engendre un masochisme unique en son genre. En effet, on ne possède pas d'exemple de communauté humaine qui fasse preuve d'un pareil manque de tenue. Anciennement, on rencontrait des Canadiens français qui avaient l'esprit bedeau ; depuis 1960, on en rencontre encore plus qui ont l'esprit joual — ce mélange du *paysan du Danube* et de *Monsieur Jourdain* — et qui parlent petit nègre et se complaisent dans la vulgarité.

Conséquence d'une déformation religieuse

C'est dans l'abus du rigorisme religieux qu'il faut chercher, semble-t-il, la racine première de cette déformation de l'esprit. On sait que le protestantisme a favorisé l'exercice du libre arbitre, exercice qui, du plan religieux, s'est transposé au plan politique et social, ce qui a favorisé le développement des idées personnelles ainsi que l'acceptation du jeu démocratique. Le catholicisme, au

1) Renaude Lapointe, *La Presse*, X-31-68.

contraire, a développé le dogmatisme et l'autoritarisme qui, du plan religieux, se sont transposés sur le plan politique et social, paralysant le libre développement des idées personnelles et rendant intolérants les faibles — soit ceux qui sont presque toujours portés à tout prendre au pied de la lettre. La fatalité voulut donc qu'une religion mal comprise, rigoureusement tournée « contre les puissances de ce monde » et « contre les trésors d'iniquités », suscita, en pays latin, des attitudes politiques quelque peu aberrantes, empêcha l'épanouissement d'un sain esprit démocratique et fit de plusieurs Canadiens français des pourfendeurs du succès, du pouvoir et de la bourgeoisie.

Il faut comprendre que les Canadiens français ont longtemps subi la domination d'un pouvoir religieux envahissant et abusif. Habitué à vivre sous « la cloche de verre », ils ont toujours eu tendance à condamner sans examen tout ce qui en était étranger.

Un jour, une partie de l'élite canadienne-française se révolta contre le pouvoir religieux. Elle rejeta les dogmes, mais conserva les mauvaises habitudes d'intolérance et de rigorisme. Elle troqua son thomisme de surface contre un marxisme encore plus de surface. En d'autres termes, elle sortit de son Eglise, mais en conserva le climat étouffant où la culture jouale trouvait l'obscurantisme propice à son épanouissement. C'est à cette culture, à n'en pas douter, qu'on doit nos petits dogmatistes qui, sans rien étudier et sans rien examiner, en sont venus à avoir des vues claires et définitives sur tout. Ces gens-là passent leur temps à condamner les « ténèbres extérieures » et à se replier sur leur petit univers.

L'univers du dogmatiste canadien-français est meublé de petites mesquineries, de petits problèmes. Il est peuplé de petits tribuns et de petites vedettes. Il se passionne pour de petits cancans et de petites niaiseries. L'esprit joual se délecte de scandales, de têtes qui tombent, de réputations souillées, bref, de tout ce qui est de nature à détériorer l'image de son pays. Brandissant son marxisme de folklore, il raisonne comme si l'idéal ici-bas consistait à naître et à mourir prolétaire, et comme si la pire imposture consistait à avoir de l'ambition, de l'argent et de l'éducation.

L'esprit joual est contre le gouvernement, quel qu'il soit, contre les patrons, contre tous les dirigeants d'associations, et même

contre les dirigeants syndicaux. Il se montre surtout hostile à ceux de ses compatriotes qui réussissent. Quand un Canadien français accède aux plus hautes fonctions, l'esprit joual le considère comme un traître. C'est ainsi que furent condamnés sans rémission les Georges-Etienne Cartier, les Wilfrid Laurier et les Louis Saint-Laurent. Pierre Elliott Trudeau est promis au même sort.

En revanche, l'esprit joual s'abandonne à l'indignation lorsqu'il constate qu'aucun Canadien français n'occupe de hautes fonctions. En pareil cas, il décrète que c'est la faute de l'ostracisme anglo-saxon.

L'esprit joual présente quantités de facettes étonnantes. Ainsi, par exemple, on dirait que la médiocrité et l'ignorance le rassurent. C'est ce qui fait qu'il fiche la paix aux nouilles politiques, aux gueulards, aux pitres qui disent n'importe quoi, aux tripatouilleurs de fonds publics. Au Québec, plus un politicien est médiocre et sans vernis, plus il a de chance d'être réélu à toutes les élections. Mais gare à celui qui a de la classe, de la vision et, surtout, de l'intelligence. L'esprit joual a une répugnance instinctive pour un pareil politicien. Il met tout en oeuvre pour provoquer sa déchéance. Il s'acharne contre lui, à tel point que, sous l'administration Pearson, on a vu des hommes comme Guy Favreau et René Tremblay mourir d'amertume et de chagrin sous le poids de pareilles mesquineries. On a également vu ruiner l'avenir politique d'intellectuels aussi brillants que Maurice Lamontagne et Maurice Sauvé.

Sous l'administration Trudeau, le petit jeu continue. On laisse tranquilles les médiocres et les insignifiants, mais on s'ingénie à ravalier, par exemple, des ministres comme Jean Marchand et Gérard Pelletier, deux hommes à qui le monde syndical canadien-français doit pourtant beaucoup. On n'aime guère davantage les Jean-Luc Pépin, les Jean Chrétien, les Jean-Pierre Goyer. En fait, l'esprit joual n'a jamais été aussi amer que depuis que des Canadiens français de valeur occupent en force des postes de commande au gouvernement fédéral.

On n'en finirait plus de signaler les incongruités de l'esprit joual. En voici quelques-unes, encore toutes fraîches à la mémoire :

Durant des années, les Canadiens français avaient réclamé, à cor et à cri, un drapeau distinctif pour le Canada. Lorsqu'après

d'interminables palabres, le Parlement eut enfin adopté l'unifolié, les éléments nationalistes qui avaient fait le plus de bruit pour réclamer un drapeau distinctif pour le Canada se mirent à le ridiculiser ostensiblement. Pour ces gens-là, tout est toujours « trop peu et trop tard ».

Radio-Canada fait vivre quelque 4,000 intellectuels, artistes et cols blancs canadiens-français. Qu'à cela ne tienne, plusieurs de ces intellectuels et artistes se tiennent constamment à l'affût, et ne ratent aucune occasion d'attaquer et d'avilir l'institution qui les fait vivre — grassement pour plusieurs. Or, Radio-Canada, entreprise nationale financée par tous les contribuables canadiens, se fixe discrètement comme but de favoriser l'unité du pays, ce qui fait suffoquer d'indignation les mêmes intellectuels et artistes qui revendiquent, à grands cris, le droit de démolir le pays sur les ondes même de la radio-télédiffusion nationale.

Expo 67 a fait rejaillir un grand prestige sur le pays en général, et sur Montréal en particulier. Des esprit chagrins n'y ont vu que prétexte à exercer leur mesquinerie. Avec une ferveur constante, ils se sont ingéniés à monter en épingle la moindre irrégularité et le moindre scandale. Leur plus grand plaisir eût été de voir échouer cette gigantesque entreprise dont toute la population montréalaise a profité culturellement et financièrement.

La médiocrité : cette terrible force d'inertie

Le peuple, au Canada français, non seulement se montre indifférent à la culture — la sienne et celle des autres — mais il affecte d'en rire et il met une coquetterie à s'en tenir éloigné. Pourtant, les intellectuels canadiens-français n'ont que le mot culture à la bouche. A les entendre, le peuple est prêt à tous les sacrifices pour en assurer la survie en Amérique du Nord. Or, ce n'est pas vrai. Les intellectuels prennent leurs désirs pour des réalités. Le peuple tient, avant tout, à sa tranquillité. Il ignore même de quoi est faite sa propre culture ; comment pourrait-il avoir envie de sacrifier ses habitudes nord-américaines pour elle ?

Je déteste avoir l'air méchant, mais je crois que nous devons regarder certaines vérités en face. Au Québec, le livre, le théâtre

et la musique doivent accomplir des prodiges d'héroïsme pour survivre. La presse francophone perd, de jour en jour, des plumes au profit des journaux anglophones. Pourquoi ?

Pour la simple raison que nos intellectuels se trompent constamment de palier. Ils croient que la population vit à l'heure de Paris, de la Rive Gauche ou de la francophonie. Illusion. Le peuple vit à l'heure de Montréal et de New York. Il vit à l'heure de l'audio-visuel, des satellites de communication, de l'électronique et des ordinateurs. Il vit à l'heure de la culture de masse où il puise du meilleur et du pire : le *best seller*, l'automation, le sport, le cinéma, le yé-yé et le go-go, la grande information, les vols spatiaux, l'autoroute, le Night Club, l'érotisme, l'alcool, etc.

Les intellectuels, qui ont réponse à tout, expliquent que si le peuple se tient à l'écart de la grande culture, c'est parce que les moyens financiers lui font défaut. Erreur. Le peuple a de l'argent pour tout, sauf pour la culture. « L'un des grands scandales chez nous, dit Claude Ryan, est le grand nombre de personnes qui, dans une société pauvre, dépensent beaucoup de leurs énergies à des futilités : vacances, automobiles, luxe sous toute forme. »

La vérité, c'est que les Canadiens français semblent se résigner à la médiocrité. « On retrouve cette médiocrité, poursuit Ryan, dans bien des domaines : affaires, clergé, notariat, journalisme, etc. »⁽²⁾ « Nous manquons terriblement de rigueur », note, de son côté, Pierre Elliott Trudeau.⁽³⁾

Pour ma part, j'en suis venu à croire que si les Canadiens français se montrent à ce point enclins à tout bâcler et à se contenter d'à-peu-près, c'est peut-être parce qu'ils se sont trop longtemps fait dire que, quoi qu'ils fassent, ils n'arriveront jamais à dépasser les Américains et les Français. C'est ainsi que, petit à petit, les Canadiens français ont fini par se croire inférieurs, et il arrive qu'à force de se croire inférieur, on le devient. On cesse de lutter ; on renonce à faire le point ; on lâche le manche après la cognée et l'on perd sur tous les fronts, se prouvant ainsi à soi-même qu'on avait raison au départ de se croire inférieur.

2) Claude Ryan, au petit séminaire de Québec, à l'occasion du tricentenaire de fondation — *Le Devoir*, X-15-68.

3) Pierre Elliott Trudeau, *Le Fédéralisme*, op. cit. p. x.

Les Canadiens français ne sont certes pas plus inférieurs que quiconque, mais ils ont une longue côte à remonter. Ils ne se sont vraiment mis en marche qu'en 1960, et déjà les progrès sont considérables. Mais il reste encore beaucoup à faire.

Qu'on songe que près de 65 pour cent de la population adulte du Québec n'a qu'une septième année scolaire. Cette population se passionne naturellement pour les disques-jockey, les programmes-questionnaires, les journaux à potins, les romans-savon et les histoires drôles qui font grimper le « riromètre » des postes privés de télévision. La culture avec un grand C lui passe par-dessus la tête. Le directeur de la *Place des Arts*, M. Gérard Lamarche, rappelait, il y a quelque temps, des faits révélateurs, entre autres, que le concert de M. Louis Quilico, récipiendaire d'un prix de la *Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal*, dut être annulé à la dernière minute parce qu'il n'y avait que 150 billets de vendus. Pourtant, la *Saint-Jean-Baptiste* se veut la société nationale des Canadiens français, et elle se passionne pour « la culture des nôtres ». Mais elle n'attire personne à la *Place des Arts*.

M. Lamarche dut faire annuler, également le concert de Joseph Rouleau, l'une des plus belles basses chantantes d'Amérique du Nord. Comment se fait-il qu'il faille contremander des concerts visiblement destinés à des Canadiens français, par conséquent, à des soi-disant farouches défenseurs de la culture ?

Intéressés à l'opérette et à l'opéra, dit encore M. Lamarche, les Canadiens français dédaignent la musique sérieuse, laquelle, à Montréal, ne semble intéresser que les Anglophones et les Néo-Canadiens. Les Canadiens français ne fréquentent guère davantage les musées d'art, dont l'entrée est pourtant gratuite... Non, les Canadiens français préfèrent le *Forum*, les *Blue Bonnets*, le *Richelieu*, les *Night Clubs* et les discothèques. Au concert des *Jeunesses musicales*, fait enfin remarquer M. Lamarche, on note la présence des étudiants de *Sir George Williams* et de *McGill*, mais ceux de l'université de Montréal se révèlent clairsemés. Mais où sont donc les Canadiens français qu'on dit épris de culture ? ⁽⁴⁾

Ils contestent. Ils contestent tout et rien. Des jeunes du *Collège Sainte-Marie* ont manifesté, à la fin de l'an dernier, devant la

4) Gérard Lamarche, *La Presse*, IX-21-68.

Place des Arts. Sur leurs pancartes, on pouvait lire : « Art pour tous ; Molière mon cul ; Place des riches-Arts ; La Piasse des Arts ; Violons notre culture ; La Place des ors-durs ; L'Art de\$ Places. » Un critique musical du *Montreal Gazette* écrivait, mi-figue mi-raisin : « Voilà bien qui atteste, d'une façon intéressante, de l'état de la culture et du genre d'activités intellectuelles dans les collèges du quartier. » ⁽⁵⁾

Mais je m'en voudrais de prendre prétexte d'un incident stupide et marginal pour triompher. Il existe des jeunes irresponsables, à notre époque plus que jamais. Revenons plutôt à la petite élite qui préside aux destinées de la culture du Canada français, et demandons-nous ce qu'elle fait pour que s'affirme et se propage cette culture si digne de respect et de survie ?

Le Canada français a produit, et produit encore, des écrivains, des peintres et des musiciens qui n'ont rien à envier aux étrangers. Les plus persévérants de ces ouvriers de l'esprit ont produit durant toute leur vie. Mais que sait-on d'eux ? Qui s'est vraiment donné la peine d'étudier leurs oeuvres, hors quelques étudiants en quête d'un sujet de thèse ?

Les écrivains québécois ont tout de même commencé à travailler pour de bon. En 1966, 235 Canadiens et 14 étrangers ont publié des ouvrages en langue française au Canada. Ces oeuvres ont paru par les soins de 43 maisons d'édition, et leur tirage moyen s'est chiffré à 3,900 exemplaires. ⁽⁶⁾

Toutes proportions gardées, cette production n'a rien à envier à la France. Sa masse est telle que la presse francophone semble débordée. Elle n'arrive pas à en faire la recension et faillit, par le fait même, à sa tâche d'informatrice. Pour ce qui est des critiques, ils ne s'intéressent vraiment qu'à leurs amis et à leur cénacle. A la lumière toujours des critères de l'enseignement classique, ils « effarouchent » sans pitié dans cette vaste production.

Ainsi, dès que paraît un livre au Québec, les critiques élèvent aussitôt la voix pour annoncer qu'on ne la leur fera pas. Ils en ont vu d'autres, ces messieurs. Le compte des chef-d'oeuvres est

5) Jacob Siskind, *The Montreal Gazette*, XI-15-68.

6) Chiffres du ministère des Affaires culturelles du Québec — *La Presse*, VIII-18-67.

complet. Qui ose encore écrire des livres ? Et c'est ainsi que, sur le ton le plus paternaliste qui soit, les critiques d'ici vont parfois jusqu'à conseiller aux écrivains d'ici de se taire.

Rares sont les jeunes écrivains canadiens-français qui parviennent à surmonter un pareil abattage. La plupart cassent leur plume après un premier livre, et les critiques respirent. La corvée est finie : ils peuvent reprendre leurs thèses sur des valeurs sûres comme Pascal ou Claudel. Comprend-on maintenant pourquoi si peu d'écrivains parviennent à se faire consacrer au Québec ?

Où sont les journalistes, où sont les critiques qui se sont vraiment donné la peine de faire connaître les oeuvres des écrivains, des peintres et des musiciens canadiens-français ? Où sont les grands patriotes qui ont exalté à leur mérite les grands hommes de chez nous ? J'ai beau regarder, je ne vois personne. Je n'aperçois que des pions.

Il faut bien le dire, le Canada français n'est peuplé que de colonisés : des gens qui exaltent le fictif, et ignorent le réel. Des gens qui ont énormément de respect pour l'artiste ou l'écrivain abstrait, mais qui se soucient fort peu de fréquenter les oeuvres de leurs artistes et écrivains réels. En vérité, le Canada français se révèle une communauté incapable de signaler ses écrivains et ses artistes à l'attention du reste du monde. Ces écrivains et artistes doivent aller se faire consacrer à l'étranger avant d'atteindre à la notoriété dans leur propre province. Ceux qui n'ont pas reçu la consécration de Paris restent à peu près inconnus.

Où donc est l'artiste ? Où est l'écrivain ? Où est le journaliste qui a vraiment réussi à se faire consacrer par les siens ? Hors une petite poignée — des gens d'ailleurs guère connus hors des cénacles — je ne vois personne. Au Canada français, le travailleur de l'esprit est réduit ou à faire son métier malgré l'indifférence du milieu, ou à s'exiler ou à se laisser envahir par la médiocrité et l'amertume.

Au Canada anglais, c'est différent. Les critiques n'ont pas la manie de se prendre pour des censeurs chargés de garder l'entrée du Parnasse. Ils visent à faire au moins la recension des oeuvres qui paraissent. Les livres sont en étalage, d'un océan à l'autre, et même de l'autre côté de la frontière. Les journalistes canadiens-anglais

voient leurs analyses et commentaires paraître dans tous les grands journaux du pays, tandis que les journalistes canadiens-français doivent se contenter de les traduire. Où est le journaliste canadien-français qui a une audience canadienne ?

Inutile de se le cacher : le Canada français existe, mais dans un ghetto. Plusieurs écrivains québécois ont à peu près un statut de parasites. Sans les subventions gouvernementales, certains d'entre eux n'existeraient pas. Les libraires s'affairent à vendre les livres de France et les traductions américaines — production à l'endroit de laquelle les journaux entretiennent un préjugé favorable. Mais ils n'ont pas de place, dans leurs vitrines, pour les oeuvres canadiennes-françaises. Le livre de France se vend, dit-on, mais on ajoute que sévit une « crise du livre » au Québec. Dans des pays ayant la même population que le Québec, comme par exemple, la Suède, on compte 800 libraires ; au Danemark, 750, et tous de classe A. Mais au Québec, on ne compte que 83 libraires, et encore, 20 d'entre eux sont de classe B.⁽⁷⁾

On cherche à développer le marché du livre canadien-français en France. Mais la France a déjà un surcroît de production. Elle ne peut vraiment pas se payer le luxe d'acheter en plus les oeuvres des Canadiens français — lesquels ont d'ailleurs si mauvaise presse au Québec...

Alors quoi ? Eh bah ! les Canadiens français n'ont qu'à continuer à s'étioler dans leur ghetto. Aucune issue ne s'offre à eux. Pendant que les Anglophones canadiens écrivent à l'échelle d'un continent, eux-mêmes doivent se contenter d'écrire à l'échelle de la rue Sainte-Catherine, à Montréal, attendu que même une partie du marché du livre en province leur échappe, car il faut savoir que hors de la Métropole, certains libraires ne vendent que les « bons » livres.

Faut-il jeter le manche après la cognée et se faire Nord-Américains anglophones ?

Bien sûr que non. Les Canadiens français n'ont à abandonner ni leur culture ni leur langue. Voudraient-ils se faire anglophones

7) André Dussault, *La Presse*, VI-15-68.

qu'ils ne le pourraient pas. Ils continueront indéfiniment à communiquer en français entre eux. On ne chasse pas le naturel aussi facilement. Les Canadiens français, non seulement ont survécu, mais ils ont multiplié leurs effectifs par 85 depuis 1760. Même les descendants des Acadiens ont survécu dans le *Deep South* des Etats-Unis.

Mais il reste que le destin des Canadiens français est de vivre avec, et non contre l'Amérique, par conséquent, avec et non contre l'Anglophone. Adopter une attitude d'hostilité à l'égard de l'Anglophone, c'est se couper tous les ponts et rendre encore plus irrespirable le ghetto culturel que nous cherchons à dépasser.

Il faut croire que viendront des jours meilleurs. Déjà on note des signes difficiles à interpréter. Le nombre des étudiants universitaires canadiens a plus que doublé en dix ans, dépassant actuellement les 200,000, soit 25,000 de plus qu'en 1965, et deux fois et demie plus que les 78,000 enregistrés il y a à peine dix ans.⁽⁸⁾

Quand les Canadiens français auront vécu encore dix ans au rythme que leur a imprimé la « révolution tranquille » de 1960, ils commenceront à mieux se connaître et à mieux s'apprécier les uns les autres. Ils commenceront à trouver ridicule leur mimétisme de l'Europe et à voir quelle est leur véritable place en Amérique du Nord.

Il est même à espérer qu'ils commenceront à admettre qu'ils représentent un important joyau dans la *mosaïque canadienne*. Ils commenceront à comprendre que l'ère de la cloche de verre est révolue, et qu'il est infiniment plus logique et enrichissant d'être intégré à l'Amérique du Nord que de continuer à s'accrocher à une France et une francophonie qu'on idéalise à souhait. Ils commenceront à comprendre enfin, qu'il est plus difficile et emballant de créer une culture originale canadienne dans le grand tout nord-américain, que de demeurer médiocrement à l'ombre d'une culture européenne.

La grande tâche des Canadiens consiste dorénavant à cesser de se rappeler constamment qu'ils furent jadis des Français, des

8) *La Presse* XIII-12-66.

Anglais ou des Néo. A moins de retourner chacun vivre dans leur pays d'origine, ils n'ont d'autre choix que de vivre ensemble au Canada. Dès lors, il leur incombe de se repenser comme nation, mais cette fois, non en fonction de leur ancienne mère patrie, mais en fonction de leur véritable place en Amérique du Nord.

La langue qu'on adore et qu'on écorche

Avant d'examiner la situation faite à la langue française au Québec et au Canada, il importe de rappeler quelques chiffres concernant les populations en Amérique du Nord et les rapports de force qui s'établissent entre l'usage de l'anglais et du français sur ce continent. Voici, en vrac, quelques chiffres :

A côté des Etats-Unis, dont la population s'élève à près de deux cent millions d'habitants, le Canada en comptera bientôt vingt-et-un millions.

La langue maternelle de cette masse se répartit comme suit : anglais, 58.4% ; français, 28% ; le reste, 13.6%, est d'origine européenne et asiatique.

Selon les derniers chiffres disponibles, on comptait 5,200,000 personnes d'origine française au Canada, 2,000,000 aux Etats-Unis (dont 550,000 en Nouvelle-Angleterre) et 4,200,000 de parlants français ailleurs (Haïti, Antilles et Guyane). En chiffre rond, 14,400,000 individus d'origine française ou pouvant parler français en Amérique du Nord et aux Antilles.

Les 5,200,000 Canadiens d'origine française vivent dans les proportions de 77% au Québec ; 11% en Ontario ; 5% dans les Maritimes et 7% dans le reste du pays.

Les Canadiens d'origine française vivant au Québec (77%) se répartissent dans les proportions de 24% vivant dans la région métropolitaine, 70% dans des agglomérations de 1,000 habitants et plus, le reste dans de petits villages.

Environ 91.8% des Canadiens d'origine française vivant au Canada parlent encore leur langue. Seulement 12.2% des Canadiens sont bilingues. Les unilingues anglophones forment un bloc de 67.4% ; les unilingues francophones, 19.1% tandis que 1.3% de la population ne parle ni anglais ni français.⁽¹⁾

1) Statistiques fédérales 1962 — *La Presse* VII-25-62.

Le français au gouvernement fédéral

Selon le juge J. T. Thorson, ancien président de la cour de l'Echiquier du Canada, le français ne jouit en notre pays d'aucun statut spécial en dehors de ce qui est dit au paragraphe 133 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique. L'emploi du français sur la monnaie et les timbres postes, précise le juge, fut le résultat d'une concession.⁽²⁾ Or, l'article 133 de la Constitution stipule :

« La langue anglaise ou la langue française pourra être employée
« dans les débats des Chambres du Parlement du Canada et
« dans les Chambres de la législature du Québec ; et ces deux
« langues seront utilisées dans les documents et comptes rendus
« respectifs de ces Chambres ; et l'une ou l'autre de ces langues
« pourra être utilisée dans toute plaidoirie ou procès ayant lieu
« au Canada, dans n'importe quelle cour établie par la présente
« loi, ainsi que dans toutes les cours du Québec. »

Cet article rend l'anglais et le français officiels au Parlement et dans les cours du pays, soit la Cour suprême du Canada, la cour de l'Echiquier, ainsi qu'à la législature et dans les cours du Québec.⁽³⁾

Voilà tout ce que garantit la Constitution, écrit l'historien Creighton qui ajoute :

« Manifestement le gouvernement fédéral ne s'en est pas tenu à
« ces principes et exigences juridiques. Au fur et à mesure que
« l'Etat accrut son influence sur l'économie du pays et qu'il
« développa ses services à la population canadienne, l'usage des
« deux langues sur une base d'égalité a fait proliférer le nombre
« de publications officielles dans les deux langues et a donné
« naissance à des entreprises nationales bilingues comme l'*Office
« national du film* et la *Société Radio-Canada*. »⁽⁴⁾

Le projet de loi C-120 mis de l'avant par le gouvernement Trudeau poursuit ce dépassement de l'article 133 de la Constitution et aura pour effet d'obliger le Parlement du Canada (et la législa-

2) J. T. Thorson, *La Presse*, II-16-27.

3) Traduit du texte et commentaire d'Eugene Forsey, in *Canada Month*, avril 64.

4) David Creighton, in *Saturday Night*, septembre 1966.

ture de Québec) à imprimer et à publier les lois promulguées dans les deux langues officielles.

En résumé, donc, la Constitution canadienne ne rend le français obligatoire ou facultatif qu'au niveau des parlements fédéral et québécois, ainsi que dans les hautes cours de justice. L'usage du français dans le fonctionnarisme, les sociétés publiques, *Air Canada*, les *Chemins de fer nationaux* (CN) ou autres sociétés de la Couronne ne se trouve garanti par aucune loi.

A la lumière de ces quelques notions constitutionnelles, on constate donc que le recours au français dans la fonction publique au Canada résulte de concessions et de précédents, et non de garanties écrites dans des documents officiels.

Mais revenons à des faits précis, et citons encore quelques chiffres :

Un Canadien sur 40 travaille pour le gouvernement fédéral. En effet, on comptait 363,700 fonctionnaires fédéraux en décembre 1966. Ce chiffre n'inclut pas les quelque 105,000 Canadiens faisant partie des forces armées, ce qui porte à près d'un demi-million le nombre de personnes au service direct du pays.⁽⁵⁾

Dans cette surabondance de fonctionnaires, les Canadiens français ne pèsent pas lourd. En 1966, on n'en comptait que 135 parmi les 1,200 fonctionnaires supérieurs.⁽⁶⁾ Et dans les conseils d'administration des entreprises publiques fédérales, leur proportion ne s'élevait qu'à 19.8%.⁽⁷⁾

Dans les sociétés de la Couronne, les disparités se révèlent encore plus grandes. Grâce à une question posée en octobre dernier par M. André Fortin, député créditiste de Lotbinière, nous apprenions que, dans ces sociétés, 67% des fonctionnaires ne parlent que l'anglais contre 0.74% qui ne parlent que français. Les autres 32% sont bilingues.⁽⁸⁾

Dans la fonction publique (Civil Service), le décalage est moindre, et selon un des premiers responsables, M. Yves Labonté, on commence à noter des améliorations. Ainsi, dans la catégorie des salaires de \$15,000 à \$19,000 par année, les

5) Statistiques fédérales, *La Presse Canadienne*, VIII-30-67.

6) Statistiques fédérales, *La Presse* XII-9-66.

7) *Director of Directors*, 1966, publié par *Financial Post*, cf *La Presse* IX-3-68.

8) Pierre O'Neil, *Le Devoir*, X-30-68.

fonctionnaires bilingues représentaient 7% de ceux embauchés en 1965, 25% en 1966 et 37% en 1967. Dans la catégorie des \$10,000 à \$15,000 par année, 47% étaient bilingues en 1965.

Si les progrès paraissent lents, d'expliquer M. Labonté, ce n'est absolument pas parce que les Anglophones ont fait du fonctionnarisme leur chasse-gardée, mais bien plutôt parce que les Francophones ne veulent pas venir vivre à Ottawa.⁽⁹⁾

On a signalé d'autres améliorations depuis 1966. Ainsi, on pouvait signaler récemment l'arrivée en force à Ottawa de grands fonctionnaires francophones comme Jean-Réal Cardin, à la *Commission des relations de travail et des relations publiques*; André Raynauld, conseiller du ministre des Finances; Gilles Bergeron, à la *Commission du centenaire*; Marc Lalonde, conseiller politique du premier ministre; Roger Perreault, président de l'*Office des grains et provende*; Jean Beetz, au *Conseil privé*.⁽¹⁰⁾

Enfin, notons la nouvelle politique à long terme que le ministre des Affaires extérieures, M. Mitchell Sharp, a brossé devant un groupe de journalistes quelques mois après les élections générales de 1968. Il a dit qu'à compter de 1970, il faudra être bilingue (ou accepter de le devenir) pour obtenir un poste gouvernemental, et il faudra remplir les mêmes conditions, vers 1975, pour y décrocher une promotion.⁽¹¹⁾

Situation du français dans le reste du pays

On a souvent fait remarquer que, plus les groupes francophones vivent loin du milieu québécois, plus s'accroît le pourcentage de ceux d'entre eux qui cessent de parler leur langue maternelle. Il semble plus juste de dire que plus les communautés sont faibles et dispersées, plus s'accroît l'abandon de la langue maternelle.

Voici comment s'établit la courbe des pertes :

Au Québec, 98.6% des Francophones parlent leur langue dans leurs rapports de tous les jours. Dans les autres provinces, les chiffres les plus récents indiquent que ce pourcentage est de

9) Paul Dunn, *Canadian Press*, IX-23-68.

10) Pierre O'Neil, *La Presse* IV-22-67.

11) Mitchell Sharp, *Presse Canadienne* VIII-26-68.

90.9% au Nouveau-Brunswick ; 76% au Manitoba ; 64.9% en Saskatchewan ; 63.8% en Ontario (où vivent 650,000 personnes d'origine canadienne-française) ; 56.9% en Alberta ; 53.6% dans l'Ile-du-Prince-Edouard ; 50.7% en Nouvelle-Ecosse ; 41.2% en Colombie-Britannique et 21.8% à Terre-Neuve.

En Alberta, on dénombre quelque 55,000 Francophones. Or, s'il faut en croire le témoignage d'une trentaine d'étudiants albertains, de passage à Montréal au moment de l'Exposition universelle, on dénombre, aujourd'hui, presque autant de personnes portant des noms bien français mais qui ne parlent plus la langue.⁽¹²⁾

Dans les Maritimes où une bonne proportion des Canadiens français et des Acadiens continuent de parler français, il semble que seule la langue parlée parvient à survivre, l'anglais se révélant d'emblée la langue des affaires courantes et de l'information.

Ainsi, le journal *l'Évangéline*, à Moncton, n'a toujours qu'un peu plus de 10,000 de tirage pour une population d'origine francophone de près de 370,000 âmes dans les quatre provinces de l'Atlantique.⁽¹³⁾

La prédominance toute puissante de l'anglais en Amérique du Nord rend moroses les nationalistes canadiens-français, lesquels raisonnent comme si l'Angleterre l'avait traitreusement usurpée à la France. La vérité est autre. La France a joui, durant plus d'un siècle d'une prédominance incontestée sur la majeure partie du continent nord-américain. Elle a pris possession officiellement de vastes territoires, mais elle n'a jamais réussi à fournir, en même temps, une immigration susceptible d'affirmer sa présence physique. En 1760, la France n'eut l'impression de perdre, en Amérique du Nord, que 65,000 colons — des gens qui d'ailleurs lui apportaient plus d'embêtements que de profits. Or, qu'est-ce que 65,000 colons mal organisés politiquement et ne disposant que de quelques garnisons prêtées par Versailles face aux 3,500,000 *colonists* (Américains anglophones) qui se sont rebellés contre l'Angleterre en 1776 ?

Les nationalistes québécois semblent l'ignorer : ce n'est pas l'Angleterre, mais c'est cette masse humaine bien organisée, et forte

12) *Le Devoir* VII-23-68.

13) *Le Devoir* VIII-21-67.

du nouvel esprit révolutionnaire qui balayait l'Occident à ce moment-là, qui a créé l'unité linguistique du continent, et assuré la suprématie des *White Anglo-Saxon Protestants*, non seulement en Amérique du Nord, mais maintenant dans le monde entier.

Au Canada, la bataille des Plaines d'Abraham et, surtout, la révolution américaine ont eu pour effet de paralyser à jamais une immigration francophone qui s'était d'ailleurs toujours révélée parcimonieuse. Les Canadiens français doivent, depuis toujours, se contenter du simple accroissement naturel de leur population. Par voie de conséquence, leur petit nombre sur ce continent réduit leur pouvoir assimilateur, et les faibles excédents de population francophone dans le monde réduit à presque rien les possibilités d'accroissement par l'immigration.

Par contre, la Réforme protestante, l'esprit révolutionnaire qui en résulta, ainsi que les guerres et les disettes ont constamment favorisé l'exode de populations anglophones, germaniques ou hollandaises, vers l'Amérique, cette terre qui, selon l'expression heureuse d'un professeur, parut très tôt comme devant devenir « le creuset des maturations futures de l'humanité ».⁽¹⁴⁾

Les caprices mystérieux de l'histoire ont voulu que le Québec jouisse, avec le reste du Canada, du redoutable privilège de tremper directement dans ce puissant creuset, attendu que les deux pays, le Canada et les Etats-Unis, ont la plus longue frontière commune, parlent en majorité la même langue, et partagent une culture qui offre plusieurs points de similitude. En effet, les Nord-Américains pratiquent les mêmes sports, ont les mêmes goûts, lisent les mêmes livres et revues, vont voir les mêmes films. Rien d'étonnant à ce que la frontière soit complètement ouverte. Au niveau universitaire, elle n'existe pas. Qu'on en juge plutôt :

Des 12,000 Canadiens étudiant aux Etats-Unis, la moitié ne reviendrait pas au pays, s'il faut en croire l'*Association canadienne des universités*.⁽¹⁵⁾

Pour citer des chiffres plus précis, disons que 12,117 étudiants canadiens fréquentaient des institutions des Etats-Unis en 1967.

14) Gérard Tougas, *La Francophonie en péril*, Cercle du Livre de France, Montréal 1967.

15) *La Presse*, IV-18-68.

Ce n'était là que 12.08% du total de 100,262 étudiants étrangers aux Etats-Unis cette année-là.⁽¹⁶⁾

En sept ans, les Etats-Unis ont attiré 8,515 ingénieurs et scientifiques du Canada. Le nombre total des gens de ces professions attirés aux Etats-Unis entre 1956 et 1963 fut de 34,572.⁽¹⁷⁾

Ces chiffres n'ont rien pour étonner. Claude Julien vient encore de nous rappeler que les Etats-Unis, dont la population ne représente que 6% de la population mondiale, utilisent tantôt le quart, tantôt le tiers et parfois même la moitié des richesses naturelles produites afin de satisfaire leurs besoins de vie moderne.⁽¹⁸⁾

Ce qui est vrai pour les richesses naturelles, l'est également pour les cerveaux. Prenons l'exemple des écoles américaines de médecine :

Elles ne fournissent encore que 8,000 médecins par années, alors qu'avec l'expansion de la sécurité sociale et du *medicare*, le pays aurait besoin de 12,000 nouveaux médecins par année.⁽¹⁹⁾

Ceci explique pourquoi les étudiants des pays sous-développés qui étudient aux Etats-Unis — ont du mal à résister à la tentation de ne pas rentrer chez eux pour profiter, eux aussi, des fruits fascinants de « la civilisation de l'abondance ».

Inutile de dire que les étudiants francophones ainsi absorbés par les Etats-Unis doivent accepter l'anglais comme langue de travail. Il en est de même de ceux qui accèdent aux postes de commandes ici même au Canada. Ces Francophones ne renoncent pas nécessairement à leur langue, mais ils ne pourraient pas espérer monter bien haut s'ils ne parlaient pas l'anglais. Aussi, se font-ils une raison. Ils parlent l'anglais le mieux possible, et ils le font sans aucune honte car, contrairement à certains nationalistes, ils savent que si l'anglais domine, ce n'est ni parce que les Anglophones sont arrogants et égocentriques, ni parce qu'eux-mêmes seraient des imbéciles ou des esclaves, mais bien parce que les Francophones, n'ayant pas pu devenir majoritaires à temps, sont désormais des marginaux sur ce continent économiquement intégré.

16) *La Presse*, VIII-30-67.

17) *La Presse*, IX-5-67.

18) Claude Julien, *L'Empire américain*, Grasset, Paris 1968.

19) Alain Murcier, *Le Devoir*, IX-13-67.

Les Francophones qui participent, avec des Anglophones, au fonctionnement de la vie politique et économique du Québec n'ont pas lieu de se sentir diminués du fait qu'ils parlent anglais à leur travail. Ils se plient, tout simplement aux exigences de la réalité. L'anglais est la langue de l'Amérique du Nord. La Constitution canadienne ne peut rien contre ce fait qui crève les yeux. La langue française demeure certes une grande langue de culture, mais son utilité est à peu près nulle au niveau des affaires au Canada et aux États-Unis. Ce phénomène inspire des propos amers aux nationalistes canadiens-français, mais l'énormité même de ce phénomène devra finir par modifier leur optique. Voici ce que disait M. Jean-Noël Tremblay, ministre des Affaires culturelles du Québec, à un colloque sur le vocabulaire technique en 1966 :

« Je le répète à la suite des linguistes les plus dignes de foi :
« l'inutilité d'une langue et son manque de prestige mène à l'abâtardissement du lexique et de la syntaxe, puis finalement à
« l'abandon progressif. Un peuple ne parle pas une langue par
« patriotisme. » (20)

Le ministre exagère sans doute un peu. Si le français se révèle peu utile à ceux qui travaillent dans les grandes administrations, il conserve tout de même ses droits à la maison où la femme en général ne parle que très peu ou pas du tout l'anglais et élève par conséquent les enfants en français. Il faut se garder de tomber dans deux exagérations, soit 1) exiger que le français devienne langue de travail unique pour tous, sinon 2) décréter qu'il faut cesser de le parler et s'assimiler au plus tôt à la majorité linguistique. Le bon sens est évidemment au milieu.

La prédominance de la langue anglaise

Le prestige du français demeure grand dans le monde, et des Canadiens continueront, encore longtemps, à le parler au Canada. Il faut toutefois se garder d'une grandiloquence trop facile. Le 31 mars 1968, le premier ministre Daniel Johnson prenait la parole devant la colonie du Moyen-Orient de Montréal et déclarait :

20) Jean-Noël Tremblay, *La Presse*, XI-3-66.

« La langue française est la langue officielle d'une trentaine
« de nations réparties sur tous les continents du globe. C'est la
« langue de 170 millions d'hommes de toute race et de toute
« couleur, langue dont le prestige ne cesse de croître dans les
« organismes internationaux, dans les sociétés savantes, dans
« les pays du Marché commun, et même en Grande-Bretagne
« et aux Etats-Unis et, devrais-je ajouter, dans les autres pro-
« vinces (du Canada). » (21)

Visiblement, M. Johnson avait cédé à l'enthousiasme à cette occasion. Certes, le prestige du français dans le monde reste grand, mais rien n'indique, comme il le suppose, qu'il soit à la hausse. Au contraire, au Québec, comme partout ailleurs dans le monde, on assiste à un déclin marqué du français. Un journaliste montréalais a noté, avec justesse, que

« l'utilisation du français dans les affaires et le commerce au
« Québec occupera une plus grande place actuellement que
« dans le passé. Toutefois, l'utilisation de l'anglais va continuer
« à avoir des proportions supérieures à l'utilisation du français
« dans le reste du Canada. La prédominance de l'anglais est en
« fait voulue par la réalité économique en Amérique du Nord —
« un fait qu'aucune décision politique ne saurait ignorer ou
« changer. » (22)

Un autre journaliste anglophone écrit sans ambages :

« La langue de travail de l'industrie, des affaires et du commer-
« ce en Amérique du Nord est l'anglais, et il en sera ainsi pour
« toujours (...) J'avoue ne pas entrevoir le moyen de rendre le
« Canada aussi bilingue que l'est déjà le Canada français. Les
« gens n'apprennent pas une autre langue pour satisfaire des
« abstractions, mais par nécessité. » (23)

Des faits très concrets confirment les dires de ces journalistes. Les Néo-Canadiens — même ceux qui immigrent au Québec — comprennent tout de suite que la langue qu'il leur faut n'est pas le français, mais l'anglais. Ce sont des gens du peuple, ils n'ont pas le temps de se payer le luxe d'apprendre deux langues : une pour travailler et l'autre pour faire plaisir aux Canadiens français. Ils courent au plus pressé.

21) Daniel Johnson, *La Presse*, VI-11-68.

22) Thomas Sloane, *The Montreal Star*, VII-19-68.

23) *The Montreal Star*, IV-5-67.

Mlle Juliette Barcelo, ex-directrice de la *Direction générale de l'Immigration québécoise*, faisait état, au début de 1967, du fait qu'à Montréal, 90% des 55,000 enfants néo-québécois qui ne sont ni d'origine française, ni d'origine anglaise, fréquentent l'école anglaise. Mlle Barcelo ajoutait que 35% de ces enfants appartiennent à la Commission anglo-protestante, 64% au secteur anglophone de la Commission catholique et à peine 3.5% au secteur francophone.⁽²⁴⁾

Ces chiffres proviennent d'une enquête menée auprès de la *Commission des écoles catholiques de Montréal*, enquête qui a, par ailleurs, démontré que les élèves canadiens-français forment 10% de la clientèle des écoles anglophones. Ainsi, il appert que les Néo-Québécois, tout comme plusieurs Canadiens français, ne se font pas d'illusions. Ils apprennent l'anglais, étant attirés par le centre de gravité linguistique du continent. Obéissent également au centre de gravité linguistique ceux qui ont à procéder au choix des manuels scolaires. Encore quelques chiffres :

Selon un groupe de professeurs de Montréal, 42.5% des manuels sont rédigés en anglais dans les écoles du Québec ; 46.9% sont en français et 10.6% sont traduits de l'anglais. En d'autres termes, sur 1,347 manuels en usage dans les écoles, 632 sont de langue anglaise, et 163 sont des traductions.⁽²⁵⁾

Des personnes avisées commencent à noter que l'usage de la langue française dans les manuels scolaires, exception faite, toutefois, des ouvrages nécessaires à l'enseignement des humanités et des arts, est de moins en moins fréquent à mesure que l'on monte dans l'échelle des niveaux d'enseignement. A l'élémentaire et au secondaire, 72% des manuels sont français, 1.6% sont anglais et 26.4% sont des traductions d'ouvrages américains.⁽²⁶⁾

La vogue du manuel anglais n'est pas particulière au Québec. Elle se fait sentir aussi en France où l'on note que les publications en langue française dans les domaines de la chimie et la physique, des sciences humaines, des mathématiques, de la médecine, représentent moins de 10%, et dans certains cas, 5% seulement des publications scientifiques parues chaque année en anglais, en russe et en allemand.⁽²⁷⁾

24) *La Presse*, III-13-67.

25) *La Presse*, X-30-67.

26) Jean-Pierre Béland, *Le Devoir*, XI-11-67.

27) Gérard Tougas — *La Francophonie en péril*, op. cit. p. 88.

Le déclin du français dans le monde

Le déclin du français n'est donc pas un phénomène isolé au Québec. Il s'accroît un peu partout dans le monde. Personne ne s'illusionne là-dessus. Prenant la parole à l'occasion de la deuxième biennale de la langue française, tenue à Québec, en 1967, le linguiste Alain Guillerrou a dit :

« Je ne prétends pas que le français puisse remplacer l'anglais
« dont la diffusion mondiale, en tant que langue des affaires,
« est un phénomène irréversible. L'anglais a pour lui d'être une
« langue facile, ce qui n'est pas le cas du français »⁽²⁸⁾

La langue anglaise s'affirme partout. « L'anglais devient notre quatrième langue nationale, et c'est très dangereux pour nous », déclare de son côté M. Charles Ducommun, directeur général des PTT suisses, qui ajoute :

« Tout le monde doit apprendre et parler l'anglais. Le résultat
« le voici : les Suisses alémaniques négligent d'apprendre le
« français, et les Romands voient de moins en moins la néces-
« sité de se mettre à l'allemand. »⁽²⁹⁾

En Irlande, phénomène analogue. Le gouvernement tente d'imposer le gaélique au même titre que l'anglais dans les documents officiels et dans la signalisation des routes. Mais les gens ne comprennent vraiment que l'anglais.

En Inde, on compte cinq cent millions d'habitants, et là-dessus, 30% parlent hindoustani ou hindi. Les autres langues officielles (treize en tout) ne veulent absolument pas s'incliner devant l'hindi. En conséquence, l'anglais — la langue de l'ex-colonisateur — s'impose partout comme langue de travail.

La langue de travail de la Communauté économique européenne (le Marché commun) demeure le français, du moins à l'échelon officiel. On croit généralement que la principale raison pour laquelle la France s'oppose à l'entrée de la Grande-Bretagne au Marché commun c'est que l'anglais remplacerait bientôt le français comme langue de travail.⁽³⁰⁾

28) Cité par Alain Pontaut, *La Presse*, IX-6-67.

29) *La Presse*, X-5-67.

30) *The New York Times*, XII-10-67.

En sursis au Marché commun, la langue française se révèle en régression aux Nations unies. Le dernier rapport de U Thant indique que les communications se font en anglais avec 83 ministères des Affaires étrangères, et en français avec 39 seulement.⁽³¹⁾

Même en France, où tout le monde se montre chatouilleux en ce qui concerne le prestige de la langue, le français se trouve menacé. C'est confondant dans un pays où la fierté linguistique fut jadis légendaire. A la signature du traité de Versailles, chaque fois que Lloyd George hasardait un « yes » ou un « no », Georges Clémenceau commandait solennellement : « Traduction s'il vous plaît. »

Les temps ont bien changé. Selon André Bertrand, le fait de parler anglais améliore les chances de promotion de n'importe qui, même en France.⁽³²⁾ Selon Georges Suffert, la pratique de l'anglais est exigée très naturellement dans les petites annonces, et dans la plupart des métiers.⁽³³⁾

Enfin, Gérard Tougas note le fait curieux suivant :

« A la tour de contrôle d'Orly, les agents de la navigation
« aérienne, lorsqu'ils entrent en contact avec les pilotes d'Air
« France, doivent obligatoirement s'exprimer en anglais. Les
« milliers d'employés qui contribuent à faire de l'aéroport de
« Paris un des monuments nationaux les plus visités de France,
« sont devenus aussi bilingues que les petits Montréalais ou les
« scieurs de bois de Chicoutimi. »⁽³⁴⁾

Selon le même auteur, en l'an 2,000, toutes les élites d'Amérique latine et d'Asie parleront anglais. Celles d'Afriques seront bilingues, tandis qu'en Europe, le triomphe de l'anglais dépassera celui du français au XVIIIe siècle.⁽³⁵⁾

Il ne semble pas exagéré de dire qu'en l'an 2,000, l'anglais sera la langue d'affaire de près d'un milliard d'individus aux Etats-Unis, au Canada, en Grande-Bretagne, en Amérique latine, en Europe occidentale, en Inde, en Indonésie, au Malaysia, en Afrique et

31) *The Globe & Mail*, XII-12-67.

32) *La Presse*, VIII-7-67.

33) Georges Suffert, *L'Express* (Paris) 24-30 juillet 1967.

34) Gérard Tougas, *La Francophonie en péril*, op. cit. p. 77.

35) Gérard Tougas, Id. p. 155

même en Europe centrale, en Russie et en Chine. La francophonie n'a certes pas autant d'avenir.

L'historien Creighton ne craint pas d'affirmer que « l'anglais, désormais véhiculé par les ordinateurs, est en train de devenir la langue du monde entier ».⁽³⁶⁾

Des Francophones se révoltent contre ces faits. Ils croient encore possible de redonner au français son prestige des temps jadis. Mais « c'est un rêve », affirmait Jean-Charles Harvey. Les Francophones qui rêvent de la sorte, ajoutait-il, « vivent de l'illusion qu'avec une politique de grandeur du type de celle que recommande Charles de Gaulle, les quelque 180,000,000 de Français dispersés dans le monde peuvent contrebalancer l'influence écrasante du monde anglophone ».⁽³⁷⁾

A la rescousse du français au Canada

Sans aller jusqu'à rêver de restituer au français son ancienne hégémonie, il est permis de se demander ce qu'il faut faire pour en assurer au moins la survie au Québec.

Le français demeure tout de même l'un des grands véhicules de culture en Occident. Le fait qu'il soit en perte de vitesse par rapport à l'anglais ne prouve rien contre sa valeur.

Le grec, le latin, l'arabe, l'espagnol ont tous eu leur heure de gloire. Au XVIII^e siècle, le français jouissait du statut de *lingua franca* dans la diplomatie et à la cour des souverains d'Europe et d'Asie. Aujourd'hui, c'est l'anglais qui domine partout, et c'est là, à n'en pas douter, la conséquence de l'hégémonie politico-économique des Etats-Unis d'Amérique.

Certes, le français n'est pas encore mort, mais force nous est de constater qu'il n'évolue plus au rythme qu'il faudrait. Il traduit, beaucoup plus qu'il n'invente, les mots désignant des objets et des phénomènes nouveaux. Ces mots, de même que les objets et phénomènes qu'ils décrivent, viennent, pour la plupart, des Etats-Unis. De plus, on note que, par l'opération de l'Académie et des

36) Donald Creighton, *Saturday Night*, septembre 1966.

37) Jean-Charles Harvey, au Kiwanis de Montréal, *The Montreal Star*, 1966.

puristes, le français cherche à s'immobiliser dans une perfection classique. On dirait que, sans s'en rendre compte, il abandonne la course. Il faut voir avec quelle ardeur linguistes et grammairiens s'emploient à condamner plutôt qu'à innover. Heureusement que des lexicographes mieux avisés n'ont pas hésité, ces derniers temps, à accueillir dans la langue nombre de termes anglais qui n'ont pas d'équivalents en français.

Vivre en Amérique du Nord, et par conséquent, vivre au coeur même du monde anglophone, et avoir, tous les jours, à recourir à des termes de civilisation qui n'existent pas en français, s'exposant par le fait même aux foudres des puristes, représente un défi propre à provoquer la rage des partisans du français à tout prix. Saisis de panique, les « enragés » en viennent à croire que la mort de la langue est pour demain, et ils se mettent à prescrire les remèdes les plus invraisemblables. Ainsi, l'an dernier, le *Conseil des Arts du Québec* crut devoir préconiser le retour au concept des « grosses familles » comme moyen d'assurer la suprématie du français au Québec, ce qui, selon un journaliste anglophone de Montréal, équivaut à dire que, pour survivre, le Canada français doit demeurer un anachronisme d'esprit rural, tout à fait en marge du courant nord-américain de pensée.⁽³⁸⁾

D'autres enragés se font activistes et tentent d'appliquer de force ce que Pierre Elliott Trudeau appelle un « confessionnalisme linguistique ».

Ces gens voudraient faire voter une loi qui oblige les Néo-Québécois à fréquenter les écoles francophones. On croit qu'en obligeant ainsi les nouveaux venus à fréquenter l'école française on accroîtra d'autant l'influence des Francophones en Amérique du Nord. Voici comment le journaliste Jean-Marc Léger — partisan de cette thèse — décrit la situation :

« La minorité anglophone au Québec forme environ 21% de la population aujourd'hui. De ces 21%, les véritables Anglo-Saxons d'origine représentent moins de 9% ; les autres, 12 à 12.5% sont des Néo-Québécois de toute origine assimilés par la minorité (...) La clé du problème, c'est évidemment que le français devienne la langue de travail au Québec, la langue sans laquelle il soit impossible de vivre et de travailler

38) Thomas Sloane, *The Montreal Star*, VII-19-68.

« normalement (...) Il n'y a d'autre solution que dans la
« récupération totale par le Québec de la compétence en ma-
« tière d'immigration et dans l'obligation faite aux Néo-Qué-
« becois de fréquenter l'école de langue française. »⁽³⁹⁾

Pour ceux qui croient qu'une indépendance absolue du Québec restituerait aux Canadiens français la cloche de verre qui les mettrait à l'abri de toute influence anglophone dans leur province et dans leur pays, l'argumentation de Jean-Marc Léger est logique.

En effet, il semble bien évident que s'il était possible que le Québec fût vraiment séparé du grand tout canadien, et par extension, du grand tout nord-américain, les Francophones y seraient en majorité et les étrangers qui viendraient s'y établir devraient forcément apprendre à parler français. Mais c'est là une vision de l'esprit. Même séparé, et en mettant toutes les chances du côté des théories séparatistes, le Québec demeurera toujours une enclave assiégée au flanc du continent. Même appuyés d'une politique et d'une police vigilantes, les « Québécois » n'arriveront jamais à résister au pouvoir d'attraction des Etats-Unis, cet énorme pays qui se trouve à nos portes et dont l'empire de l'appareil économique et des *mass media* s'étend désormais au monde entier. A moins de renoncer aux séductions de l'*Affluent Society*, et de retourner à la vie recluse des ruraux d'antan, les Québécois ne pourront pas échapper à l'obligation de gagner leur vie plus ou moins en anglais. Or, les Néo-Québécois ne viennent pas au Québec pour des motifs de culture, mais pour s'intégrer à l'*Affluent Society*, et ce faisant ils se trouvent à réduire l'influence de « la majorité francophone » du Québec, ce qui irrite les nationalistes qui, faute d'arguments, en viennent à succomber à la tentation de la tyrannie et de la violence.

Les journaux ont publié à pleines pages des photos de scènes de violence à Pierrefonds ou des membres du *Rassemblement pour l'indépendance nationale* (RIN) ont provoqué « pacifiquement » la police et des contre-manifestants anglophones ; à Saint-Henri où des membres du même RIN ont cassé des vitres à la nouvelle *Ecole James Lyng* et saccagé le parc Sir-Georges-Etienne-Cartier ; aux abords du *train de la Confédération* où des séparatistes ont illustré la langue française à coups d'uppercuts à la figure des membres de

39) Jean-Marc Léger, *Le Devoir*, VI-14-68.

la *Gendarmerie royale* ; à Saint-Léonard où les gens du *Mouvement pour l'intégration scolaire* (MIS) ont commencé à sonner le glas de toute immigration non-francophone au Québec.

Après avoir été durant plusieurs années un modèle de *fair play* et de tolérance, voici que le Québec commence à passer pour intolérant et fanatique, parce que quelques centaines de nationalistes ont plus d'imagination que de jugement.

« Ce serait une ironie du sort, dit Frank Scott, si le Québec
« adoptait la politique linguistique du Manitoba, et ce, après
« presque un siècle de condamnation, et au moment même où
« le Manitoba est à rejeter cette politique. »⁽⁴⁰⁾

« Pendant que nous tentons de rendre plus aisée la situation
« du français en Ontario, dit un député de cette province, il
« semble qu'au Québec l'on fasse tout pour rendre moins aisée
« la situation des personnes de langue anglaise. »⁽⁴¹⁾

« Ironie du sort, écrit de son côté le *Montreal Star*, ce qu'un
« groupe de nationalistes québécois tentent d'empêcher à Saint-
« Léonard est précisément ce pourquoi d'autres Canadiens fran-
« çais ont lutté ailleurs au Canada durant plusieurs années. »⁽⁴²⁾

Le groupe nationaliste auquel on fait allusion ici ne représente qu'une infime minorité dans la communauté canadienne-française, mais cette minorité est tapageuse et agissante. Elle conçoit le Québec comme une majorité francophone dans laquelle doivent venir se fondre tous les Néo-Québécois. Or, contraindre les Néo-Québécois à fréquenter l'école française sous prétexte qu'ils doivent apprendre la langue de la majorité, c'est ignorer sciemment l'environnement où se développe le Québec ; c'est se faire accroire que le milieu géographique d'ici est semblable à celui de la France.

C'est bien évident qu'en France, tout immigrant doit apprendre le Français. Au Québec, ce n'est pas aussi évident. Pourquoi ? C'est incontestablement à cause de l'environnement. L'Europe forme encore une mosaïque d'économies plus ou moins cloisonnées. En conséquence, un pays comme la France ressemble à un lac linguistique tranquille qui ne subit que fort peu l'influence de ces autres

40) Frank Scott, *La Presse*, VIII-22-68.

41) M. Knight, *Le Devoir*, VII-23-68.

42) *The Montreal Star*, VI-13-68.

lacs linguistiques que forment l'Allemagne, l'Espagne, l'Italie. Cloisonnée derrière un isolationnisme tissé de rancunes séculaires, l'« Europe des patries » commence à peine sa marche en vue de constituer « les Etats unis d'Europe ».

La situation du Québec est loin d'être la même. Contrairement à l'Europe, l'Amérique forme un tout économique. Certes, le français est la langue de la majorité au Québec, mais cette « majorité » n'est que théorique. Elle ne ressemble en rien à un lac linguistique protégé. Au contraire, elle est cernée et débordée de toute part par une majorité anglophone, tant sur le plan national que continental. S'il fallait hasarder une comparaison, on pourrait dire qu'elle s'apparente à peu près à la majorité linguistique que forme le pays basque par rapport à l'Espagne ou à la France.

La majorité linguistique francophone du Québec n'a rien du lac isolé et protégé. Elle forme plutôt une rivière turbulente qu'attire le fleuve anglophone canadien, puis l'océan étatsunien — deux courants irrésistibles.

Le phénomène d'environnement a de quoi inspirer des craintes, mais les nationalistes qui croient pouvoir l'enrayer en contraignant les Néo-Québécois à fréquenter l'école française s'illusionnent grandement. Ils demandent au gouvernement d'agir et ils ne semblent pas se rendre compte à quel point pareille initiative serait artificielle. Ils ne voient pas davantage — ou feignent de ne pas voir — l'odieux de lois d'exception qui empiéteraient dangereusement sur la liberté de ceux qu'on cherche à assimiler de force. Si ces nationalistes voulaient rester logiques avec eux-mêmes, non seulement ils rendraient obligatoire l'école française aux Néo-Québécois, mais encore aux Anglophones du Québec, et surtout, aux Francophones. Ainsi les Néo-Québécois ne se sentiraient pas seuls obligés à travailler à la défense du français.

Mais voilà, les « deux groupes fondateurs » ne toléreraient pas qu'on leur dicte leur conduite en quoi que ce soit, surtout pas en ce qui concerne les questions scolaires. Ils se sentent assez forts pour résister aux pressions de l'autre, tandis que les Néo-Québécois...

Pour comprendre tout ce qu'ont d'antidémocratiques les lois auxquelles on songe en vue d'imposer l'école française aux Néo-Québécois, il suffit de poser quelques questions. Que diraient les Canadiens français si la majorité anglophone du Canada tentait de

faire voter des lois pour rendre obligatoire la fréquentation de l'école anglaise ? Ils rouspéteraient de la belle manière, alléguant qu'ils ont le droit d'apprendre ou de ne pas apprendre l'anglais, et ils auraient raison.

Autre question : est-il possible d'obliger les Québécois d'origine anglo-saxonne à fréquenter l'école française ? Evidemment non. Les Anglophones rouspéteraient à leur tour et diraient qu'ils ont le droit d'apprendre ou de ne pas apprendre le français, et ils auraient raison.

Pourquoi un abus de pouvoir, impensable quand il s'agit des Francophones ou des Anglophones du Québec, serait-il justifiable quand il s'agit des Néo-Québécois ? On n'impose pas plus une langue aux gens qu'on ne leur impose une religion. En toute logique, comment peut-on croire que le fait de mettre les Néo-Québécois dans l'obligation de fréquenter l'école française va leur inspirer du respect pour la langue française, et par surcroît, de l'attachement et de l'amitié pour les Canadiens français ?

J'ai drôlement l'impression qu'en obligeant les Néo-Québécois à fréquenter l'école française, les nationalistes se trouveraient à compromettre sérieusement à long terme toute politique d'immigration au Québec. Ils seraient les premiers à instaurer une tyrannie de ce genre. En France, en Espagne, en Italie et dans plusieurs autres pays d'Europe, il n'est pas nécessaire de voter des lois pour amener les immigrants à apprendre la langue du pays. Si cette initiative paraît nécessaire au Québec, c'est un signe que le caractère majoritaire du français au Québec n'est pas aussi évident qu'on dit.

Rien ne sert de se leurrer. Si la tâche des Québécois francophones consiste à restituer au français une sphère d'influence en Amérique du Nord, aussi bien prédire que l'échec est assuré. Les Canadiens français ne réussiront pas en Amérique ce que la France n'est plus capable de réussir en Europe. Encore bien moins qu'en Europe, le français ne saurait endiguer l'anglais en Amérique. L'hégémonie du français est bel et bien révolue. En Occident, il demeure une langue de culture qui est en train de figer dans sa perfection classique, tandis qu'au Canada il demeurera sans doute encore longtemps une langue d'usage interne.

La loi ne peut rien pour ou contre la langue que parlent ou veulent parler les gens. Seul le poids de la majorité réelle (et non seulement théorique) peut en assurer le rayonnement. La bienveil-

lance de la majorité anglophone à l'égard du français au Canada, ainsi que les dispositions constitutionnelles prises en vue d'en promouvoir l'usage ne seront jamais que des cataplasmes tant que les Francophones ne prendront pas, eux-mêmes, le bon parti de mettre du français, non seulement dans leur vie familiale, mais encore dans leur vie sociale et économique.

J'ajoute même — et il m'est infiniment pénible de le faire — que lorsqu'une langue est défigurée et frappée d'infirmité, comme c'est malheureusement le cas chez nous, les lois ne peuvent plus rien pour elle. Dans les circonstances, toute loi apparaît même comme une mesure de facilité qui n'a pour effet que de donner bonne conscience aux partisans du moindre effort. Pareille mesure ne fera qu'indisposer les Néo-Québécois à l'égard des Canadiens français, et n'améliorera en rien le sort de la langue. Le français ne s'est toujours imposé que par son charme et sa finesse.

A la recherche du juste milieu

En vérité, au Québec, les jeux sont faits. Les élites canadiennes-françaises qui assurent le fonctionnement de la politique, de la finance, du commerce, de l'industrie, des communications et de l'information parlent toutes anglais. Ce phénomène infirme grandement les thèses de ceux qui prônent l'unilinguisme francophone sous prétexte que le français est la langue de la majorité au Québec.

Certes, le français est bien la langue de la majorité au Québec, mais la grande et moyenne élite de cette majorité est bilingue, et c'est là un fait avéré et connu de tous. Les Anglophones du Québec savent fort bien que la classe dirigeante canadienne-française est parfaitement bilingue, et ils se demandent pourquoi on exige d'eux maintenant qu'ils apprennent une langue qui ne leur est d'aucune utilité ? Car c'est bien là la vérité brutale : les Anglophones québécois n'ont pas besoin d'apprendre le français, mais les Francophones — à moins de se contenter d'un petit commerce ou d'une petite profession en province — ont besoin d'apprendre l'anglais, et ce, non parce que les Anglophones sont d'arrogants égocentristes, non pas parce que le français est une langue déficiente, mais tout simplement parce que le poids de la majorité qui parle anglais rend

dérisoire l'importance économique et culturelle de ceux qui ne le parlent pas.

Il faut que le français devienne langue de travail au Québec, disent les nationalistes. C'est vrai : au niveau de la main-d'oeuvre non spécialisée, c'est-à-dire, au niveau de l'exécution des tâches, le bon sens même exige que la langue de travail soit le français. Le bilinguisme n'est pas accessible à tous. Les cols bleus du Québec ont droit d'exiger que leurs patrons ou contremaîtres commandent, et affichent leurs directives, en français.

Mais au niveau des services, ainsi qu'au niveau de la spécialisation et de la distribution des tâches, il faudra bien qu'intervienne l'homme-clé bilingue. On ne peut pas espérer, par exemple, que la haute direction de la *General Motors* apprenne le français afin que tous les Canadiens français à son service, à la succursale de Sainte-Thérèse, puissent utiliser le français comme langue de travail. Il faudra bien qu'à un certain niveau, un intermédiaire bilingue intervienne.

Autre exemple : on ne peut espérer que toutes les agences de presse diffusent leurs dépêches en français, et ce, du point d'origine, afin que tous les journalistes francophones du Québec bénéficient, eux aussi, de leur droit de travailler dans leur langue. On pourrait multiplier les exemples.

Le bilinguisme est donc indispensable, car il faut beaucoup de bilingues au sommet de la pyramide. Justement, il y en a beaucoup au Québec. Incidemment, toute la classe dirigeante francophone parle anglais. Ces gens commandent, forcément, les plus hauts salaires, et leur nombre croissant finit par fausser singulièrement le principe du français langue de travail. En définitive, ce principe finit par ne s'appliquer qu'aux manoeuvres, les autres, les gens de professions, les techniciens et les 9 à 5 en général, sachant parler couramment anglais. Il reste que pour des raisons d'efficacité ou de simple décence, les cols bleus ont le droit d'exiger de travailler dans leur langue.

En plus de la langue de travail, les nationalistes parlent aussi souvent de l'unilinguisme francophone. Selon eux, seul le français devrait être la langue officielle et reconnue, et tous les Québécois devraient s'exprimer uniquement en français, attendu toujours que le français est la langue de la majorité.

L'exigence est cocasse. Elle suppose que tous ceux qui sont bilingues devraient s'efforcer de ne plus entendre et de ne plus parler anglais. Elle suppose que tous les Anglophones devraient s'appliquer à ne parler leur langue qu'en famille, s'ingéniant à s'adresser partout en français. Elle suppose que tous les commerces et toutes les entreprises devraient se donner des raisons sociales uniquement françaises. Elle suppose que le gouvernement et tous les services publics ne devraient faire leurs affaires qu'en français. Elle suppose qu'on devrait abolir, éventuellement, tout le système scolaire des Québécois anglophones.

Comme on le voit, il suffit d'énumérer un peu ce que suppose l'application du principe de l'unilinguisme ou de l'école française obligatoire aux immigrants pour entrevoir l'arbitraire tyrannique qu'entraînerait son application.

Les nationalistes devront finir par admettre que les théories trop rigides finissent toujours par se révéler difficilement réalisables dans les faits.

Tout aussi irréalisable le retour au messianisme de Mgr Paquet, où le rêve clérical de la revanche des berceaux, ou enfin l'idée d'une législation draconienne pour rendre obligatoire l'étude du français aux Néo-Québécois. Ces théories, issues de cerveaux obsédés par des symboles dont ils exagèrent l'importance doivent être écartées avec la dernière énergie. Elles représentent des mesures de facilité aussi futiles que dangereuses, car des politiques qui font fi des libertés et des droits de l'homme finissent toujours par se retourner contre ceux qui les appliquent.

Les Francophones du Québec n'ont jamais eu besoin d'asservir ou d'écraser les autres pour assurer la perpétuation de leur parlure et de leurs traditions depuis trois siècles. Ils n'ont même pas eu besoin d'appeler au secours. Ils se sont eux-mêmes imposé les tâches qu'il fallait, car ils ont toujours compris d'instinct que c'est à eux, et non aux Anglophones, non aux Néo-Québécois, non aux lois, non à la Constitution qu'il appartient de maintenir la langue française au Canada, mais à eux seuls. La règle n'a pas changé.

Aujourd'hui, comme au temps des « habitants » du régime français, il importe de continuer à faire la guerre à tout ce qui défigure la langue française au Québec. Il faut surtout décréter la mort du *joual* : cette infirmité linguistique qui afflige tout autant

l'anglais que le français en Amérique du Nord. Un journaliste notait, il y a quelque temps, que le français du Québec se compare à celui de Paris à peu près comme l'argot de Brooklyn à l'anglais d'Oxford. On pourrait dire la même chose de l'espagnol d'Amérique latine comparé à celui de Madrid.

Un simple quidam a pu noter — fort justement d'ailleurs — que pour les Néo-Québécois, le français d'ici n'a que « l'apparence d'une langue indigène, une langue parlée par quelques descendants de colons français, mini-culture à l'agonie ».⁽⁴³⁾

Sans aller jusqu'à dramatiser, on peut bien répéter, pour la ...ième fois, que la langue parlée se meurt, surtout dans la région métropolitaine. Ce fait contribue à faire progresser l'agonie de la culture francophone au Québec. Il faut que chacun s'efforce, à tous les niveaux de son activité, de corriger les faiblesses de la langue parlée. Ni la Constitution, ni les lois n'empêchent les Francophones d'agir sur ce plan. En effet, qu'est-ce donc qui empêche les Canadiens français de mieux parler leur langue ? Qu'est-ce qui les empêche de participer majoritairement aux manifestations culturelles de leur milieu ? Qu'est-ce qui les empêche d'être fiers de leurs gloires nationales, de leurs grands artistes, de leurs écrivains ?

Qu'est-ce qui empêche les Canadiens français de donner à leurs maisons, leurs rues, leurs quartiers un cachet particulier ? Qu'est-ce qui les empêche de donner des raisons sociales françaises à leurs entreprises et d'y mettre des affiches et enseignes françaises ? Qu'est-ce qui les empêche d'acheter et de lire des journaux et revues francophones ? Bref, si les Canadiens français sont vraiment convaincus de posséder une langue et une culture incomparables, qu'est-ce qu'ils attendent pour en vivre pleinement ?

Ah ! si seulement les Canadiens français se mettaient une bonne fois à parler une langue plus châtiée, s'ils affichaient leurs commerces ou entreprises en français, si un plus grand nombre participait aux activités culturelles, si chacun s'appliquait à mettre du français dans sa vie — non comme des « jouaux » mais comme des gens civilisés — le visage de Montréal se trouverait complètement transformé. Je suis convaincu qu'il suffirait d'un effort aucunement

43) Raymond Brodeur, Lettre aux lecteurs, *La Presse*, XI-1-68.

surhumain pour que Montréal devienne le milieu francophone assimilateur qu'il doit être. Si ce milieu devenait le moindrement agissant, plus personne ne songerait à recourir aux lois pour imposer le français. Ce ne serait plus nécessaire.

Hélas, à les entendre parler leur langue et à les voir se comporter dans leur vie de tous les jours, on dirait que les Canadiens français s'ingénient à fournir la preuve que leur société n'a aucune valeur civilisatrice. On dirait qu'ils s'appliquent à décourager les immigrants de vouloir s'y assimiler. On dirait même qu'ils s'efforcent de démontrer qu'eux-mêmes n'attachent aucun prix à leur propre culture.

Ce n'est pourtant pas le cas. Les Canadiens français admirent ceux qui savent s'exprimer correctement et avec élégance. Ils apprécient les bonnes manières, mais ils souffrent d'un stupide complexe d'infériorité, et ils préfèrent crâner, et en « joual », plutôt que de se l'avouer. Ils exagèrent dans le sens de la vulgarité, tout comme ces sentimentaux qui rient très fort pour mieux dissimuler leur trouble ou leur émotion. Ils savent admirer ce qui est beau et bon, et qui vient de France, des Etats-Unis et même du Canada anglophone. Mais quand il s'agit de ce que leur milieu produit, ils se défient. Ils croient que ce n'est pas vrai... et ils ricanent.

Quand quelque chose de valable se produit au Québec, les Canadiens français sont portés à dire : il y a maldonne ; on exagère ; quelqu'un a dû tricher. Il faut beaucoup de volonté pour surmonter un complexe inculqué par tant de générations de refoulés. Le Canada français surnage à coups d'actes de volonté.

« Notre civilisation française est terriblement volontaire, dit
« Jean-Charles Bonenfant. Elle manque de spontanéité et, lors-
« que nous parlons, lorsque nous écrivons, lorsque nous pensons,
« nous devons sans cesse nous surveiller pour ne pas trahir (...)
« La civilisation française a du mal à pénétrer dans les moindres
« détails de notre vie sociale, de notre vie juridique et de notre
« vie politique. »⁽⁴⁴⁾

Le volontarisme qui caractérise la parlure et la culture francophone au Québec fait contraste avec ce qui se passe ailleurs. En effet, aux Etats-Unis, en Angleterre, en France et partout où

44) Jean-Charles Bonenfant, au congrès de l'ACELF, à Régina — *La Presse* VIII-17-66.

n'existe pas le pluralisme linguistique et culturel, la culture va de soi. Les gens n'ont, en quelque sorte, qu'à se laisser vivre.

Au Québec, les Francophones doivent se rappeler à l'ordre au moins deux ou trois fois par siècle. Ils doivent constamment surveiller leur conduite car, comme le faisait si bien remarquer le père Georges-Henri Lévesque, il y a maintenant un bon moment :

« La culture n'existe pas par elle-même. Ce qui existe, c'est
« un homme cultivé. Or, cet homme, il vit. Et sa culture vit
« avec lui. Elle demeure avec lui. Elle voyage avec lui. Avec
« lui, elle s'expose à toutes les rencontres de la vie, à toutes
« ses forces et à toutes ses influences, à tous ses coups et à
« toutes ses évolutions (...) La culture vivante et forte n'a pas
« besoin d'avoir peur. Le fanatisme, la politique, l'argent, les
« armes même ne peuvent rien contre elle. Une culture n'est
« jamais vaincue que par sa propre faiblesse. »⁽⁴⁵⁾

Le défi des Canadiens français consiste, d'une part, à conserver une langue et une culture dont les avantages ne comptent vraiment que pour eux. Tout en apprenant l'anglais le mieux possible afin de participer de plein pied à la civilisation nord-américaine. Le bilinguisme a mauvaise presse auprès des nationalistes. Mais des citoyens fort respectables le jugent enrichissant.

« Je suis convaincu, dit le célèbre neurologue canadien, Wilder
« Penfield, que le bilinguisme et le biculturalisme sont deux
« grandes sources de vigueur au Canada : ils nous font diffé-
« rents des Etats-Unis et nous donnent un grand avantage sur
« ce pays. »⁽⁴⁶⁾

Mais la valeur du bilinguisme et du biculturalisme ne saute pas aux yeux de tout le monde. Un professeur de McGill note froidement mais avec raison :

« Le bilinguisme est plus important pour les Francophones du
« Québec, entourés de la masse anglophone de l'Amérique du
« Nord, qu'il ne l'a été pour la population d'expression an-
« glaise du Québec. »⁽⁴⁷⁾

45) Georges-Henri Lévesque, à l'ICAP — *Le Devoir*, IX-23-55.

46) Wilder Penfield, *La Presse*, II-19-63.

47) Le professeur Lundgren, *Le Devoir*, IV-23-68.

Le bilinguisme n'est pas facile, et il ne fait pas de doute que les bilingues se trouvent handicapés par rapport aux unilingues. Les peuples dont les dirigeants et les employés spécialisés n'ont qu'une langue à apprendre pour gagner leur vie, détiennent un avantage certain sur ceux qui doivent en apprendre deux ou plusieurs. Encore faut-il ajouter qu'en dehors des collectivités d'expression anglaise, russe ou chinoise, rares sont celles qui peuvent encore se payer le luxe d'être strictement unilingues.

En plus de leur langue, les dirigeants et ouvriers spécialisés de la plupart des pays d'Amérique, d'Europe, d'Afrique et d'Asie doivent apprendre l'anglais. Par le fait même, le temps que tous ces gens doivent employer à apprendre cette langue retarde et gêne forcément l'étude de disciplines et techniques directement nécessaires à la spécialité.

Mais il y a des compensations. S'il s'agissait d'apprendre une langue extrêmement complexe, comme, par exemple, le chinois ou le japonais, ou encore, s'il s'agissait d'apprendre une langue sans aucune espèce de valeur culturelle, on serait justifié de se montrer hostile. Mais l'anglais est incontestablement l'une des grandes langues de culture en Occident. Au demeurant, c'est une langue facile à apprendre, son lexique étant vivant et fonctionnel, l'orthographe et la grammaire ne représentant aucune difficulté sérieuse.

Les petits Canadiens français viennent en contact avec la langue anglaise dès que leur intelligence s'ouvre à la vie. Tous les jours, les sons et expressions particulières à cette langue leur parviennent par le truchement de la radio, de la télévision et du film. Ils trouvent partout, dans la maison paternelle, des journaux, des livres et des revues rédigés en anglais. Compte tenu de cette action constante du milieu, les Canadiens français ont-ils encore tellement raison de dire que l'anglais, pour eux, est une langue étrangère ? N'y aurait-il pas lieu, plutôt, de commencer à considérer l'anglais, non plus comme une langue étrangère, mais comme aussi « notre langue » ? Une langue de culture et de travail indispensable. Un Canadien français ne se diminue pas en apprenant l'anglais. Au contraire, il accède, de plein pied, à une communauté linguistique continentale, voire mondiale. Anciennement, on pouvait dire : « j'ai deux amours : mon pays et Paris » ; aujourd'hui, nombre de gens peuvent dire : j'ai deux langues, la mienne et l'anglaise.

Je n'ignore pas que beaucoup de Canadiens français sont en train de perdre leur langue — sinon la langue parlée, du moins la langue écrite. Mais au fond, que perdent-ils ceux-là qui parlent plus souvent anglais que français ? Est-ce qu'un individu qui ne sait parler que « joual », et qui n'arrive pas à écrire et à construire correctement deux phrases en français, a vraiment quelque chose à perdre du côté de la langue ? Au contraire, il a tout à gagner en apprenant à parler au moins une langue convenablement. Or, il apprend l'anglais, car il voit bien que c'est en anglais que se font maintenant les affaires importantes dans le monde. C'est en anglais que s'écrivent les livres qui font autorité dans à peu près toutes les disciplines de la science. C'est en anglais que se pratiquent les sports. C'est en anglais que paraissent les films et les spectacles destinés aux masses. Que cela plaise ou non, le français, hors de France, est devenu un luxe que seule peut maintenant se permettre une bourgeoisie traditionnaliste.

Le peuple va d'instinct à la langue la plus susceptible d'accroître et de faciliter « le gagne ». Ils rêvent ceux-là qui croient pouvoir renverser cette situation de fait irréversible. Les gens du peuple n'en font guère une question sentimentale. Ils apprennent l'anglais parce qu'ils sentent que c'est un moyen évident d'améliorer leur bien-être économique. Certes, ils continueront encore longtemps à parler français à la maison, mais au bureau ou à l'usine, ils parleront anglais afin de se mériter plus d'avancement.

Mais la bourgeoisie fait de la survivance du français une question de vie ou de mort. C'est normal qu'elle raisonne de la sorte, car si l'usage du français, comme langue de travail, devait décroître davantage, ce ne serait pas les ouvriers manuels, les techniciens ou autres cols bleus qui en souffriraient, mais bien les gens de robe (dont la clientèle irait diminuant), les intermédiaires — patrons ou interprètes — dont les services deviendraient de moins en moins requis, les comédiens qui ne pourraient plus jouer en français, les écrivains dont les livres ne se vendraient plus, les journalistes qui n'auraient plus de journaux où vendre leur prose ; bref, toute cette bourgeoisie dont le prestige et la fortune dépendent du rôle d'intermédiaire qu'elle joue entre le *Power Elite* et le peuple. Plus le peuple est en mesure de communiquer directement avec ce *Power Elite*, plus la bourgeoisie se sent menacée et plus elle se rebiffe.

Mais la bourgeoisie n'arrêtera pas le cours inexorable des choses. Qui sait ? D'ici quelques siècles, la fusion des langues *barbares* (entendons « joualisantes ») qui se parlent présentement en Amérique du Nord, donnera peut-être naissance à une langue nouvelle : une langue synthétique formée de symboles et de sigles, et transcrites à l'aide d'idéogrammes. . . .

Comme le français sortit, jadis, du « joual » latino-germanique, de même la langue américaine sortira sans doute du joual anglo-franco-ibérique qui se parle présentement sur nos continents. . . .

7 | Le séparatisme à la mode du siècle

Il se peut qu'aux yeux de l'histoire, les années soixantes de notre glorieux vingtième siècle évoqueront une époque de contestation, de haine et de violence. On aura rarement vu tant de jeunes, dans tant de pays, s'ingénier à créer partout une ambiance de défiance, de haine et de violence. On aura rarement vu tant de jeunes, dans tant de pays, se donner le mot pour prononcer des condamnations sans appel contre les idéaux et les structures des sociétés tant capitaliste que socialiste. Bref, on aura rarement vu tant de jeunes, dans tant de pays, insister pour marquer, avec autant de désinvolture, leur insubordination politique, économique, sociale, esthétique, sexuelle, voire même vestimentaire. Quel sens attribuer à ce phénomène ?

On peut hasarder plusieurs explications. Je me permets d'en hasarder une qui pourrait peut-être servir d'amorce à une étude plus poussée du phénomène de la contestation au Québec.

On ne peut manquer de noter que le phénomène en question se produit au tout début de l'ère nucléaire (ce qui est déjà un bon début d'explication). On ne peut manquer, non plus, de noter qu'il se produit au moment où l'on constate un sérieux fléchissement de l'autorité dans la famille et dans l'Eglise. Par voie de conséquences, les effets de ce fléchissement se répercutent au niveau gouvernemental, universitaire et scolaire.

Presque simultanément, le père, le pape, le prince, le curé, le maître et la police semblent avoir perdu tout prestige et toute autorité. Les jeunes — d'ordinaires légers et amoraux — se révèlent, tout à coup, singulièrement sérieux et moralistes. Ils condamnent à peu près tout ; veulent tout changer ; cèdent volontiers à des accès de haine et de violence et recoivent naturellement l'appui de tout

ce que compte d'éléments troubles les milieux étudiants, enseignants, journalistiques, syndicalistes, politiques et même ecclésiastiques.

Au Québec, le phénomène joue surtout contre les structures sociales et politiques. Des opportunistes, entourés d'extrémistes, proclament que rien ne va plus, qu'il importe de tout renverser et qu'il faut opposer « un refus global à la société québécoise » — rien de moins. C'est dans ce contexte qu'il faut examiner le phénomène séparatiste qui a débuté avec la « révolution tranquille » en 1960.

On a fait volontiers des gorges chaudes au sujet de cette révolution tranquille, mais c'est pourtant ce phénomène qui, tout en libérant des énergies trop longtemps contenues, fit d'une part naître tous les espoirs, et d'autre part, éclater maints extrémismes.

En 1960, la génération des technocrates accédait au pouvoir et provoquait un foudroyant mouvement de réforme de l'enseignement au Québec. En même temps, une nouvelle génération fut prise de l'irrésistible besoin de se dégourdir après le long hivernement intellectuel de ses pères. Elle ouvrit les yeux sur un monde qu'elle ne trouvait guère joli. Elle se mit à le rejeter.

C'est dans ce contexte de contestation qu'une partie de la jeunesse canadienne-française en vint à opter aussi pour le séparatisme. Ainsi, les dirigeants de cette jeunesse ne sont pas partis du séparatisme pour en venir à la contestation, mais ils sont plutôt partis de la contestation pour en venir au séparatisme — forme extrême, pour eux, de la contestation.

Paul Chamberland, jeune poète et essayiste, synthétisa, en un texte percutant, la révolte de sa génération. Voici quelques bribes tirées de ce texte remarquable : « Je prends acte de notre vie, de notre misère, de notre malheur, de notre écoeurement (...) Nous sommes un peuple de tarés, et je nous ai d'abord cordialement méprisés (...) Nous avons vécu deux cents ans d'oppression et de lent génocide (...) Je ne me reconnais aucune fidélité (...) Je n'accepte qu'un seul style : hurler ; une seule éthique est praticable : la violence (...) Je détruis tout ce passé de honte. »⁽¹⁾

Ce « hurlement » du poète traduit bien l'angoisse des plus généreux de sa génération, soit une minorité, la majorité devant s'orienter vers des « contestations » plus précises. L'étoile de cette

1) Paul Chamberland, *Parti pris*, vol. 2 no 5 — janvier 1965.

majorité devait se lever à Ottawa où un jeune chimiste commençait à faire parler de lui. Apparemment téléguidé par le *brain trust* de l'université d'Ottawa et de l'Ordre de Jacques-Cartier, Marcel Chaput fit paraître un livre fort bien fait et, somme toute, assez modéré, dans lequel se trouvent résumés, en formules bien frappées, la plupart des slogans qu'adoptent depuis séparatistes, indépendantistes et souverainistes.

« Nous en avons marre, écrit Marcel Chaput, d'être des citoyens de deuxième classe, menant une vie nationale amoindrie (...) Il faut révoquer le bilinguisme constitutionnel et proclamer le français seule langue officielle au Québec (...) Il faut choisir de ne plus être une minorité (...) Le séparatisme est le plus grand cri de foi en la nation canadienne-française jamais lancé (...) La Confédération n'est pas une véritable confédération ; rien ne nous empêche d'en sortir. Faisons l'indépendance d'abord ; nous songerons à l'association ensuite. »⁽²⁾

Ces idées de base devaient bientôt faire naître des partis politiques et une bonne douzaine de groupuscules qui vinrent s'ajouter aux associations patriotiques déjà existantes. C'est ainsi qu'à côté de mouvements politiques tels le *Rassemblement pour l'indépendance nationale* (RIN), le *Ralliement national* (RN) et le *Mouvement souveraineté-association* (MSA), on vit renaître des associations comme la *Saint-Jean-Baptiste* et la *Ligue d'Action nationale*, en même temps que se fondaient les *Etats généraux du Québec*, la revue *Parti pris*, le *Club fleur-de-lys*, les *Chevaliers de l'indépendance*, la *Société nationale populaire*, le *Comité de vigilance nationale*, le *Parti Québécois* (fusion du MSA, du RN et du RIN), sans oublier le groupe clandestin dit du *Front de libération québécois* (FLQ).

On sait le reste. Les slogans séparatistes ont commencé à circuler, enflammant les dirigeants des syndicats professionnels, et envahissant les salles de rédaction. Animés de l'esprit de croisade qui caractérise la jeunesse contemporaine, les leaders séparatistes ont réussi à traumatiser la population. Des bombes éclatèrent un peu partout.

2) Marcel Chaput, *Pourquoi je suis séparatiste*, Ed. du Jour, Montréal 1961.

Contestation séparatiste, contestation ouvrière, contestation étudiante. . . . On ne sait vraiment plus quelles sont les priorités : séparatisme politique ? mort du capitalisme ? instauration du pouvoir étudiant ? Chacun crie sa vérité. Les autorités politiques et policières se trouvent débordées.

Une voix a longtemps dominé la mêlée, et c'est celle de Pierre Bourgault : un tribun de talent qui sait l'art de faire vibrer les jeunes.

« Pour Ottawa, dit Bourgault, le Québec n'est rien d'autre
« qu'une réserve indienne (...) Il faut parler l'anglais pour
« obtenir du travail au Québec et toute l'économie canadienne
« est orchestrée pour favoriser les autres provinces aux dépens
« du Québec. C'est faux d'affirmer que le Canada est notre
« pays. »⁽³⁾

« Tant que nous subirons le régime confédératif, dit-il encore,
« nous demeurerons dans une condition économique inférieure
« (...) L'indépendance nationale nous procurera l'instrument
« de notre libération, et nous permettra d'organiser nous-mêmes
« notre vie économique, sociale et politique. »⁽⁴⁾

Québec et ses 90 ans d'immobilisme

Les jeunes ne s'en doutent probablement pas, mais leur fureur contre les institutions héritées des aînés découle naturellement du fait que la province de Québec, de 1867 à 1960, a vécu dans l'immobilisme. Les jeunes disent que ce furent là « cent ans d'injustice », mais c'est une illusion. Ce furent presque cent années de non-présence à la réalité du Canada en particulier, et du monde en général.

« Durant la première moitié du XXe siècle, écrivait Pierre
« Elliott Trudeau en 1956, notre pensée sociale fut tellement
« idéaliste, tellement à prioriste, tellement étrangère aux faits,
« et pour tout dire tellement futile, qu'elle ne réussit à peu près
« jamais à prendre corps dans des institutions dynamiques et
« vivantes. »⁽⁵⁾

3) Pierre Bourgault, à ses électeurs du comté de Duplessis, *La Presse*, V-3-66.

4) Pierre Bourgault, aux jeunes du collège Saint-Jean, *La Presse*, X-4-66.

5) Pierre Elliott Trudeau, in *La Grève de l'amiante*, les Editions de Cité Libre, Montréal 1956, p. 11.

Cette longue période d'irréalisme et d'à-peu-près a maintenu le Québec en marge des courants de progrès déclenchés par la nouvelle société industrielle. Les Canadiens français subissent, aujourd'hui, les conséquences logiques de leur longue absence des affaires importantes du pays.

Mais pour comprendre la colère des jeunes et la prudence des moins jeunes, il importe de rappeler des chiffres qui décrivent l'exacte situation du Canada et du Québec en Amérique du Nord.

Il y a quelques années, la *Fédération of Labor* de l'Ontario constatait que la société d'abondance au Canada laisse 5,015,617 Canadiens dans la pauvreté. Là-dessus, 1,376,381 sont d'Ontario — soit 22.1% des habitants de cette province — comme quoi le Québec n'est pas seul à avoir des problèmes. . .

La Fédération constatait également qu'il existe des ruraux au Canada qui doivent se contenter d'un revenu de \$11.71 par mois. De plus, 1,024,785 Canadiens sont sans instruction et doivent se contenter des emplois manuels de moins en moins disponibles. Enfin, au Québec, le revenu per capita est 14% inférieur à la moyenne nationale, et 27% inférieur à la moyenne d'Ontario.⁽⁶⁾

Autres chiffres. Le pouvoir économique au Canada se trouve entre les mains de 183 grosses compagnies. Même si les Canadiens français forment presque le tiers de la population canadienne et la grande majorité au Québec, ils ne figurent, dans les rangs de l'élite économique du pays que dans les proportions de 6.7%.

Quand à l'élite politique, sa répartition par origine ethnique reflète mieux l'importance numérique de chacun. Ainsi, 75% de cette élite est d'origine britannique, 21.7% d'origine française et 3.2% d'autres origines.⁽⁷⁾ John Porter cite des chiffres précis. Sur les 700 Canadiens qui forment le *Power Elite* au Canada, dit-il, on ne compte que 51 Canadiens français. Il ajoute qu'aux échelons supérieurs de l'administration publique, les Canadiens français ne figurent que dans les proportions de 13.4%. Au niveau de la classe ouvrière, les Canadiens français représentent 26% de l'ensemble,

6) *Poverty in Ontario*, The Ontario Federation of Labor, Toronto 1964.

7) Emil Bjarnason, *Class and Elite in Canadian Society*, The Marxist Quarterly, no 16, Winter 1966.

alors que les Canadiens d'origine britannique ne représentent que 7%.⁽⁸⁾

Reste à noter un phénomène de structures industrielles, soit celui d'une meilleure répartition en Ontario qu'au Québec des effectifs ouvriers. Montréal compte 41% de la main-d'oeuvre manufacturière de la province, alors que Toronto n'accapare que 21% de cette main-d'oeuvre. En conséquence, 60% des effectifs ouvriers se répartissent dans 30 villes en Ontario, et seulement dans dix au Québec.⁽⁹⁾

Face à ces statistiques, les nationalistes se laissent facilement gagner par l'indignation et la colère et disent : « Vous voyez bien l'injustice que doit subir le Québec ! »

En effet, tout le monde voit. Mais s'agit-il bien d'injustice ? N'y aurait-il pas aussi une bonne part d'ignorance, d'incurie et de mauvaise administration ? On dirait que certains Canadiens français s'attendent de faire partie de la course sans courir. On dirait qu'ils s'imaginent que les Anglophones leur doivent quelque chose. On dirait qu'ils s'attendent à ce que les autres cueillent pour eux les fruits de la société d'abondance. On dirait qu'ils oublient que l'homme américain vit dans un contexte de concurrence effrénée. Seuls ceux qui courent ont des chances de gagner la course. Or, la bourgeoisie canadienne-française n'a jamais couru très fort. Au contraire, elle a toujours eu tendance à mépriser la course. Plutôt que de s'organiser pour parvenir au sommet, elle a préféré boudier le système ou s'orienter vers les carrières libérales et les arts d'agrément.

C'est un fait que, proportionnellement, les Canadiens français ont plus de chansonniers que les Anglophones ; ils ont plus de comédiens, plus d'écrivains, plus de diplômés des beaux-arts et de la faculté d'anthropologie, bref, comme dirait Duplessis, les Canadiens

8) John Porter, *The Vertical Mosaic : an analysis of Social Class and Power in Canada*, University of Toronto Press, Toronto 1965.

9) André Raynald, *Croissance et structures économiques de la Province de Québec*, Ministère de l'Industrie et du Commerce, Province de Québec, sans date.

français ont plus de « joueurs de piano », mais ils ont moins d'économistes, moins d'ingénieurs, moins de savants, moins d'administrateurs, moins de hauts fonctionnaires.

Non, il ne s'agit pas d'une conspiration diabolique des « Anglais », mais bien plutôt de la rançon d'une éducation tournée vers le passé plutôt que vers l'actuel, axée sur l'abstrait plutôt que sur le concret, friande de symboles plutôt que de réalité. Il faut reconnaître, avec André Raynauld, que la cause du retard des Canadiens français dans le domaine économique n'est nullement attribuable à une « quelconque conspiration anglo-saxonne ». Leur retard est plutôt attribuable au fait que leurs éducateurs, durant la première moitié du XXe siècle, les ont amenés à mépriser les richesses de ce monde et à croire que leur mission était de maintenir bien haut le flambeau de la culture française et de la foi catholique en Amérique du Nord.

Ainsi, pendant que les Québécois francophones méprisaient les biens de ce monde, les Torontois s'organisaient, « en famille », pour s'en emparer. Ils se distribuaient mutuellement les tâches, comme au bon vieux temps du *Family Compact*. Parvenaient au sommet ceux-là seuls qui venaient d'une grande famille, qui appartenaient à l'église anglicane et qui avaient fréquenté les écoles et universités reconnues. En d'autres termes, le *Power Elite* canadien s'est comporté de la même façon que le *Power Elite* américain : il a respecté le principe tacite voulant que la société nord-américaine soit WASP (White, anglo-saxon protestant). Les « Anglais » ont fait en Amérique ce que les Français auraient fait s'ils avaient été en majorité.

Mais aux avantages que leur apportait le fait d'être majoritaires en Amérique du Nord, les Anglophones du Canada devaient de plus profiter d'avantages géographiques du fait que le centre de gravité économique du continent a toujours eu tendance à se déplacer de la mer vers l'intérieur.

En effet, il est curieux de noter qu'après avoir fait la fortune des provinces maritimes, à l'époque où le Canada exportait surtout du bois vers les chantiers navals britanniques, le centre économique du pays s'est progressivement déplacé vers Montréal, puis vers les Grands lacs où il se trouve désormais.

« Le centre du pays, dit Roland Parenteau, c'est l'Ontario. Il y a bien une concentration de population assez considérable dans la région montréalaise, mais celle-ci est tout à fait excén- trique par rapport au reste du Québec, une extension du centre industriel de l'Ontario. »⁽¹⁰⁾

Montréal et sa région, ajoute Parenteau, n'attirent plus guère d'entreprises hors celles qui expédient leur produit à l'étranger, et qui, de ce fait, ont besoin du corridor du Saint-Laurent, ou encore celles qui ont besoin d'une grande quantité d'eau, comme l'industrie chimique ou l'industrie électro-métallique. La grande différence économique entre l'Ontario et le Québec réside dans le fait que l'Ontario détient le gros de cette industrie de base qu'est l'acier au Canada, et par le fait même, possède les grandes industries métallurgiques, y compris celle de l'auto.⁽¹¹⁾

Ceci ne veut pas dire que Québec stagne. Au contraire, selon M. Maurice Bellemare, ministre de l'Industrie, le Québec s'est enrichi d'industries pour une valeur de \$660 millions en 1966, une augmentation de 20.2% par rapport à 1965. Les chiffres correspondants pour l'Ontario sont de \$1.3 milliard, une augmentation de 15.3% par rapport à 1965.⁽¹²⁾ En somme, le décalage du taux de croissance entre le Québec et l'Ontario va diminuant. Le volume des investissements est présentement « le plus haut de l'histoire du Québec », dit M. Bellemare, ce qui indique que la province commence à secouer sa léthargie.

Option séparatiste : option fascinante

Face au succès du *Power Elite* ontarien, les nationalistes canadiens-français ont des accès de fureur et optent pour le séparatisme : solution qui flatte leur goût de refus global et qui a toujours fait trépigner d'aise une certaine bourgeoisie.

10) Roland Parenteau, directeur du Conseil d'orientation économique du Québec, devant les délégués au 10e congrès des Caisses populaires, *La Presse*, X-11-67.

11) R. G. Gibbens, *The Montreal Star*, X-7-67.

12) Id.

En effet, certains Québécois ont toujours été friands de grands mots et de gestes spectaculaires. Le séparatisme leur paraît d'autant plus fascinant que des grands noms de la politique française commencent à en faire l'éloge.

« ... il saute aux yeux, dit Raymond Aron, que l'ethnie française du Canada est assez nombreuse et dispose d'un territoire assez vaste pour constituer un Etat indépendant. Il est probable également que les Canadiens anglais ne s'opposeraient pas longtemps par la force à une indépendance pour laquelle une minorité active se battrait avec le soutien moral de la masse. »⁽¹³⁾

Ces propos du grand politicologue français ont paru recevoir une éclatante confirmation, en l'année du centenaire de la Confédération, lors de la visite du président de la République française, le général de Gaulle.

S'il faut faire l'indépendance, c'est maintenant plus que jamais, disent les séparatistes. Au cours de la campagne électorale de 1966, Pierre Bourgault a dit à ses électeurs du comté de Duplessis :

« Depuis vingt ans, 55 pays ont accédé à l'indépendance dans le monde. Ils étaient tous plus petits que le Québec et avaient moins d'institutions, moins de structures et moins de richesses. Leurs populations étaient moins instruites que celle du Québec. Nous sommes dans une situation idéale pour faire l'indépendance. »⁽¹⁴⁾

Ce raisonnement pourtant limpide ne convainc guère « les sorciers de l'*Establishment capitaliste* », ainsi que les appelle plaisamment M. René Lévesque. Si le Québec se séparait, demandent ces sorciers, pourrait-il maintenir seul son indépendance ? Pourrait-il compter sur le parapluie « économique et culturel » de la France ? ou de la Francophonie ? ou s'associer au bloc socialiste pour éviter l'absorption par les Etats-Unis ?

Depuis que le général de Gaulle leur a fait un clin d'oeil non équivoque, les séparatistes, même s'ils affectent parfois de se dire socialistes, comptent sur l'aide de la France. Ils semblent croire que,

13) Raymond Aron, *Le Figaro*, IV-24-64.

14) Pierre Bourgault, *La Presse*, V-3-66.

fort de l'appui moral et économique de la France et des pays francophones, le Québec pourra faire la nique tant à Ottawa qu'à Washington. L'économiste Jean Mehling leur rappelle quelques vérités :

« L'aide de la France, dit-il, ne sera jamais rien d'autre qu'un « geste » ; en aucun cas un « contrepoids » capable d'équilibrer « les apports des Etats-Unis. Si l'on regarde les choses en face, « non comme on souhaiterait qu'elles fussent, mais telles qu'elles « sont, il faut reconnaître que la situation d'une France à la « recherche de son indépendance financière est à peine différente de celle du Québec (...) Les capitaux coûtent plus « cher en France qu'aux Etats-Unis. »⁽¹⁵⁾

Le sociologue français, Joffre Dumazedier, professeur invité à l'université de Montréal, ne croit pas, non plus, en une aide significative de la part de la France, parce que :

« La société québécoise possède déjà beaucoup plus que la société « française. Elle a déjà atteint un niveau de production, de consommation, de motorisation, d'urbanisation, d'instruction qu'en « général la France n'attend que vers 1975 ou 1985 (...) »

« La société québécoise, ajoute Dumazedier, en est une de type « post-industriel, capable de produire le plus haut revenu par « tête après les USA et le Canada anglais, avec une majorité « de travailleurs en col blanc. »⁽¹⁶⁾

Les nationalistes refusent de voir que le prestige de la France, incontestable sur le plan culturel, l'est beaucoup moins sur le plan économique. Il faut, à cet égard, avoir lu le *Défi américain* de Jean-Jacques Servan-Schreiber⁽¹⁷⁾ pour être fixé.

Paris n'est plus parmi les partenaires de proue dans le Marché commun européen, mais commence plutôt à traîner de l'aile derrière Bonn. De plus, il est évident qu'avec les Six, la France fait partie du nouveau champ d'action, ce *New Frontier* des Américains. L'invasion est commencée. Les Américains sont dans la place, non seulement au niveau de l'industrie lourde et de l'électronique, mais même au niveau de l'agriculture. Il y a gros à parier, s'il faut en croire des économistes réputés comme John Kenneth Galbraith, que

15) Jean Mehling, *La Presse*, IX-6-67.

16) Joffre Dumazedier, *La Presse*, IX-5-67.

17) Jean-Jacques Servan-Schreiber, *Le défi américain*, Denoël, Paris 1967.

la France et l'Europe devront se soumettre à l'hégémonie américaine d'ici 1980, tandis que les Etats-Unis, le Canada, le Japon et la Suède ouvriront la marche dans ce que le jargon des essayistes appelle le *post-industrial age*.⁽¹⁸⁾

Dans l'état financier où se trouve présentement la France, c'est plutôt le Québec qui lui aiderait si les séparatistes prenaient le pouvoir, car enfin, que feraient les farouches défenseurs de la langue française s'ils accédaient au pouvoir ?

Aucun doute possible : ils feraient en sorte que s'accroisse le nombre de professeurs français à tous les niveaux de l'enseignement, le nombre de journalistes français dans les salles de rédaction, le nombre de speakers français à Radio-Québec, le nombre de techniciens français aux postes de commande dans l'industrie et dans l'administration. Ainsi, la France disposerait d'un accommodant exutoire pour ses intellectuels en chômage. Bien sûr, les « jouaux » du Québec se trouveraient à se faire chiper leurs jobs, mais ils apprendraient, au moins, à parler « le bon français »...

Si la France ne peut aider le Québec à faire chambre à part en Amérique du Nord, peut-on espérer en l'aide du bloc socialiste d'obédience soviétique, ou en l'aide du bloc socialiste d'obédience maoïste ? Poser la question, c'est déjà faire sentir tout le ridicule de ceux qui entretiennent des espoirs aussi fantaisistes. Le socialisme ne pénètre pas en Amérique du Nord par le biais de la révolution échevelée, mais par celui de l'évolution normale de la société.

Les nationalistes québécois — portés, selon une vieille tradition, à toujours être en retard sur les idées en cours — mettent du temps à s'apercevoir que le vieux rêve socialiste — en Europe comme en Amérique — se transforme de plus en plus en une acceptation de la *managerial society*. La manie socialiste de toujours juger inacceptable l'entreprise capitaliste sous toutes ses formes, a condamné la gauche des pays développés à demeurer constamment en marge du pouvoir où se prennent les décisions. Cette gauche se meurt d'avoir eu raison, mais jamais le pouvoir. Seules certaines de ses idées ont réussi à passer la rampe.

18) John Kenneth Galbraith, *The Affluent Society*, The New American Library of Canada, Mentor Book 534 — 1963.

Les illusions des séparatistes québécois

Les séparatistes qui se veulent de gauche au Québec n'en finissent plus de commettre des erreurs de dialectique. On dirait qu'ils ont l'art de s'irriter uniquement contre les apparences. Ainsi, ils disent qu'ils veulent se séparer d'Ottawa, comme si c'était l'indépendance politique qui leur faisait défaut. Ils ne voient pas que c'est d'indépendance économique qu'il s'agit dans leur cas, et que cette indépendance-là ne se pose pas par rapport à Ottawa, mais par rapport à Washington. Rappelons quelques faits.

Acquis au principe du *continentalisme* (défendu par le parti libéral), et par opposition au principe de solidarité au marché britannique (défendu par le parti conservateur), Ottawa considère, et avec raison, que la pénétration du capital américain au Canada est nécessaire et de nature à stimuler l'initiative. Mais il fut une époque — antérieure aux administrations Diefenbaker et Pearson — où Ottawa se prévalait du même principe continentaliste pour faciliter l'achat du Canada par les grandes industries américaines, ce qui provoqua l'indignation de banquiers patriotes comme James Coyne, Walter Gordon et Eric Kierans. Ces trois hommes ont parlé de l'urgence qu'il y avait de « racheter le Canada des Etats-Unis ».⁽¹⁹⁾

Les abus commis durant l'ère du continentalisme à outrance font qu'aujourd'hui, plusieurs compagnies américaines peuvent profiter des richesses du Canada par politiciens canadiens interposés. Les Américains ont eu cette veine d'avoir des amis obligeants à l'échelon gouvernemental. Aujourd'hui, la présence des compagnies américaines conditionne grandement la vie politique de la nation.

Les Américains bénéficient également du fait qu'une bonne fraction de la population canadienne ne voit rien qui s'oppose à ce que le Canada devienne un nouvel Etat américain. D'après un sondage du *Groupe de recherches sociales* publié en 1964, quatre millions de Canadiens voulaient, à ce moment-là, être Américains. Neuf millions étaient prêts à l'union économique. En d'autres termes, 29% des Canadiens disaient « oui » à l'union politique avec les

19) Jean Pellerin, *Cité Libre*, juin-juillet 1964.

Etats-Unis. Au Québec, le pourcentage était de 33%. Pour ce qui est de l'union économique, 78% des Québécois la souhaitaient, comparé à 65% dans tout le Canada.⁽²⁰⁾ Il n'y a pas lieu de croire que les sentiments ont tellement changé depuis.

Face à ce préjugé favorable dont jouissent le capital et l'industrie des Etats-Unis, tant au Québec que dans le reste du Canada, un membre du *Parti socialiste québécois* a eu ce cri du coeur :

« C'est de Wall Street, et non d'Ottawa, que Québec doit gagner son indépendance. Le séparatisme, dans les conditions actuelles, est un leurre parce qu'il camoufle la véritable question de l'indépendance. »⁽²¹⁾

Réflexion analogue de la part du président de la Chambre de commerce du Québec :

« ... le pouvoir économique relatif que nous perdons, comme dans bien d'autres pays du monde, c'est aux Américains que nous le perdons, et non pas aux Canadiens anglais. Ces derniers sont d'ailleurs dans la même situation que nous à cet égard. »⁽²²⁾

Selon les estimations du secrétariat américain du Commerce, les investissements des Etats-Unis dans l'ensemble du monde (exportations de capitaux, réinvestissements et financement local) pour l'année 1967, s'élèvent à plus de dix milliards de dollars dont un peu plus de quatre milliards en Europe seulement. Pour le Canada, le total se chiffre à \$2.43 milliards, dont près de 1.2 milliard dans les industries de transformation.⁽²³⁾

Ces investissements des Etats-Unis — « la nation propriétaire du monde », comme on commence à l'appeler — conditionnent considérablement l'action politique de tous les gouvernements du monde occidental, comme les gouvernements provinciaux et fédéral du Canada, du fait que ces investissements se répartissent souvent dans des entreprises à caractère continental.

20) *Le Magazine Maclean*, juin 1964.

21) Claude Ricard, *La Presse*, IX-22-66.

22) Roland Dugré, *La Presse*, IV-21-68.

23) *La Presse*, I-3-68.

Les « développements futurs » de l'économie canadienne, comme bien sûr, de l'économie québécoise, dépendent de plus en plus, comme le note Claude Ryan, du « caractère transcanadien d'un grand nombre de sociétés et de la dimension souvent continentale » qu'elles prennent.⁽²⁴⁾

Les risques de la séparation du Québec

Compte tenu du voisinage des Etats-Unis et de l'apport vital de ses capitaux au Canada et au Québec, il importe de se demander ce qui adviendrait du Québec s'il se séparait du reste du Canada.

Certains nationalistes refusent d'envisager cet aspect de la question. L'un d'eux, le journaliste Jean-Marc Léger, fustige « ceux qui sont incapables de s'élever au-dessus de la cote de la bourse et de la courbe des investissements ».⁽²⁵⁾ Et il ajoute :

« Rien n'est plus incompatible avec la hiérarchie normale des valeurs et avec le respect que l'on doit à l'homme que de l'inciter ou de l'habituer à se déterminer uniquement ou principalement en fonction du dollar et du confort matériel. »⁽²⁶⁾

D'autres invoquent le témoignage de Jacques Berque qui, d'accord avec Raymond Aron, proclame :

« Je ne me préoccupe pas en particulier des aspects économiques de l'indépendance, car je sais que l'aspiration à l'indépendance ne se préoccupe jamais de cet aspect. »⁽²⁷⁾

C'est vrai, mais dans l'optique de Berque, il s'agit de pays sous-développés. Aucun doute que, dans le cas des Algériens, des Cubains ou des Vietnamiens, les considérations d'ordre économique parurent secondaires dans leur entreprise d'affranchissement politique. Mais dans le cas d'une région développée comme le Québec, ces sortes de

24) Claude Ryan, *Le Devoir*, IX-14-66.

25) Jean-Marc Léger, *Le Devoir*, X-23-67.

26) Id. *Le Devoir*, X-24-67.

27) Jacques Berque, *Dépossession du monde*, Ed. du Seuil, Paris 1964.

considérations ont leur importance. Une communauté sous-développée qui veut secouer le joug d'une Métropole n'a rien à perdre, tandis qu'une communauté développée comme le Québec se trouve, au fond, à vouloir s'affranchir d'un *Power Elite* nord-américain, et dans pareille entreprise, elle a tout à perdre.

En d'autres termes : une communauté sous-développée accomplit un progrès en accédant à l'indépendance politique, tandis qu'une communauté développée risque de compromettre son niveau de vie en accédant à l'indépendance économique. Les nationalistes font semblant d'ignorer la distinction entre une collectivité qui s'émancipe d'un impérialisme politique, et celle qui s'émancipe d'un impérialisme économique.

Or, il ne semble pas que le Québec ait tellement soif d'indépendance économique. En tout cas, pas au point d'en sacrifier son niveau de vie. Le chef de l'opposition au gouvernement de Québec, M. Jean Lesage, s'est permis un jeu de mot, un soir, à Radio-Canada. Il a dit que les Canadiens français se préoccupaient beaucoup plus de ce B & B qui se traduit « Bread and Butter », que de cet autre B & B qui se traduit : « bilinguisme et biculturalisme ».⁽²⁸⁾

Pour ce qui est de l'indépendance politique, le Québec ne saurait y accéder puisqu'il en bénéficie déjà de par sa constitution.

En effet, qui peut sérieusement soutenir que le Québec n'est pas libre et autonome politiquement ? Car enfin, si certaines initiatives politiques lui échappent, ce n'est pas parce qu'une Métropole l'en prive, mais parce que, pour des raisons de rendement et d'efficacité, il les a cédées à un pouvoir central. La reprise en main de ces pouvoirs ne procurera pas l'indépendance économique. Au contraire, elle va accroître le poids de la dépendance économique du fait des frais accrus en ce qui concerne les communications, les transports, les postes, etc. Même la révolution ne changerait rien à l'équilibre des forces ; elle ne serait qu'un sacrifice inutile fait sur le dos du peuple. Elle ne laisserait qu'amertume et baisse du niveau de vie.

Un économiste de l'université de Montréal, M. Albert Breton, a déclaré devant un groupe d'étudiants de l'université Sir George

28) *La Presse*, X-25-67.

Williams que la séparation du Québec du reste du Canada entraînerait, dans notre province, une baisse du niveau de vie de l'ordre de 35 à 40%.⁽²⁹⁾

Se référant au niveau de vie du Québec par rapport à celui de l'Ontario, André Raynauld estime que le décalage qui était, en 1962, de 28%, atteindrait les 50% advenant l'indépendance, et, « pour une période de temps indéfinie ».⁽³⁰⁾ Ceci veut dire que la séparation entraînerait une baisse de 22 à 25% du niveau de vie au Québec.

Ecartant les 35 à 40% de Breton, et les 22 à 25% de Raynauld, Paul-Henri Lavoie fait l'hypothèse suivante :

« Supposons, dit-il, que le séparatisme se traduise par (seulement) une baisse de 10% du niveau de vie de la population québécoise, pour nous en tenir à un minimum et à un seul point. Dix pour cent de moins, pour celui qui gagne plus de \$5,000 et surtout \$10,000 par années, c'est une modeste réduction de la partie dite de superflu ou de luxe. Mais, pour le travailleur dont le revenu annuel est moindre de \$5,000 et souvent en deça du minimum vital, c'est l'essentiel qui devient rogné davantage et cela peut vite devenir dramatique et désastreux. »⁽³¹⁾

La difficulté est de taille, et elle inquiète les chefs ouvriers.

Après avoir constaté que « le peuple ne participe aucunement au débat constitutionnel », l'un d'eux n'a pas hésité à affirmer, au congrès de la *Fédération des travailleurs* de la Colombie-Britannique, qu'il y avait « un danger réel que l'indépendance se fasse sans le peuple, par-dessus la tête du peuple et contre les intérêts du peuple ».⁽³²⁾

Un autre syndicaliste soulève un point important :

« La séparation du Québec, dit-il, ne mettrait pas un terme à l'exploitation des travailleurs de Trois-Rivières par le grand trust américain *Canadian Westinghouse*, mais elle rendrait

29) *La Presse*, III-7-64.

30) André Raynauld, *Cité Libre*, octobre 1962.

31) Paul-Henri Lavoie, directeur de *La Terre de Chez Nous*, *Le Devoir*, IX-16-67.

32) Gérard Rancourt, président de la *Fédération des travailleurs du Québec*, *Le Devoir*, X-26-67.

« plus difficile aux ouvriers de cette entreprise de s'unir avec
« leurs frères de Hamilton dans une lutte commune contre ce
« monopole et toutes les politiques qu'il représente. »⁽³³⁾

De son côté, parlant à l'*Institut canadien de Québec*, Claude Ryan a été amené à constater que :

« le débat (nationaliste) ne se poursuit qu'au niveau d'une cer-
« taine classe de la société : les politiciens, les fonctionnaires,
« les journalistes, les universitaires, les professionnels, les chefs
« syndicaux. Il intéresse peu les travailleurs et les hommes d'af-
« faires, c'est-à-dire, ceux qui sont vraiment engagés dans l'acti-
« vité économique. »⁽³⁴⁾

Il faut, affirme de son côté Robert Bourassa, rechercher « le point optimum entre la liberté et le bien-être économique » qui est le souhait de la majorité de la population. Et il ajoute : « La sécession du Québec entraînerait des problèmes économiques très sérieux », et il y a risque réel « que l'indépendance complète se fasse sur le dos des salariés ». ⁽³⁵⁾

Pierre Elliott Trudeau entretient les mêmes craintes :

« Ceux qui rejettent le fédéralisme, écrit-il, doivent démontrer
« que l'indépendance servirait l'intérêt général du peuple, car
« c'est le peuple qui paierait les pots cassés, qui serait le plus
« atteint et qui ferait les frais de l'aventure. »⁽³⁶⁾

On pourrait citer maints témoignages. Terminons avec ceux de Maurice Lamontagne :

« La constitution est une question qui ne retient l'attention que
« d'un groupe restreint de gens (...) Le citoyen moyen s'inté-
« resse plutôt aux problèmes concrets (bread & butter issues)
« comme l'éducation, le plein emploi et les salaires (...)»
« Il faut se défier des tribunes d'information au Québec.
« Elles sont devenues des rampes de lancement biaisées qui
« servent à lancer des ballons nationalistes. »⁽³⁷⁾

33) Nelson Clarke, *For a New Pact of Confederation*, The Marxist Quaterly, Autumn 1965, p. 21.

34) Claude Ryan, *Le Devoir*, IX-20-67.

35) Robert Bourassa, *La Presse*, X-12-67.

36) Pierre Elliott Trudeau, devant le Barreau de Montréal, *Le Devoir*, X-17-67.

37) Maurice Lamontagne, cité dans une analyse de Peter Cowan, *The Montreal Star*, IX-28-67.

Autre observation de Lamontagne :

« Les Canadiens français n'accepteraient pas les sacrifices économiques qu'exigerait un Etat indépendant. Ces sacrifices économiques entraîneraient une dictature de gauche ou de droite qui ne serait pas plus acceptée. »⁽³⁸⁾

Et cette dernière — la plus lucide de toutes :

« Je ne peux concevoir une saine démocratie advenant la séparation. Car s'il y a séparation, la dictature sera fasciste, et non de gauche (...). Il y a deux solitudes au Canada français : le peuple d'une part, une partie de l'élite de l'autre. »⁽³⁹⁾

Les séparatistes écartent avec mépris ces considérations et qualifient de colonisés et d'alarmistes ceux qui en font état. Ils méprisent avec la même ardeur ceux qui prédisent que la séparation du Québec du reste du Canada ferait fuir les capitaux. Ici encore, les témoignages abondent. François-Albert Angers voudrait bien rassurer les nationalistes. Il écrit :

« Personne ne peut dire actuellement ce qui arrivera advenant la marche du Québec vers l'indépendance. En fait, tout est possible. Ça pourra être la catastrophe algérienne ou un accroissement important de l'activité économique, avec réduction ou augmentation du niveau de vie. »⁽⁴⁰⁾

David Novek, directeur de la revue *Canadian Jewish Chronicle*, déclare que plusieurs membres éminents de la communauté juive de Montréal ont envoyé ou songent à envoyer leurs valeurs liquides hors de la province de Québec par crainte du séparatisme.⁽⁴¹⁾

Un sondage effectué par la *Chambre de commerce de Québec* établit que le climat des investissements au Québec s'est détérioré considérablement du fait de la publicité dont ont bénéficié les actes de terrorisme des séparatistes, et du fait de l'insécurité politique, économique et sociale engendrée par les mouvements indépendan-

38) Id à l'Association syrienne du Canada, *La Presse*, X-12-64.

39) Id. *The Montreal Star*, V-12-64.

40) François-Albert Angers, au congrès de la Fédération des Sociétés Saint-Jean-Baptiste, tenu à Joliette, *La Presse*, X-11-66.

41) *La Presse*, X-11-67.

tistes. Les personnes interrogées ont été presque toutes unanimes pour souligner le fait que les tendances séparatistes constituent le principal facteur qui joue dans leur réticence à recommander des investissements dans la province chaque fois qu'il y a possibilité d'avoir mieux ailleurs.

Le même sondage établissait que Montréal est la ville où siège l'administration d'une quarantaine de compagnies nationales. Il se pourrait que la poussée séparatiste fasse fuir ces administrations, ce qui ferait perdre à Montréal \$5.4 millions de salaires par année.⁽⁴²⁾

Selon R. G. Gibbens, les incertitudes qui résultent du débat sur l'indépendance, s'ajoutant aux inconvénients que créent la géographie et les questions de langue, font que les hommes d'affaires sont portés à attendre pour voir (*wait and see*). Il y eut tant de déclarations pour et contre l'indépendance, pour et contre le séparatisme, tant de nuances, que l'incertitude en ce qui concerne le Québec se répand dans tout le Canada et commence à percer aux Etats-Unis. Que les gens d'en dehors de la province soient justifiés ou non de s'énervier importe peu. Le fait est qu'ils le sont, et le capital est une chose timide.⁽⁴³⁾

Québec : débiteur de l'Establishment

Pourtant, s'il est une province qui doit se garder de ne pas effaroucher le capital, c'est celle de Québec où l'incompétence administrative est légendaire, et qui, de ce fait, se mérite le premier rang au Canada en ce qui concerne le nombre de chômeurs (40% en décembre 1968).

Mais les nationalistes québécois vivent d'idéal et ignorent ces sortes de considérations. Ils oublient volontiers que l'économie de leur province relève d'abord des hommes politiques et des administrateurs québécois, à qui il appartient d'orienter les investissements et d'administrer les emprunts contractés au Canada et aux Etats-Unis. Les nationalistes semblent aussi ignorer que sans ces capitaux

42) *The Montreal Gazette*, X-11-67.

43) R. G. Gibbens, *The Montreal Star*, X-7-67.

(investissements et emprunts) provenant du reste du Canada et des Etats-Unis, le Québec — comme n'importe quelle autre province d'ailleurs — se trouverait coupé des canaux financiers qui lui apportent son niveau de vie.

L'économiste Robert Bourassa — qui est également député de Montréal-Mercier — a bien démontré l'interdépendance qui existe entre Québec, Montréal, Toronto et New York. Je résume ici sa pensée :

D'une part, Bourassa constate que la dette conjointe du Québec et de l'*Hydro* se chiffrait, fin 1967, à \$3.6 milliards, et celle de la ville de Montréal à \$765 millions. D'autre part, il note que le Québec exporte 46% de sa production qui consiste surtout en aluminium, pâtes et papiers, minerais, c'est-à-dire : des matières semi-finies dont l'exploitation se trouve entre les mains de capitaux étrangers, surtout américains. Or, environ la moitié de la dette de l'*Hydro-Québec* et quelque 60% de celle de Montréal représentent des emprunts contractés aux Etats-Unis. Le gros de ces emprunts sert à satisfaire les besoins prioritaires dans le domaine de l'éducation, de la santé publique et de l'assistance sociale, par conséquent, des domaines non générateurs d'activités économiques.

Ce que Bourassa veut dire c'est que les capitaux empruntés servent beaucoup plus à des investissements sociaux (non productifs) qu'à des investissements industriels (productifs).

En conséquence, la trop faible proportion d'investissements industriels fait que se trouve affaiblie l'activité économique productive du Québec, ce qui contribue à rendre cette province plus dépendante encore des capitaux américains et de l'assistance que les provinces canadiennes peuvent lui apporter par le truchement de l'appareil fédéral.⁽⁴⁴⁾

Du temps qu'il était président de la *Fédération libérale du Québec*, Eric Kierans avait fait une démonstration passionnée de ce point. A l'heure actuelle, avait-il dit en substance, à peu près 35% des sommes versées aux provinces par le gouvernement fédéral sont destinées au Québec. Or, ajoutait-il, le contribuable québécois ne finance que 25% de ces versements.

44) Robert Bourassa, cf. *Le Devoir* des 3, 4 et 5 octobre 1967, ainsi que celui du 3 décembre 1968.

Cette première constatation faite, M. Kierans entreprend d'énumérer les méfaits du séparatisme : une option qui, dans les cinq premières années, coûterait, selon lui, \$2.3 milliards de dollars à la population québécoise.

Il faudrait augmenter les impôts, ajoute M. Kierans, restreindre les dépenses, diminuer les pensions de vieillesse et les allocations familiales, réduire les services médicaux et les possibilités d'instruction. Les universités devraient réduire le nombre de leurs professeurs, ou si elles gardaient le même nombre, elles devraient réduire leur salaire. Il y aurait un exode de la part des compagnies et de nos meilleurs talents, lesquels iraient vendre leurs services en Ontario ou aux Etats-Unis, car ils ne resteraient pas dans un Québec qui ne se distingue que par une taxe à la vente de 12 à 15%, un impôt plus élevé, et des services inférieurs.⁽⁴⁵⁾

Eric Kierans est un homme d'action qui ne manque certes pas de courage. Il en a d'ailleurs donné maintes preuves. Les nationalistes lui reprochent sa fougue et son zèle fédéraliste. Toutefois, ils auraient tort d'écarter d'un simple revers de la main des arguments qui sont peut-être plus sérieux qu'on ne croit.

Qu'on le veuille ou non, la séparation du Québec créerait, du moins dans l'immédiat, une situation d'isolement. A un colloque international de l'*Entr'aide universitaire mondiale* (EUM), tenu à Québec en juillet 1967, on en est venu à la conclusion qu'advenant la séparation du Québec du reste du Canada, les neuf provinces anglophones seraient incorporées aux Etats-Unis et le Québec, seul, perdu dans un océan de près de 300 millions de parlant anglais, serait coupé de tout.⁽⁴⁶⁾

Cette hypothèse se défend, mais il y en a une autre beaucoup plus valable. Au cours d'une conférence prononcée à l'Université Duke, en Caroline du Nord, John Porter affirmait qu'à peu près toutes les provinces, sauf le Québec, sacrifieraient sans regret certains droits constitutionnels en vue d'accroître les pouvoirs du gouvernement central ce qui, estime-t-on, permettrait à la nation canadienne de s'affirmer davantage, face aux Etats-Unis. « Laissons donc Québec s'isoler dans son *statut particulier*, disent les Anglophones, et nous ferons du reste du Canada un pays uni et fort. »

45) Eric Kierans, *Le Devoir*, X-2-67.

46) *La Presse*, VIII-2-67.

Ces dires de M. Porter s'appuient sur un sondage effectué en 1965 et selon lequel 38% des Canadiens anglophones interrogés se sont dits favorables à l'avènement d'un gouvernement central jouissant de plus de pouvoirs, comparé à seulement 13% chez les Francophones.⁽⁴⁷⁾

Si l'hypothèse de Porter se réalisait, cinq millions de Canadiens français se trouveraient « séparés et indépendants » face aux Etats-Unis et aux Canadiens unis. Que se passerait-il alors ? On l'imagine sans peine. Le Québec chercherait à négocier sa réintégration dans la fédération. Le reste du Canada accepterait-il de négocier ? Si oui, à quelle condition ? Et s'il refusait de reprendre un partenaire jugé insolvable et mal commode ?

Max Beloff, un spécialiste britannique en droit constitutionnel, disait à Couchiching en 1965 que les prétentions canadiennes-françaises à l'autonomie économique « tiennent à peine l'eau », car le Québec, ajoutait-il, « est trop petit et trop dépourvu de capitaux pour ne compter que sur lui seul. »⁽⁴⁸⁾

Enfin, voici le témoignage de Lester B. Pearson qui, lui aussi, prédit l'isolement d'un Québec séparé. Dans une interview à *Paris-Match*, alors qu'il était encore premier ministre du Canada, M. Pearson a dit :

« Un Québec indépendant constituerait un Etat de faibles dimensions, entouré de provinces canadiennes et des Etats-Unis. Je crois que ce ne serait pas là une solution rationnelle au problème du maintien de la langue, de la culture et des traditions françaises au Canada. L'unité dans la diversité est infiniment plus valable. »⁽⁴⁹⁾

Deux mois plus tard, M. Pearson prenait la parole, lors d'un colloque à Banff, en Alberta, et affirmait, se référant probablement aux théories de souveraineté-association de M. René Lévesque :

« ... un Québec séparé ne saurait prétendre à une union économique facile et automatique avec le Canada ... »

47) cf. *The Toronto Star*, VI-18-68.

48) Max Beloff, *La Presse*, IX-9-65.

49) Lester B. Pearson, *Paris-Match*, août 1967.

Et le premier ministre d'exprimer sa confiance de voir les Canadiens français du Québec — lorsqu'ils auront mesuré les gains et les pertes de leur séparation du reste du Canada — ne pas regretter d'avoir choisi la Confédération et le Canada.⁽⁵⁰⁾

Le Québec n'est pas si mal après tout

Les Québécois sont-ils vraiment malheureux dans la Confédération ? Ont-ils raison de calomnier constamment un régime qui leur a valu deux siècles de survivance, malgré un milieu pourtant hostile ?

Les nationalistes canadiens-français sont des bourgeois gâtés. Ils ont toujours eu tendance à rejeter sur le dos des « Anglais » (comprendons Canadiens anglophones) la responsabilité de leurs propres faiblesses, alors qu'en fait, c'est le sens du compromis et de l'accommodement dont ont toujours fait preuve, sinon les « Anglais » en tant qu'individus, du moins les institutions parlementaires de tradition britannique qui ont permis au fait français de survivre en Amérique du Nord. Si la France nous redécouvre, aujourd'hui, et nous trouve beaux, c'est la preuve que le « colonialisme » anglophone ne nous a pas trop abîmés. Les Canadiens français ont obtenu plus d'égards de la part de la Couronne britannique qu'ils n'en avaient obtenu de Versailles avant la Conquête. C'est Londres qui a accordé aux Canadiens français l'*Acte de Québec* (1774), une concession tellement généreuse qu'elle fit se révolter les « Anglais » des treize colonies américaines. De l'*Acte de Québec* germera, plus tard, le gouvernement responsable et l'autonomie provinciale.

Le Québec jouit de la pleine liberté politique. Pour ce qui est de l'indépendance économique, elle est conditionnée, tout autant que pour les autres pays du monde occidental, aux relations qu'il entretient avec les Etats-Unis et l'Europe. Le Québec n'a pas à accéder à la liberté politique. Il en jouit depuis cent ans, et il n'a

50) Id. *Le Devoir*, X-20-67.

que lui-même à blâmer s'il dut mettre 90 ans avant de songer à s'en prévaloir pour de bon.

Quand les nationalistes disent que le Québec ne jouit pas de la liberté politique, ils prouvent qu'ils ignorent tout de leurs institutions politiques ; ils insultent l'histoire ; ils souillent leur propre nid. Quand ils disent que le Québec est colonisé, et pauvre, et bafoué, ils mentent effrontément. Personne ne colonise le Québec : une province qui n'a de maître politique qu'elle-même. Personne ne bafoue le Québec si ce n'est les nationalistes qui n'en finissent plus de déprécier ses valeurs et ses institutions sur toutes les tribunes où ils se produisent. Le Québec n'est pas pauvre. Il jouit même d'un niveau de vie enviable.

« Bien que n'étant pas aussi industrialité que l'Ontario, écrit
« Gerald Clark, le Québec se compare avantageusement à la plu-
« part des régions de l'Europe. Plus des deux tiers de sa popula-
« tion est urbanisée. Les Québécois jouissent d'une sécurité
« sociale, de comforts et de luxes inconnus des régions en voie de
« développement en Afrique et en Asie. »⁽⁵¹⁾

Le sociologue français Dumazedier abonde dans le même sens et fait remarquer :

« Le revenu par tête au Québec est actuellement de \$1,740,
« ce que l'on ne rencontre dans aucun pays de langue française
« au monde. »⁽⁵²⁾

Les séparatistes savent, certes, faire miroiter les grands avantages qu'il y aurait pour le Québec de faire chambre à part en Amérique du Nord, mais reconnaissons que les objections que font valoir les adversaires de la séparation ont de quoi faire réfléchir. A force de peser le pour et le contre, on en vient à se demander si, en définitive, les séparatistes ne posent pas un problème absurde. Même si les Québécois francophones la voulaient, il est à se demander si la séparation serait possible.

A moins de croire qu'il est possible au poisson de nager hors de l'eau, ou à l'oiseau de voler hors du ciel, les Francophones du

51) Gérald Clark, *Weekend Magazine*, no 11, 1965.

52) Joffre Dumazedier, dans une conférence à l'université de Montréal, *La Presse*, II-16-67.

Québec ne peuvent échapper au Canada et au continent nord-américain. Ils ne peuvent échapper à la puissance d'attraction économique, politique et culturelle de cette énorme réalité.

Encore une fois, même la France, protégée par un océan, n'arrive pas à y échapper complètement. Aussi, qu'il se sépare ou non, le Québec ne pourra jamais s'empêcher de faire partie intégrante de la civilisation nord-américaine. En d'autres termes, on peut dire que le Québec sera canadien ou il ne sera pas.

8 | La Confédération : échec ou succès

Le plus illustre et le plus influent adversaire de la Confédération canadienne n'est pas un homme d'ici, mais un Français. Il s'appelle le général Charles de Gaulle, et il est président de la République française.

En une seule journée, soit celle qu'il mit à parcourir « le chemin du Roy » de Québec à Montréal, le lundi, 24 juillet 1967, de Gaulle est devenu, comme dit *Le Monde*, le « roi républicain » des séparatistes québécois. En effet, cette journée-là, poursuivant sa guerre verbale contre « les Anglo-Saxons », l'indomptable successeur de Jeanne d'Arc, revêtu de son légendaire uniforme de général, s'en prit à la Confédération canadienne, et rendit célèbre, dans le monde entier, un slogan du RIN et des « Chevaliers » de Reggie Chartrand.

Dès le début de son périple triomphal, l'illustre visiteur donna le ton. En descendant de son yacht, *Le Colbert*, il proclama :

« Un peuple — et vous êtes un morceau du peuple français —
« ne doit dépendre que de lui-même. C'est ce qui va se passer.
« Je le sais. Je le sens. »

Partant de ces prémisses, il s'abandonna à une escalade verbale dans les courtes allocutions qu'il devait prononcer à Donnacona, à Sainte-Anne-de-la-Pérade, à Trois-Rivières, à Louiseville, à Berthier, à Repentigny, jusqu'au balcon de l'Hôtel de Ville de Montréal, du haut duquel il fait cette confidence :

« Je vais vous confier un secret que vous ne répéterez à per-
« sonne. Ce soir, ici, et tout le long de ma route, je me suis
« trouvé dans une atmosphère du même genre que celle de la
« Libération. »

C'est dans un tonnerre d'acclamations que le général acheva son allocution en lançant :

« Vive Montréal, vive le Québec, vive le Québec libre, vive le
« Canada français, vive la France. »⁽¹⁾

Le général de Gaulle ne s'est jamais départi de cette attitude, pour le moins ambiguë, vis-à-vis de la Confédération canadienne. Encore récemment, il revenait sur le sujet dans une courte allocution prononcée à l'occasion de la remise des lettres de créances du nouvel ambassadeur du Canada, M. Paul Beaulieu, auprès de l'Elysée :

« Nous ne souhaitons certainement pas, nous qui avons fondé
« le Canada, voir entre elles (les deux nations) se développer
« des griefs, des querelles. Nous souhaitons, au contraire, qu'elles
« s'accordent. Nous pensons qu'elles pourraient s'accorder, mais
« à la condition que leurs personnalités nationales soient res-
« pectées et ne se confondent pas.

« C'est ainsi qu'en tant que Français et en pensant à tous les
« Français du Canada, j'exprime le souhait qu'un jour le Canada
« trouve son équilibre dans des conditions nouvelles sous la
« forme d'une coopération organisée entre peuples égaux. »⁽²⁾

Animés de la même ferveur anti-anglo-saxonne, et forts de l'alliance de de Gaulle, séparatistes, souverainistes ou indépendantistes rivalisent pour se faire catégoriques : ils repoussent la Confédération comme une vieille chaussette.

« Le régime a fait son temps », affirme René Lévesque dans un *manifeste* publié à l'occasion de la formation du *Mouvement souveraineté-association* (MSA). Il faut s'en « débarrasser complètement », car il « est complètement dépassé » (...) « En le rafistolant tant qu'on voudra, le vieux carcan d'un fédéralisme à la mode du siècle dernier, deux nations continueront à y multiplier de plus en plus malaisément les compromis tout en se contredisant de plus en plus clairement sur l'essentiel. »⁽³⁾

« En ce qui me concerne, déclare, de son côté, le ministre des Affaires culturelles du Québec, M. Jean-Noël Tremblay, le sort de

1) *De Gaulle au Québec*, le dossier de quatre journées, Ed. du Jour, Montréal 1967.

2) *La Presse*, XII-16-68.

3) René Lévesque, *Manifeste*, *Le Devoir*, IX-20 et 21-67.

la Confédération est réglé... l'autopsie est terminée ; il est temps qu'on enlève le cadavre.»⁽⁴⁾

Aux membres de la *Ligue d'action nationale*, le ministre indiquait, par ailleurs :

« La Confédération est morte ; il reste à l'enterrer et à ouvrir
« la succession (...) Il n'est plus question de rapports de maître
« à valet. Québec peut et doit négocier d'égal à égal. Il n'a
« plus à examiner des propositions. Il lui appartient de dicter ses
« conditions. »⁽⁵⁾

Les condamnations de la Confédération prononcées par Pierre Bourgault en tant que chef du RIN sont dans la même veine, avec en plus les accents d'indignation qu'il a toujours su y mettre. On « ne rappelle jamais, a-t-il dit au cours d'une assemblée publique, ce que nous avons dû souffrir depuis 200 ans pour faire partie de ce maudit Canada ».⁽⁶⁾ Et lorsqu'il lança sa campagne dans la région de l'Outaouais, il annonça qu'un gouvernement RIN ne subventionnerait que l'éducation en langue française, et il ajoutait :

« Qu'on ne nous accuse pas de racisme : ça nous prendra deux
« cents ans pour récupérer tout l'argent qu'ils (les « Anglais »)
« nous ont volé. La minorité anglaise (au Québec) perdra
« tout le jour où le RIN prendra le pouvoir. »⁽⁷⁾

Une autre vedette séparatiste, M. François Aquin, a eu, lui aussi, des accents lyriques pour condamner la Confédération. Peu après avoir démissionné du parti libéral, il déclarait en pleine Assemblée législative :

« Québec, prisonnier d'une constitution tombée en désuétude
« et qui, tout en étant une entrave pour nous, est devenue un
« tremplin pour le gouvernement du Canada. »

Et il renchérisait en disant qu'il fallait mater

« ... un conquérant qui, pendant près d'un siècle, a empêché par
« la force toute communication avec la mère patrie » (!)⁽⁸⁾

4) Jean-Noël Tremblay, cité in *The Globe & Mail*, IX-15-67.

5) id. *La Presse*, IV-25-67.

6) Pierre Bourgault, *La Presse*, VIII-3-67.

7) id. *La Presse*, IV-27-66.

8) François Aquin, *Le Devoir*, VIII-4-67.

On pourrait multiplier les citations. Qu'il suffise d'une dernière : celle de Jean-Marc Léger, un journaliste dont l'opinion fait d'habitude autorité dans les milieux nationalistes.

« La fédération est une impasse pour le Québec ; à terme, elle
« sera fatalement le tombeau de la nation canadienne-fran-
« çaise. »⁽⁹⁾

Ainsi donc, aux yeux des séparatistes, la Confédération a surtout servi à empêcher les Canadiens français de vivre et de s'épanouir. En conséquence, il faut, non seulement s'en débarrasser, mais en sortir à tout jamais.

J'aimerais citer d'autres témoignages, mais ils proviennent de personnes qui ne jouissent d'aucune autorité politique ou intellectuelle. Il est notoire que nombre d'universitaires, ainsi que des personnalités politiques (comme, par exemple, l'ancien premier ministre Daniel Johnson), se montrent plutôt prudents dans leurs déclarations, soucieux qu'ils sont de passer pour séparatistes tout en prenant garde de ne pas se compromettre plus qu'il ne faut. En conséquence, les affirmations catégoriques contre la Confédération, et provenant de personnes jouissant véritablement d'une autorité soit intellectuelle soit politique, sont plutôt rares.

Les déclarations en faveur de la Confédération sont plus nombreuses. Politiques et universitaires s'accordent généralement pour reconnaître que le pacte fédéral n'a pas été l'échec qu'on dit. C'est une formule politique qui a rendu service à un pays difficile à gouverner, mais une formule dont les Québécois n'ont peut-être pas encore tout à fait appris à se servir.

« Le premier devoir des Québécois, dit Pierre Elliott Trudeau,
« est d'appliquer la constitution et d'exercer les droits qu'elle
« leur accorde depuis fort longtemps. »⁽¹⁰⁾

Tout en constatant « le vieillissement extérieur » d'un texte qui « baigne dans un climat de colonialisme et d'impérialisme », Richard Arès est d'avis que « la constitution de 1867 n'a, en général, pas trop mal servi le peuple canadien et mérite, en conséquence,

9) Jean-Marc Léger, *Le Devoir*, X-23-67.

10) Pierre Elliott Trudeau, cité in *The Globe & Mail*, X-6-67.

une note favorable ». Il ajoute que, « même du point de vue canadien-français, la constitution de 1867 comporte de bons points à son actif ». Elle « a offert aux Canadiens français du Québec d'amples possibilités de se bâtir une patrie à leur image ».⁽¹¹⁾

L'historien Michel Brunet tient des propos analogues et affirme qu'« il est indéniable que la création de l'Etat provincial du Québec, en 1867, a considérablement amélioré le sort de la collectivité ».⁽¹²⁾ Qui peut prétendre, demande-t-il, que les principaux objectifs poursuivis en 1867 n'ont pas été atteints ? « Il faut être aveugle pour le nier » (...) Et il enchaîne :

« Ceux qui ont parlé de cent ans d'injustice manifestent une
« ignorance profonde de l'histoire véritable de la collectivité
« qu'ils prétendent vouloir servir. »⁽¹³⁾

Plus explicite encore que Brunet, Claude Ryan écrit :

« Il faut convenir que le fédéralisme nous a donné, au Québec,
« l'usage plénier de ces libertés fondamentales qui sont la pierre
« d'assise de toute démocratie véritable. Liberté de parole, liberté
« de déplacement, liberté de croyance, liberté de réunion :
« quel pays au monde peut se vanter de posséder, à cet égard,
« plus de réalisations positives, que le Canada ? »⁽¹⁴⁾

Et ailleurs, M. Ryan note qu'« il n'y a pas beaucoup de pays, à vrai dire, où un Canadien choisirait d'aller vivre de préférence à celui qu'il habite présentement ».⁽¹⁵⁾

Ces témoignages, bien sûr, n'impressionnent pas les séparatistes, lesquels ont tendance à traiter de colonisés et de traîtres ceux de leurs compatriotes qui ne pensent pas comme eux... et le général de Gaulle. Ils sont pourtant nombreux, comme sont nombreux les étrangers éminents et désintéressés qui ne croient pas que l'isolement et le séparatisme soient des formules d'avenir.

Après la fameuse visite du général de Gaulle à Montréal, le directeur du journal parisien *Le Monde*, Hubert Beuve-Méry, commentait, en un article de rédaction, le voyage en question :

11) Richard Arès, *Le Devoir*, VI-30-67.

12) Michel Brunet, *La Presse*, VI-30-62.

13) id *La Presse*, VIII-5-67.

14) Claude Ryan, *Le Devoir*, IX-23-67.

15) Id. *Le Devoir*, VI-30-67.

« Selon toute apparence et toute logique, écrivit-il, le fond des
 « choses est ici qu'en se séparant, les Canadiens français et les
 « Canadiens anglais feraient la part plus belle que jamais au
 « colossal » voisin et que leur union, si hasardée qu'elle soit,
 « paraît la meilleure chance à tous pour que ce greffon euro-
 « péen conserve son originalité dans le cadre américain auquel
 « il est habitué et auquel il tient, et pour jouer dans le monde
 « un rôle qu'il est seul à pouvoir tenir. »⁽¹⁶⁾

Incidemment, ce rôle a été bien décrit par Claude Julien lorsqu'il a démontré qu'en dehors de l'Europe, le Canada est la seule puissance de l'Ouest en mesure de maintenir l'équilibre délicat entre Washington et les nations d'Europe occidentale.⁽¹⁷⁾

Voici maintenant le témoignage d'un autre étranger, Lord Wilberforce, membre du Conseil privé et juge de la Cour d'appel de Grande-Bretagne. Devant la 49^e assemblée annuelle du Barreau canadien tenue à Québec, Lord Wilberforce a déclaré :

« Permettez à un observateur ami de vous supplier de ne pas
 « sous-estimer l'étendue de vos propres réalisations grâce à des
 « méthodes éprouvées dans la poursuite du progrès, et de ne
 « pas vous départir d'une façon trop radicale de ce qui vous
 « a si bien servis. La constitution, au fond, est un écrit des
 « plus importants. Il ne concerne pas uniquement les droits
 « particuliers, mais également la façon dont un peuple vit.
 « Si l'on modifie l'un, il faut modifier l'autre. Et, comme je ne
 « crois pas que la façon de vivre des Canadiens soit vraiment
 « mauvaise, le problème est donc celui de conserver et d'amélio-
 « rer progressivement ce qui est. »⁽¹⁸⁾

Je crois qu'il y a de plus en plus de Canadiens français en mesure de s'associer aux craintes de l'historien canadien Creighton, lequel considère que :

« Le partage du Canada en deux parties égales, l'anglaise et
 « la française, préparerait un avenir incertain et hasardeux
 « pour les deux. Mais ce partage créerait un danger beaucoup
 « plus grand pour la petite (la française) que pour la grande
 « des deux parties. »⁽¹⁹⁾

16) Hubert Beuve-Méry, *Le Monde*, VII-27-67.

17) Claude Julien, *Le Canada : dernière chance de l'Europe*, Ed. Bernard Grasset, Paris 1965.

18) Lord Wilberforce, *La Presse*, IX-9-67.

19) Donald Creighton, *Saturday Night*, septembre 1966.

Mais les séparatistes ont également tendance à ne pas se préoccuper de ce qui adviendra du Québec et du reste du Canada après la séparation. Ils semblent se préoccuper beaucoup plus des appareils de l'indépendance que des conséquences. Au fond, ce qu'ils veulent, c'est beaucoup plus se débarrasser des Anglophones que de promouvoir l'avancement de leurs compatriotes. Ils ne cherchent qu'une « révolution » politique qui flatte leur amour propre dans l'immédiat, mais ne voient pas, qu'à long terme, le Québec se trouvera exclu de toute participation à une politique d'ensemble. En effet, comme le note Eugene Forsey, si le Québec continue à vouloir se séparer du reste du Canada en vertu du principe du *opting out*, il ne pourra plus avoir son mot à dire sur quantité de mesures concernant le bien-être et la prospérité générale. Il deviendra vraiment *une république de bananes*, une curiosité touristique.

Actuellement, le Québec bénéficie du principe de solidarité économique qui prévaut dans toute décision au niveau fédéral. Sa seule présence au sein de la Confédération (et à titre de membre fondateur par-dessus le marché) empêche les autres provinces — voire même le fédéral — de prendre des initiatives ou de recourir à des méthodes qui pourraient lui être préjudiciables, tant sur le plan économique que politique. S'il se séparait du reste du pays, ce principe de solidarité ne jouerait forcément plus, car on ne peut, d'une part, repousser les contraintes du fédéralisme, tout en continuant, d'autre part, à en revendiquer les avantages.

Plutôt que de se laisser séduire par les théories de la séparation politique, le Québec ne ferait-il pas mieux de continuer à entretenir son penchant traditionnel à la participation ? C'est ce que lui conseille le professeur Frank H. Underhill.

« Les Canadiens français, dit le professeur, ont été un groupe
« minoritaire au Canada. La preuve de leur prévoyance politique
« est qu'ils se sont rendus compte, dès le départ, que le meilleur
« leur moyen de protéger leurs intérêts en tant que minorité
« fut de maintenir la solidarité de leur groupe en s'assurant
« une participation à l'Etat plutôt que de demeurer dans l'opposition. »⁽²⁰⁾

Il est certain, comme le note encore le professeur Underhill, que l'instinct de participation des Canadiens français aux affaires

20) Frank H. Underhill, *The Montreal Star*, III-7-63.

importantes du pays s'inscrit dans la ligne de la tradition historique. Qu'il suffise de citer, en exemple, la collaboration de Lafontaine et de Baldwin, de Cartier et de Macdonald, de Lapointe et de Mackenzie King. Que dire maintenant de la participation formidable des Canadiens français aux affaires fédérales dans le gouvernement Trudeau ? Elle est telle que c'est au tour des Anglophones de craindre que les Francophones ne soient en train de noyauter le fédéral à des fins particulières !

Les nationalistes se méfient de la participation ; ils la croient synonyme de soumission aveugle à toutes les anciennes structures.

Des réformes constitutionnelles s'imposent, c'est l'évidence même. Alors qu'il était ministre fédéral, M. Maurice Sauvé avait affirmé :

« L'unanimité de 1867 ne règne plus. Elle était basée sur un autre monde, celui d'une époque où le Canada dépendait pour une large mesure de la Grande-Bretagne, et où la Grande-Bretagne était la puissance la plus forte du monde. »⁽²¹⁾

Un député torontois exprime à peu près la même opinion quand il constate :

« Il serait, à la vérité, fort étrange qu'un document conçu pour répondre aux exigences des colonies d'un siècle passé puisse, sans retouche, convenir à une nation industrielle moderne évoluant dans un contexte tout différent. »⁽²²⁾

A peu près tous les journaux prennent parti en faveur d'une refonte de la constitution, ou du moins font campagne pour que les Canadiens acceptent au moins l'idée de changement en ce qui concerne un document devenu « un anachronisme dans sa rédaction actuelle » (*The Montreal Gazette*, dixit).

Même le *Times* de Londres invite les Canadiens à modifier leur constitution, leur suggérant même d'y aller sans ménagement.

« La Couronne au Canada, écrit le journal, comme le drapeau, est une question dont les Canadiens seuls ont à décider. »⁽²³⁾

21) Maurice Sauvé, *Le Devoir*, VIII-13-65.

22) Andres Brewin, député de Toronto-Greenwood, *Le Devoir*, VI-30-67.

23) *Le Devoir*, VII-4-67.

Pour peu et le *Times* aurait pu reprendre les paroles du journaliste Paul Sauriol qui suggère de conserver l'essentiel du système britannique, tout en rejetant la monarchie.⁽²⁴⁾

Qu'attendre de la Constitution ?

Voilà donc lâchés les grands mots de *Couronne* et de *monarchie*... Autant il y a de Canadiens français désireux de reléguer aux oubliettes les symboles de la royauté britannique, autant il y a de Canadiens anglais qui tiennent à les conserver. Drame cornélien d'une collectivité aux prises avec les rancœurs que provoque sa fidélité aux cultures d'origine. Amour déréglé des Canadiens anglais pour l'Angleterre. Amour déréglé des Canadiens français pour la France. Ces amours déréglées gâtent la fidélité que les deux devraient jurer au Canada.

En somme, le gros problème réside dans le fait qu'Anglophones et Francophones ont toujours eu du mal à accepter la *francité* et la *britannicité* dont parlait Ballantyne.⁽²⁵⁾ Les Orangistes extrémistes d'Ontario n'ont reculé devant aucun excès de parole pour insulter la langue et l'esprit français : ces deux véhicules, selon eux, du papisme au Canada. Les forts en gueule de la secte d'Orange ont constamment appelé des malédictions sur la tête des Canadiens français. A la fin du siècle dernier, ils sont allés jusqu'à faire pendre Louis Riel en qui ils ont vu le bouc émissaire de tout ce qu'ils abhorraient.

Les Orangistes extrémistes ne font plus guère parler d'eux de nos jours. Les séparatistes québécois ont pris la relève, et à leur tour, ne reculent devant aucun excès de parole contre les « Anglais », ces « maudits » qui, selon eux, sont cause de tous nos maux. Tous les jours, les journaux font écho à des paroles blessantes proferées contre les Anglophones, à qui on impute la responsabilité de tout ce qui arrive de désagréable aux Francophones.

Les Orangistes se sont conduits comme des imbéciles durant des années ; les séparatistes en font autant aujourd'hui quand ils

24) Paul Sauriol, *Le Devoir*, VIII-9-67.

25) Murray Ballantyne, *The Montreal Gazette*, VIII-10-67.

manifestent et font exploser des bombes à tort et à travers. Qu'est-ce qui a bien pu donner naissance à ces deux extrémismes au Canada ? Je ne vois qu'une réponse, une seule : le patriotisme exacerbé que j'appelle le nationalisme.

Quand les Anglophones du Canada réglaient leurs paroles et leur conduite en fonction des recommandations du *Rapport Durham*, ils blessaient l'amour propre des élites canadiennes-françaises, et faisaient grand tort aux valeurs qu'ils défendaient. Le *Times* de Londres écrit :

« Beaucoup de Canadiens de langue anglaise n'ont qu'eux-mêmes
« à blâmer pour avoir fait de la Couronne un symbole de leur
« prédominance au lieu de l'élever au-dessus des rivalités com-
« munautaires. » (26)

Heureusement, les Canadiens anglais ont considérablement mis la pédale douce à leurs ardeurs nationalistes. En tout cas, ils font désormais plus attention à ce qu'ils écrivent et à ce qu'ils disent en public.

Quand les Orangistes s'abandonnaient à des excès de paroles, les Canadiens français restaient tranquilles et savaient faire la part du feu et du fanatisme. Les Orangistes se sont tus, et voici que les extrémistes francophones se mettent à leur tour à commettre des excès et ce sont maintenant les Anglophones qui doivent s'efforcer de faire la part des choses.

Tant que des courants extrémistes continueront d'empoisonner l'atmosphère, il sera difficile de ramener la paix dans « la famille canadienne ». Pour vivre en harmonie dans une confédération, il faut commencer par maîtriser ses humeurs et ses paroles. Il est puérile de s'insulter constamment les uns les autres. Il faut surmonter ses instincts primaires et se comporter en civilisés.

Un des problèmes fondamentaux semble donc être la refonte de la constitution. C'est du moins ce qu'on peut déduire des nombreuses discussions auxquelles a donné lieu la célébration du centenaire de la Confédération, ainsi que les travaux de la *Commission B-B*. Mais voilà : il y a une difficulté. Les deux groupes fondateurs ont chacun leur conception du pacte fédératif.

26) *Le Devoir*, VII-4-67.

Les Canadiens français veulent que la Constitution astreigne le plus possible le citoyen à des obligations précises. Les Canadiens anglais, au contraire, veulent que la Constitution impose le moins de contraintes possibles. Le Francophone appelle l'initiative du gouvernement. L'Anglophone la redoute. Le Francophone veut que le gouvernement agisse ; l'Anglophone veut qu'il s'immisce dans le moins de choses possible.

Ces deux manières de voir conditionnent forcément l'attitude des deux groupes fondateurs face au problème de la refonte de la constitution.

Les Canadiens français veulent que le pacte fédératif soit à base de considérations ethniques et culturelles. Ils veulent un texte précis et tranchant ; ils veulent une loi qui engage et lie tous les citoyens, les enjoignant à respecter ou à rejeter telles valeurs culturelles ou tels symboles. S'il était permis de grossir un peu le sens de l'attitude des Canadiens français face à la refonte du pacte fédératif, on pourrait dire que, d'une part, ils veulent que le futur pacte abolisse les symboles que révère la *britannicité*, mais que d'autre part, il épargne ceux auxquels tient la *francité*.

Les Canadiens anglais, au contraire, se méfient, d'instinct, d'une constitution qui viserait à régenter la vie culturelle de la population. Conformément à leur génie, ils rêvent d'un pacte qui n'ait rien de contraignant, surtout de ce côté-là. Contrairement aux Francophones, ils veulent une loi qui laisse le plus de latitude possible, une loi qui ne servirait en somme qu'à fixer, d'une façon très large, les normes des relations politiques, économiques, financières, et à l'occasion culturelles, entre les diverses régions canadiennes. Pour un Canadien anglais, la constitution n'a pas pour fonction de régler les rapports culturels mais de faciliter les rapports économiques, et surtout, d'assurer la plus grande liberté d'action à l'initiative privée.

En somme, les Canadiens anglais veulent une constitution « terre à terre » et qui laisse faire, tandis que les Canadiens français veulent une constitution « idéaliste » et qui oblige. Deux génies, deux attitudes.

Mais ce n'est pas tout. Par opposition aux « Anglais », certains éléments canadiens-français sont tentés de préférer le système politique américain au système britannique. Ceux qui raisonnent

de la sorte se trouvent à prôner l'abolition pure et simple du système actuel. Leur attitude s'apparente à celle des séparatistes. Ils rejettent la Couronne : un symbole qu'ils abhorrent, attendu qu'ils ignorent quel rôle elle joue véritablement dans le système. Murray Ballantyne a fait des distinctions intéressantes à ce sujet :

« On dit que l'AANB est notre constitution. C'est faux. L'AA
« NB ne fait que définir et séparer les pouvoirs des provinces
« et du fédéral. Nous établissons une distinction entre le chef
« de l'Etat et le pouvoir exécutif. La Couronne nous rappelle
« que le pouvoir politique est une responsabilité confiée en
« dépôt (in trust), et que les citoyens sont liés par la loi.
« Hitler a prétendu que les majorités peuvent agir comme
« bon leur semble. Elles ne peuvent pas (...) »

En effet, dans les institutions britanniques, la Couronne protège les citoyens des abus des représentants de la majorité. Il n'y a pas de décisions absolues en régime britannique, alors qu'il y en a aux Etats-Unis. Et Ballantyne d'ajouter :

« Les pouvoirs du président des Etats-Unis ressemblent à ceux
« que détenait George III (à l'époque de la Conquête). Ainsi,
« notre système ressemble à une présidence héréditaire, alors que
« celui des Etats-Unis s'apparente à une monarchie élue. »⁽²⁷⁾

En d'autres termes, le Canada dispose de deux types d'autorité, alors que les Etats-Unis n'en disposent que d'un seul. Le chef de l'Etat au Canada (i.e.: le Gouverneur général) n'est pas élu. Il représente l'*autorité héréditaire* (la Couronne) et il protège le peuple des abus de l'*autorité élue* (i.e.: le premier ministre et son cabinet). Par contre, aux Etats-Unis, le chef de l'Etat (le président) est élu directement par le peuple et assume l'autorité suprême, y compris le commandement des armées. Qu'une pareille autorité devienne abusive, et rien ne peut atténuer les ravages qu'elle peut faire.

La Couronne n'a aucun pouvoir direct, et c'est ce qui fait sa force. Elle ne s'immisce jamais dans les affaires de l'Etat, abandonnant cette fonction matérielle à ses *conseillers* (ministres, députés, juges). Son autorité n'a rien d'actif ; elle est morale et elle lui

27) Murray Ballantyne, *The Montreal Gazette*, VIII-10-67.

vient de la tradition. Au Canada, cette autorité héréditaire protège les citoyens des abus de pouvoir que pourrait commettre l'autorité transitoire. (Incidentement, on a vu la Couronne intervenir à quelques reprises pour protéger les droits des Canadiens français contre les empiètements de la majorité anglophone du Canada.)

Les nationalistes disent que les Canadiens anglais tiennent exagérément aux symboles de la monarchie britannique. C'est sans doute vrai, mais il faut ajouter à la décharge des Canadiens anglais qu'en ce qui concerne le symbole de la Couronne, c'est plus en considération d'avantages démocratiques que par attachement sentimental qu'ils y tiennent, et ils ne comprennent pas en quoi ce symbole multi-centenaire et vénérable peut porter ombrage aux autres Canadiens.

Terre à terre dans le bon sens du terme, les élites canadiennes-anglaises n'exigent de la Constitution que ce qu'elle peut donner.

Au tout début, ces élites n'ont vu dans l'appareil fédéral qu'un instrument politique qui, tout en consolidant les intérêts économiques, hâterait la construction des chemins de fer. Jean-Charles Bonenfant le note avec à-propos :

« Le besoin de développer le système ferroviaire des colonies
« britanniques en Amérique du Nord, en même temps que le
« désir d'aider les financiers anglais qui en étaient les créan-
« ciers semblent être les grands facteurs qui ont hâté l'avè-
« nement de la Confédération. »⁽²⁸⁾

Plus tard, les motivations ont changé. Les élites canadiennes-anglaises virent que l'appareil fédéral, en plus de stimuler la coopération nécessaire à l'aménagement du territoire, pouvait également amener tous les niveaux de gouvernement à coordonner leur politique de manière à éviter aux citoyens un gaspillage de fonds publics causé par un dédoublement administratif inutile. Préoccupés constamment de la défense de valeurs culturelles (religion et langue), les Canadiens français n'ont jamais admis cette façon de voir des Anglophones. Voilà pourquoi ils ont toujours insisté pour conserver le dédoublement administratif. C'est ce qu'on appelle l'autonomie provinciale : un privilège que garantit la Constitution.

28) Jean-Charles Bonenfant, *Le Devoir*, III-3-67.

De nos jours, les élites canadiennes-anglaises invoquent des motifs plus nobles de conserver le pacte fédératif. En effet, selon l'historien torontois Ramsay Cook, les Canadiens anglais veulent maintenant préserver la Confédération parce qu'ils voient en elle l'instrument permettant à tous les Canadiens d'exister comme peuple indépendant des Etats-Unis.

Aux yeux des élites canadiennes-anglaises, la Confédération a bâti le Canada et continue à le bâtir. Après les chemins de fer, elle a suscité la mise en oeuvre de vastes réseaux routiers, le développement de la culture du blé dans l'Ouest, la *Voie maritime du Saint-Laurent*, la construction d'un vaste réseau de radio-télédiffusion, l'institution d'organismes tels l'*Office national du film*, *Air Canada*, le *Conseil des arts*, sans oublier les services de recherches (énergie atomique, télécommunications par satellite, pêches, etc.)

Tout en accomplissant de grandes choses, la Confédération a aidé le Canada à sortir du giron de la Grande-Bretagne, et c'est encore à cause de la mise en place d'appareils fédéraux comme Radio-Canada que les Canadiens commencent à vouloir se donner une identité propre.

En somme, la Confédération commence à engendrer, non des Anglais ou des Français, mais des Canadiens. Elle suscite ferveur et enthousiasme dans toutes les provinces, sauf au Québec — apparemment du moins. Un historien d'Ontario s'en irrite :

« Les Canadiens français, écrit-il, ne semblent préoccupés que
« par la reconnaissance de la dualité culturelle au Canada. Peu
« leur importe que la Confédération canadienne leur ait procuré
« un bon gouvernement et la croissance économique ; peu leur
« importe que le Canada soit uni à l'intérieur et respecté à
« l'étranger. Tout ce qui compte vraiment pour eux est de
« savoir si la Confédération a satisfait aux besoins culturels des
« Canadiens français et si elle a comblé les aspirations culturelles canadiennes-françaises. » (29)

L'exaspération de l'historien est compréhensible. Car enfin, ne dirait-on pas, à les voir réagir, que les Canadiens français ne se nourrissent que de religion, de beau langage et de culture ?

Il est dommage que les Canadiens français ne puissent se voir de temps à autres avec un oeil étranger : ils constateraient à quel

29) Donald Creighton, *Saturday Night*, septembre 1966.

point leurs réactions en tant que collectivité sont presque toujours empreintes d'exclusivisme et d'égoïsme. Ils n'ont d'égards pour personne, mais insistent pour que tous aient des égards pour eux. Si les Canadiens français sont menacés de perdre leur langue et leur culture, ils ont merveilleusement bien conservé l'égocentrisme français.

Il ne s'en rend peut-être pas compte, mais le Québec ne fait rien d'autre que lancer des ultimatums et dicter ses conditions depuis dix ans. Conscient de la faculté qu'il a de pouvoir provoquer la désintégration de la Confédération, il s'amuse à défendre (parfois à coups de bombes) des valeurs auxquelles il ne croit plus. Il a fait chambre à part, durant près d'un siècle, pour protéger une foi qui n'en était plus une. Aujourd'hui, il menace de tout casser pour imposer une langue qui n'en est plus une (une langue qu'il est le premier à ignorer et à défigurer).

Le Canada n'est pas le pays des seuls Anglophones. C'est le pays de tous les Canadiens. Il est riche et plein de promesses. Dix gouvernements régionaux en partagent l'administration. On voit mal comment, autrement que par une fédération, on réussira à exprimer la personnalité politique de ce pays-là.

Certains nationalistes canadiens-français tentent de faire croire que le fédéralisme est une formule dépassée. Ces gens-là n'ont raison qu'aux yeux des ignorants, car c'est le fédéralisme qui a fait la puissance américaine ; c'est le fédéralisme qui a fait la puissance soviétique. Que serait le Québec ? Que serait l'Ontario ou la Colombie-Britannique sans la Confédération ? Des régions excentriques, des pseudo-Etats qu'on ne pourrait distinguer parmi les autres Etats américains. Fédérés, les dix Etats canadiens forment un pays de vingt millions d'habitants parfaitement distincts, et désormais trop gros pour être absorbé par les Etats-Unis, ce qui ne serait pas le cas de provinces isolées. Le géant américain les absorberait discrètement, et les unes après les autres.

Certes, le fédéralisme n'est pas un système politique facile. Seuls les pays politiquement évolués en reconnaissent les mérites et réussissent à s'y adapter. Il est en effet significatif de constater à quel point tant de petites républiques sous-développées (et farouchement nationalistes) d'Amérique latine et d'Afrique se révèlent incapables de se fédérer en un vaste ensemble, et ce, malgré les

impératifs économiques et techniques qui les y poussent.

Serait-ce que les nationalistes québécois sont des sous-politisés, eux qui tentent de faire la preuve que le fédéralisme est une formule dépassée, et ce, au nom justement de l'autodétermination qui fait que les petites républiques d'Afrique et d'Amérique latine peuvent vivre désormais libres... mais sous-développées.

C'est le séparatisme et l'isolationisme qui sont des formules dépassées. Compte tenu de l'interdépendance de plus en plus grande des économies, la tendance est de plus en plus à l'union des politiquement faibles en fédérations économiquement viables. Pierre Laporte a fort bien noté que

« ... l'indépendance pour les petites nations est un mythe, car
« ces nations n'ont ni la technique, ni l'économie nécessaire
« leur permettant de jouer un rôle quelconque dans le monde
« moderne. »⁽³⁰⁾

Le fédéralisme commence à s'imposer, non seulement aux petites nations, mais même aux anciennes grandes puissances.

« La fédération de l'Europe, dit Jean-Jacques Servan-Schreiber,
« n'est pas une utopie : elle est inévitable. Le défi américain
« sera l'élément fédérateur de l'Europe. Sans lui, il nous aurait
« fallu des siècles pour unir l'Europe. Maintenant, l'Amérique
« nous pousse. Il n'y a pas d'alternative. »⁽³¹⁾

Mais les nationalistes canadiens-français ne voient pas les choses du même oeil. Certains tournent résolument le dos à la formule fédéraliste. D'autres la reprennent, mais avec des pincettes, attendu qu'il leur apparaît

« ... de plus en plus clair (...) que c'est l'« Europe des
« patries », telle que de Gaulle la baptisa, qui survivra indé-
« finiment à tous les « Etats-Unis de papier » que les fédéra-
« listes fiévreux échaudaient naguère en le houspillant. »⁽³²⁾

Bien sûr, de Gaulle affecte de s'insurger contre le danger — très improbable d'ailleurs — de voir se renouveler en Europe le phénomène du *melting pot* américain. Mais de Gaulle s'est égale-

30) Pierre Laporte, au Jeune commerce de Rimouski, *La Presse*, IV-2-68.

31) Jean-Jacques Servan-Schreiber, *LIFE*, V-17-68.

32) René Lévesque, *Option Québec*, op. cit. p. 58.

ment fait l'apôtre d'une unité européenne susceptible de faire contrepoids à l'influence politique et économique des « Anglo-Saxons » — toujours eux. Cet équilibre, le Marché commun tente de le créer, et le Marché commun n'a certes rien d'un rêve de « fédéraliste fiévreux ». En somme, et par une cocasse ironie des choses, de Gaulle, au fond, se trouve à donner raison aux Canadiens, lesquels ont fait de leur pays une « mosaïque » plutôt qu'un « melting pot ». Les Canadiens ne voient pas dans la Confédération un instrument à broyer la personnalité des groupes (surtout pas celle des « groupes fondateurs »), mais plutôt un instrument administratif apte à planifier et à promouvoir l'expansion économique du pays, et par ricochet, contribuer à l'éclosion de l'identité nationale de ses habitants.

L'entreprise n'est pas facile, car il faut être armé d'un sens démocratique peu commun pour vivre en régime fédéral. Il faut tenir compte des aspirations légitimes des partenaires, respecter leurs particularismes, savoir parfois renoncer à certains privilèges pour le bien commun, faire en sorte que les régions riches viennent en aide aux régions pauvres, etc.

Certains nationalistes ont tendance à croire que c'est la Confédération qui complique tout, et qu'il suffira de l'abolir, ou d'en sortir, pour que tout redevienne simple. Erreur. Ramsay Cook a eu une formule heureuse :

« Il est faux, dit-il, de croire que le Canada est difficile à gouverner parce qu'il forme une fédération. Au contraire, il s'est constitué en une fédération parce qu'il est difficile à gouverner. »⁽³³⁾

Plaidoyer en faveur de plus de modération

Des hableurs de tout acabit, des nationalistes haineux, des journalistes télécommandés par des groupes de pression et même des politiciens et des historiens opportunistes se sont évertués, ces dernières années, à rendre odieux le pacte fédéral.

Il faudrait pourtant qu'on cesse d'accorder à ces gens-là une autorité qu'ils n'ont pas. Il faudrait qu'en adulte, nous commen-

33) Ramsay Cook, *Canada, A Modern Study*, Clark, Irwin & Co. Ltd., Toronto, Vancouver, 1964.

cions à exiger un peu plus de rigueur et de modération de la part de ceux qui veulent se mêler de refaire le pays. Le chef conservateur, M. Robert Stanfield, a maintes fois supplié les Canadiens d'user de plus de modération quand ils parlent de leurs affaires.

« Les idées arrêtées, dit-il, et les attitudes doctrinales sont probablement ce qui menace le plus la Confédération. »⁽³⁴⁾

« Je ne pense pas qu'il y ait de solution globale, définitive et permanente à nos problèmes. »⁽³⁵⁾

Comparaissant devant les membres de la *Commission Laurendeau-Dunton*, l'éminent historien canadien Arthur R. M. Lower a eu le courage d'affirmer :

« Le pays ne pourra continuer d'exister si nous vivons en constant état de guerre civile non déclarée (...) Les deux principaux groupes ethniques du pays devront apprendre à s'accepter mutuellement tels qu'ils sont, avec leurs qualités et leurs défauts (...) La grande faiblesse de ce pays, réside dans le fait qu'il y ait si peu de véritables Canadiens au Canada. »⁽³⁶⁾

Je serais porté à renchérir pour ajouter qu'il y a trop de nationalistes et pas assez de patriotes dans ce pays. Il y a trop de gens qui rêvent de ce qui n'existe plus, et pas assez pour comprendre et aimer ce qui existe ; trop de gens pour imaginer une patrie idéale, pas assez pour voir le pays réel.

Les nationalistes canadiens-français cherchent constamment à se persuader que tout va mal et ils en imputent presque automatiquement la responsabilité soit aux « Anglais » soit à la Confédération.

Il est certain que le régime fédéral n'est pas sans péché. Il est certain que des erreurs ont été commises. Mais il est absurde de tenir la Confédération responsable de tout ce qui ne tourne pas rond au Québec. Il faudrait commencer par distinguer ce qui relève du fédéral et ce qui relève du provincial. Les incompetents et les nouilles ne sont pas toujours du même côté. Il faudrait surtout commencer par se demander ce qui relève de la bonne volonté et de l'effort individuel de chacun.

34) Robert Stanfield, *La Presse*, I-25-67.

35) id. *Le Devoir*, VIII-19-67.

36) Arthur R. M. Lower, *La Presse*, V-6-64.

La Confédération n'a pas été instituée pour amener les Canadiens à s'embrasser dans la rue. Elle n'a pas la faculté de rendre les Canadiens tolérants. Autrement dit, la Confédération n'engendre pas automatiquement la bonne entente et la tolérance. Ces deux vertus sont des préalables à la Confédération. Enfin, notons que la Confédération n'a pas la faculté d'enrichir automatiquement les Canadiens du premier au dernier. Il faut l'effort individuel. Comme le rappelait Jean P.-W. Ostiguy à la *Chambre de commerce*, avant de porter des accusations à droite et à gauche, il faut commencer par accepter « l'étude, l'acharnement au travail, la discipline, l'économie, le travail d'équipe, la continuité dans l'entreprise, l'imagination plus que l'éloquence et les rêves ».⁽³⁷⁾

Une autre bonne idée serait de cesser d'accorder tant d'attention aux nationalistes qui « maudissent » le Canada.

Un sondage effectué par *Opinion Research Corporation Limited* pour le compte de Radio-Canada, entre les 9 et 14 octobre 1967, établit qu'au Québec, 7% favorisent l'indépendance, 66% veulent une modification de la constitution et 25% sont en faveur du statu quo.⁽³⁸⁾

Ces chiffres correspondent assez bien à ceux qu'avaient révélés les élections provinciales de 1966, alors que les indépendantistes récoltaient 7.6% des suffrages. Plus récemment, un sondage Gallup indiquait que seulement une personne sur dix au Québec et au Canada (11%) favorise le séparatisme. En chiffres précis, le sondage indique que 71% des Québécois (17% se disant indécis) s'opposent à la séparation, comparé à 75% en Ontario, 83% dans l'Ouest et 76% dans tout le Canada.⁽³⁹⁾

Bien que minoritaires au sein de la collectivité, les séparatistes défraient presque tous les jours la chronique grâce aux manifestations, grâce à la violence et surtout grâce aux déclarations choc, un art dans lequel certains d'entre eux sont passés maîtres. Voici quelques échantillons.

Au congrès de l'AUPELF, le ministre Jean-Noël Tremblay a fait une violente sortie parce que les universitaires étrangers participant au congrès avaient accepté une subvention de \$50,000 dol-

37) Jean P.-W. Ostiguy, *La Presse*, IX-9-67.

38) *La Presse*, X-25-67.

39) *La Presse*, X-16-68.

lars du gouvernement fédéral. L'incident créa un malaise fort désagréable et fit passer le Québec pour ce qu'il n'est pas.

Comme la plupart des Rinistes, M. Tremblay considère Ottawa comme « le tombeau des Canadiens français », la capitale d'un « pays étranger ». Ce genre de craques comble d'aise les sectaires mais ne prouve pas grand chose. A la veille de l'ouverture d'Expo-67, le ministre a dit à la *Ligue d'action nationale* :

« Dans la conjoncture politique actuelle, les fêtes du centenaire de la Confédération manifestent, de la part de ceux qui les organisent à nos frais, une ironie choquante et un défi que les Canadiens français se doivent de relever... Le faux climat d'unité nationale qu'on essaie de créer par le truchement des fêtes de la Confédération canadienne est la tentative de diversion la plus évidente et la plus pernicieuse. »⁽⁴⁰⁾

Pour peu et le ministre s'indignerait même des bienfaits que risquent d'engendrer les fêtes du centenaire...

Pierre Bourgault, le leader du défunt RIN, s'est souvent révélé, lui aussi, un virtuose des déclarations à l'emporte-pièce. Au *Club Richelieu* de Chambly, il a affirmé en 1966, qu'il était « impérieux que le gouvernement du Québec coupe immédiatement toutes ses subventions au système d'enseignement anglophone du Québec ».⁽⁴¹⁾ Un mois plus tard, rappelant le mot du président de la Sidbec (M. Gérard Filion, dans le temps), selon lequel le Québec doit choisir entre deux politiques : les canons ou le beurre, Bourgault s'est écrié : « Nous, du RIN, nous avons depuis longtemps choisi les canons. »⁽⁴²⁾ En avril 1967, Bourgault s'est plaint directement au pape de la lettre collective des évêques canadiens (laquelle lettre s'était montrée plutôt sympathique au fédéralisme).⁽⁴³⁾ La même année, au cours d'une assemblée politique, il a dit qu'on était profondément colonisé quand on accepte qu'un cardinal prestigieux aille à Paris chanter un *Te Deum* pour remercier le ciel des bienfaits de la Confédération.⁽⁴⁴⁾ Plus récemment, il se fit menaçant pour déclarer :

40) Jean-Noël Tremblay, *La Presse*, IV-25-67.

41) Pierre Bourgault, *La Presse*, IV-16-66.

42) id. *La Presse*, V-22-66.

43) id. *La Presse*, IV-12-67.

44) id. *La Presse*, VIII-3-67.

« Si M. Trudeau veut continuer à insulter les Québécois, comme
« il l'a fait lundi en accusant le Québec d'avoir vécu « cent ans
« de bêtise », nous lui conseillons fortement de ne plus re-
« mettre les pieds au Québec. »⁽⁴⁵⁾

Des menaces de ce genre sont devenues fréquentes. La reine Elizabeth II fut, ces derniers temps, la cible préférée de séparatistes. Le notaire Yvon Groulx, président de la *Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal*, a dit au début de 1966, qu'il serait « inopportun et peu sage » d'inviter la reine à l'occasion de l'Exposition universelle.⁽⁴⁶⁾ André Dagenais, candidat riniste dans Mercier, a écrit personnellement à la reine pour lui dire qu'une visite au Québec en 1967 constituerait une provocation de sa part, et ne serait pas « convenable ».⁽⁴⁷⁾ *L'Indépendance*, le journal du RIN, a fait allusion en 1966 à la possibilité que la reine soit assassinée lorsqu'elle viendra au Québec. Et M. Lester B. Pearson, le premier ministre, ajoutait le texte, exposera lui-même sa vie lorsqu'il déambulera en compagnie d'Elizabeth II. Bourgault dut désavouer ces propos, affirmant qu'ils ne reflétaient en rien la position du RIN.

Cette violence verbale, ponctuée depuis maintenant cinq ans, par les bombes des activistes et des affairistes syndicaux, est en train de faire perdre au Québec sa réputation de communauté friande de bonne humeur et de joie de vivre. A cause d'une poignée d'adolescents attardés qui se prennent pour Che Guevara, et qui acceptent d'obéir aux consignes de quelques têtes brûlées, le Québec commence à passer pour un milieu où pourrait renaître un national-socialisme fort trouble.

Je crois que l'avènement des *mass media* a permis à tellement de secteurs de l'opinion de s'exprimer, que les gens chargés des relations publiques auprès des diverses associations patriotiques ou syndicales en viennent à croire qu'il faut désormais déclarer des choses énormes, qu'il faut donner un coup de poing à la figure de l'opinion si l'on veut se faire entendre. Voilà probablement pourquoi les SSJB, la CSN, la FTQ, et combien d'autres associations, rivalisent d'ardeur pour faire des affirmations qui voleront la manchette de la presse écrite et parlée.

45) id. *La Presse*, V-30-68

46) Yvon Groulx, *La Presse*, III-11-66.

47) André Dagenais, *La Presse*, V-11-66.

Or, quoi de plus efficace qu'une déclaration qui sème la méfiance à l'endroit des dirigeants politiques, à tous les échelons de gouvernement ? Quoi de plus propre à attirer l'attention qu'une insinuation perfide ?

De nos jours, on ne compte plus les organismes responsables qui n'hésitent pas à prêter des intentions louches au fédéral, au provincial, au municipal, à tous les employeurs, à toutes les personnes en autorité, à tous les bourgeois, à tous ceux qui ont réussi à se ramasser un peu d'argent, et des agitateurs professionnels enchaînent pour dire aux masses : voilà ceux qui vous exploitent ; voilà ceux qu'il faut abattre. Si des organismes responsables peuvent se rendre coupables de pareilles légèretés, comment s'étonner des frasques de jeunes carabins ? Manifestant aux abords des immeubles de *Lord & Cie*, sous l'oeil vigilant de policiers en armes, des jeunes ont scandé, en décembre, les litanies que voici :

« A bas la bourgeoisie, à bas le Canada, à bas Lord, à bas les
« scabs, à bas la culture, à bas l'éducation, à bas le gouverne-
« ment, à bas la justice, à bas la police, à bas la bourgeoisie » ...
« et ils recommençaient. » (48)

Ces excès de paroles sont voulus. Les activistes veulent surtout qu'on parle d'eux dans la presse écrite, à la radio et à la télévision, et ils y parviennent ! Le moindre iconoclaste est assuré de voir son exploit rapporté en première page des journaux du lendemain. Le terroriste pose sa bombe et court acheter le journal, pour rigoler. Le manifestant adore manifester ... surtout devant les caméras de télévision.

Il faudrait pourtant qu'on cesse, un jour, de tomber dans des panneaux aussi grossiers. Il faudrait qu'on se rende compte que les éléments ultra-nationalistes commencent à abuser de la situation. D'ailleurs, les autorités commencent à se rendre compte qu'ils occupent, en force, les salles de rédaction, la radio, la télévision, l'université, les syndicats. Ils inondent les tribunes libres des journaux. Ils font partie d'associations clandestines passées maîtres dans l'art de tripoter l'opinion publique et de donner l'impression que la majorité de la population partage leurs toquades et leurs préjugés.

48) *Le Devoir*, XII-18-68.

Il suffit de lire attentivement les tribunes des lettres aux lecteurs dans les journaux pour deviner la présence d'un obscur chef d'orchestre quelque part. Le thème des lettres sent souvent le mot d'ordre.

Anciennement, le Canada français était la proie facile d'un cléricalisme religieux omniprésent. Aujourd'hui, il est devenu la proie d'un cléricalisme laïque tout aussi omniprésent, et infiniment plus pernicieux. Hors des schèmes de pensée des clercs laïques et fascisants, point de salut. Il faut quasiment s'excuser, aujourd'hui, avant d'exprimer modestement une opinion qui diffère des consignes et des mots d'ordre de l'état-major nationaliste. Si vous croyez en votre pays, si vous croyez en ce Canada qu'ont découvert et exploré vos pères, il y a gros à parier qu'un avorton d'université saute sur la scène commode qu'offrent les *mass media* pour vous traiter de renégat et appeler sur votre tête la dérision de la populace, et peut-être bientôt les bombes des terroristes . . .

Je crains que l'accumulation de violences verbales attise si bien la colère de cette populace que demain, des fiers-à-bras sans cervelle descendront dans la rue et se feront justice eux-mêmes. Après tout, pourquoi pas ? Alors, on verra autre chose que des parades d'étudiants. Les petits bourgeois qui jouent les Che Guevara aujourd'hui, seront peut-être écrasés demain par la haine qu'ils auront semée eux-mêmes en s'amusant.

Si le Québec se considère une province civilisée, il est temps qu'il cesse d'accorder une importance exagérée à des nationalistes qui n'en finissent plus de patauger dans des schèmes et des symboles du XIXe siècle. Il est temps pour lui, non seulement « d'arriver en ville » comme on dit, mais d'arriver en Amérique du Nord.

Mon tour d'horizon est terminé. J'ai cité à peu près tous ceux que je considère comme faisant autorité pour et contre les idées en cours. Les nuances qu'apporte l'ensemble de ces opinions m'autorisent à résumer mon livre en alignant quelques vérités brutales.

Les voici :

Le nationalisme — On compte trop de nationalistes et trop peu de patriotes au Québec. Le nationalisme colporte des idées dépassées. Il a constamment retardé l'évolution des Canadiens français. C'est un phénomène à combattre.

La nation — Les Canadiens français sont trop dispersés au Canada, et les Canadiens des « deux races » sont trop mêlés au Québec pour qu'on soit justifié de parler d'une nation canadienne-française, encore moins d'une nation québécoise. Mais il est en train de naître une nation canadienne que les patriotes saluent et que les nationalistes conspuent.

La culture — La culture canadienne-française est fort mal menée, et se trouve, par le fait même, fort mal au point. De son côté, la culture canadienne tout court reste encore difficile à définir. Elle est en devenir. Il n'est pas défendu d'illustrer d'une façon moins vulgaire la culture canadienne-française, mais il n'est pas ridicule de collaborer aussi à l'épanouissement d'une culture canadienne.

La langue — Bien ou mal, le français sera parlé encore longtemps au Québec, mais il ne supplantera jamais totalement l'anglais. La langue anglaise mène le monde, par l'opération de l'Oncle Sam. Le français ne peut plus devenir l'unique langue de travail au Québec. Il est trop tard. Il aurait fallu commencer à l'époque d'Iberville.

Le séparatisme — Les Canadiens français et anglais sont tellement liés par l'histoire, les intérêts et le sang au Québec qu'il n'est plus possible de les séparer sans provoquer des dissensions dangereuses. Des esprits romantiques présentent le séparatisme comme un remède, mais ce remède est pire que « le mal » de la coexistence qu'ils prétendent combattre.

La confédération — Le pacte fédéral a valu aux provinces canadiennes un gouvernement autonome et responsable ; il a fait se rompre tous les liens coloniaux et il a mis les Canadiens sur la piste d'une identité propre. Il faut y penser à deux fois avant de se défaire d'un instrument qui a rendu de tels services.

Qu'on le veuille ou non, le Canada forme maintenant une grande famille, et cette famille a besoin que ses membres usent de beaucoup de modération les uns envers les autres. Or, la Confédération a toujours représenté l'élément modérateur au sein de la famille canadienne, et cet élément modérateur a toujours eu raison des extrémismes et des radicalismes. Dans une famille, il importe de ménager les susceptibilités de chacun. Il faut faire attention de ne rien faire et de ne rien dire qui blesse l'autre. Pourquoi en serait-il autrement dans un pays de traditions pluralistes comme le Canada ?

If you can't beat them, join them. Si vous ne pouvez les vaincre, associez-vous à eux : telle est l'alternative qui s'offre au Canada.

Les Canadiens anglais ont voulu — mais ils n'ont pas pu — se débarrasser des Canadiens français. Les Canadiens français ne pourront pas davantage se débarrasser des Canadiens anglais. Mais les deux peuvent se nuire énormément ; les deux ont la redoutable faculté de pouvoir provoquer la destruction de l'Etat à qui ils doivent leur existence supra-provinciale.

Mais pourquoi donc les deux groupes fondateurs s'ingénieraient-ils à détruire le pays qu'ils ont fondé ? Pourquoi s'abandonneraient-ils à pareille extrémité ? N'ont-ils pas, l'un et l'autre, besoin d'un pouvoir fédéral qui s'efforce justement d'incarner la personnalité de ce pays qu'ils ont fondé ? N'est-il pas vrai qu'isolés, les groupes ethniques au Canada ne pourraient rien faire d'autre que d'essayer de maintenir ou de recréer tant bien que mal leur identité d'origine ? Et si par miracle ils y parvenaient, quels avantages pourraient-ils tirer d'une poussière de cultures déracinées et folkloriques face à la puissance assimilatrice des Etats-Unis ? N'y aurait-il pas lieu de songer à quelque chose de plus original et de plus sûr, comme par exemple : créer une identité et une culture canadienne ?

Si attachés qu'ils soient à leur mère patrie, les Canadiens ne peuvent passer leur temps à « survivre ». Ils ne peuvent passer leur temps à rêver de l'habitat culturel qui leur fait défaut. Ils doivent enfin accepter de vivre dans celui qu'ils ont.

Une chose semble évidente : même s'ils se croient très forts, les deux groupes fondateurs ne referont pas, chacun de leur côté, la culture anglaise et la culture française en Amérique du Nord. Mais ensemble, ils peuvent créer une culture canadienne, étant désormais assez adultes, et surtout, assez nombreux pour le faire. C'est le seul moyen qu'ils ont de demeurer différents de leur puissant voisin. Mais pour réussir une tâche aussi noble et aussi urgente, il faudra qu'une fois pour toutes, ils cessent de se quereller à perte de vue pour un oui ou pour un non. Il faudra qu'ils cessent de se passionner pour de vaines questions de sémantique pour s'attaquer enfin aux problèmes importants : les problèmes que commence à poser le vingt-et-unième siècle.

Montréal, décembre 1968

TABLE DES MATIÈRES

1 — Mensonges joyeux, tristes vérités	7
2 — Quelques jugements sur les Canadiens français	15
3 — Le patrimoine et le nationalisme	23
4 — Les deux nations : un débat stérile	33
5 — La culture : question brûlante	47
6 — La langue qu'on adore et qu'on écorche	63
7 — Le séparatisme à la mode du siècle	91
8 — La Confédération : échec ou succès	117

Achevé d'imprimer sur les presses des ateliers de
PAYETTE & PAYETTE INC.
le sixième jour de mars mil neuf cent soixante-neuf
pour les Editions du Jour.

CITÉ LIBRE

Jean Pellerin a dirigé CITE LIBRE
de janvier 1964 jusqu'à juillet 1966,
après en avoir été secrétaire-adjoint
avec Jacques Hébert durant près de deux ans.
Dès le début de la nouvelle série en 1960
il avait collaboré activement
avec Gérard Pelletier et Pierre Elliott Trudeau.
En sa qualité de journaliste
il dispose d'une vaste documentation
et il s'est spécialisé en histoire politique
et économique
du Canada et des Etats-Unis.

